



BURKINA FASO
Ministère de la Justice

ANNUAIRE STATISTIQUE **2011**



Edition avril 2012

BURKINA FASO
Ministère de la Justice
Direction des Etudes et de la Planification



ANNUAIRE STATISTIQUE
2011



Edition avril 2012

Avant-propos

La Politique Nationale de Justice(PNJ), promeut à travers son axe stratégique n°4, l'accessibilité psychologique de la justice notamment par la promotion, la disponibilité et l'appropriation de l'information juridique et judiciaire par les usagers du service public de la justice. C'est dans cette dynamique que s'inscrit la production des statistiques judiciaires et pénitentiaires entamée depuis 2007 par notre département avec l'appui de l'Union Européenne. Elle permet de mettre à la disposition des utilisateurs, un annuaire statistique annuel renfermant les indicateurs essentiels de la justice.

Cette sixième parution, réalisée avec le concours financier de l'UNICEF, traduit une fois de plus, la volonté sans faille des Partenaires Techniques et Financiers, d'encourager et d'accompagner le secteur de la justice dans la construction de l'Etat de droit, la quête permanente de la bonne gouvernance et le développement durable. Sa démarche d'élaboration emprunte celle des années précédentes notamment la collecte des données, leur traitement et analyse dans un langage accessible afin de répondre, au mieux, aux attentes des utilisateurs.

Loin d'être une bouffée d'oxygène pour les bénéficiaires en quête d'informations fiables et synthétisées, cet annuaire qui présente l'activité juridictionnelle et pénitentiaire y compris certaines données de l'administration exécutive (chancellerie), constitue à n'en pas douter, un référentiel précieux au regard de la pertinence des informations qui y sont contenues. Il a l'avantage de permettre une appréciation qualitative et quantitative de l'activité abattue par le personnel judiciaire que sont les magistrats, les greffiers et les gardes de sécurité pénitentiaire.

La production de cet annuaire statistique permet d'appréhender à travers les données recueillies, outre les litiges d'intérêt privé, la cartographie des infractions ; toute chose qui interpelle sur les mesures idoines à prendre à court, moyen et long termes. Par ailleurs, elle met en exergue l'organisation du ministère suite à la réforme institutionnelle intervenue en juillet 2011 et les moyens tant humains que matériels dont dispose le département dans l'accomplissement de l'œuvre de justice.

Il sied de relever que le présent annuaire statistique ne retrace que les seules données du secteur de la justice nonobstant la fusion entre l'ex ministère de la justice et l'ex ministère de la promotion des droits humains intervenue en juillet 2011 ; les indicateurs relatifs aux droits humains devant faire l'objet d'un annuaire à part.

Ainsi, articulé autour de cinq (5) parties, cet annuaire constitue un condensé des données des dix(10) dernières années, à savoir de 2002 à 2011. Cette démarche se justifie par le désir d'avoir les tendances évolutives des données afin de mesurer les efforts consentis par le gouvernement, les partenaires techniques et financiers et les acteurs de la justice pour faire d'elle, le pilier de la démocratie et de la bonne gouvernance.

Pour ce faire, je renouvelle ma reconnaissance au gouvernement et aux partenaires techniques et financiers pour leurs efforts sans cesse renouvelés, et aux acteurs de la justice, pour leur abnégation et détermination en faisant de l'œuvre de justice, leur cheval de bataille.

En dépit des efforts consentis pour son élaboration, cet annuaire comporterait sans nul doute des imperfections. Ainsi, vos critiques et suggestions seraient-elles les bienvenues en vue de parfaire les éditions à venir. C'est sur cette note d'espoir que j'exhorte une fois de plus les acteurs de justice dans la poursuite de leur mission combien noble, celle de rendre la justice et de faire d'elle, une justice transparente, indépendante, équitable, accessible et protectrice des libertés individuelles et collectives.

Le Ministre de la Justice, Garde des sceaux.

Salamata SAWADO
Officier de l'ordre national

Table des matières

Avant-propos	3
Table des matières	4
Abréviations	6
Démarche méthodologique	8
I. Organisation du ministère de la justice et de la promotion des droits humains	10
I.1. Présentation des structures centrales	11
I.2. Organigramme	15
II. Moyens de la justice	17
II.1. Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	18
II.2. Budget	22
Tableau 2.6 : Situation des crédits délégués par juridiction (en millions de FCFA)	24
II.3. Personnel	26
III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	47
III.1. Cour de cassation	48
III.2. Cours d'appel	50
III.3. Tribunaux de grande instance	56
III.3.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance	56
III.3.1.1. Activités des chambres civiles et commerciales	56
III.3.1.2. Activités civiles des parquets	68
III.3.2. Activités pénales des tribunaux de grande instance	72
III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance	72
III.3.2.2. Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance	86
III.3.2.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	97
III.3.2.4. Activités des greffes des tribunaux de grande instance	111
III.4. Tribunaux de Commerce	117
III.5. Tribunaux d'instance	121
III.6. Juridictions pour enfants : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants	125
III.7. Tribunaux du travail	129
IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif	133
IV.1. Cour des comptes	134
IV.2. Conseil d'État	137
IV.3. Tribunaux administratifs	141
V. Établissements pénitentiaires	148
V.1. Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées	149
V.2. Caractéristiques des prévenus	154
V.3. Caractéristiques des inculpés	159
V.4. Caractéristiques des condamnés	165
Les chiffres clés de la justice	172
Liste des tableaux	174

Abréviations

CA	Cour d'appel
CC	Cour de cassation
CCO	Cour des comptes
CE	Conseil d'État
CNIB	Carte nationale d'identité burkinabé
CPAB	Centre pénitentiaire agricole de Baporo
DEP	Direction des études et de la planification
DAPRS	Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion sociale
DGAJJ	Direction générale des affaires juridiques et judiciaires
DGPCS	Direction générale de la politique criminelle et du sceau
DGAP	Direction générale des affaires pénitentiaires
DGGSP	Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire
DRH	Direction des ressources humaines
DSP	Direction du service du personnel
DG-COOP	Direction générale de la coopération
ENP	École nationale de police
EP	Etablissement pénitentiaire
GSP	Garde de sécurité pénitentiaire
ITSJ	Inspection technique des services judiciaires
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
JE	Juge des enfants
MAC	Maison d'arrêt et de correction
MACO	Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou
nd	Non disponible (information non disponible à la source)
RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
TA	Tribunal administratif
TAR	Tribunal d'arrondissement
TD	Tribunal départemental
TGI	Tribunal de grande instance
TI	Tribunal d'instance
TPE	Tribunal pour enfants
TT	Tribunal du travail
TC	Tribunal de commerce

Démarche méthodologique

L'élaboration de l'Annuaire statistique 2011 de la Justice s'inscrit dans la dynamique de la mise à disposition aux usagers du secteur public de la justice, d'un système d'information statistique performant et pérenne. Cette opération, supervisée par la DEP, a connu la participation des directions techniques du ministère les juridictions et établissements pénitentiaires.

La démarche pour l'élaboration de cette sixième édition a consisté dans un premier temps à faire un bilan du processus d'élaboration des éditions précédentes. Cela a permis d'améliorer, de réajuster ou de définir de nouvelles sections dans les outils de collecte. Dans le second temps, il s'est agi de collecter les données au moyen de formulaires spécifiques aux différentes structures concernées.

Les documents de collecte ont été envoyés par courrier (électronique et sur support papier) dans les juridictions et établissements pénitentiaires avant le passage de l'équipe de supervision de la chancellerie du 13 mars au 12 avril 2012 dans ces différentes structures pour contrôler et récupérer les questionnaires remplis.

La tournée de collecte des données s'est déroulée dans toutes les juridictions et dans tous les établissements pénitentiaires. Comme à l'accoutumée, la collecte dans les structures de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso s'est déroulée sur des périodes plus longues compte tenu du volume des dossiers qui y sont traités.

A l'instar des années antérieures, des difficultés ont émaillé la présente étape de collecte. La mobilité des greffiers et le déficit de formation à l'utilisation des outils de collecte n'ont pas favorisé le remplissage des questionnaires avant le passage de la mission de supervision. Dans la plupart des structures, le travail a consisté à confronter les questionnaires au contenu des registres utilisés pour les renseigner. Il est donc indispensable que des moyens soient mobilisés pour la formation des correspondants statistiques dans les juridictions et les établissements pénitentiaires afin que cette tâche soit normalement et régulièrement exécutée et ce, dans la dynamique de l'autonomisation de ces structures dans la production des statistiques.

L'exploitation informatique des informations collectées a été menée au fur et à mesure de la collecte des données par l'actualisation de la structure de la base de données et des formulaires de saisie conformément aux dernières versions des questionnaires de collecte.

La saisie des informations collectées, l'apurement et la tabulation des données, l'élaboration du draft de l'annuaire ainsi que ses relecture et finalisation ont été réalisées grâce à une synergie d'actions des cadres de la DEP au regard des impératifs de temps. Ces travaux ont été facilités par l'expérience accumulée lors du processus d'élaboration des annuaires précédents.

I. Organisation du ministère de la justice et de la promotion des droits humains

I.1. Présentation des structures centrales

Le Ministère de la Justice et de la Promotion des Droits Humains est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission, conformément au Décret n°2011-329/PRES/PM/SGG-CM du 06 juin 2011 portant attributions des membres du Gouvernement, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de justice et de droits humains.

A ce titre, le Ministre de la Justice, de la Promotion des Droits Humains, Garde des Sceaux, est chargé :

- ☐ du renforcement des capacités globales du ministère ;
- ☐ de la mise en œuvre du contrôle hiérarchique et de l'action disciplinaire ;
- ☐ du pilotage du secteur de la justice et des droits humains ;
- ☐ de la promotion de l'accessibilité physique et financière de la Justice ;
- ☐ de la promotion de l'accessibilité psychologique de la Justice ;
- ☐ du renforcement de la justice pénale et l'administration des établissements pénitentiaires ;
- ☐ de l'éducation des populations aux droits humains et à la promotion d'une culture de la tolérance et de la paix ;
- ☐ du renforcement du cadre juridique et l'effectivité des droits humains ;
- ☐ du renforcement de la coopération avec les instances régionales et internationales œuvrant dans le domaine des droits humains ;

Le Conseil des ministres en sa séance en date du 26 juillet 2011, a examiné et adopté un nouveau décret portant organisation du Ministère de la Justice et de la Promotion des Droits Humains. Ce nouveau texte consacre la fusion du Ministère de la Justice et de celui de la Promotion des droits humains en un nouveau département, le Ministère de la Justice et de la Promotion des droits humains.

Les innovations majeures du nouveau décret sont la mise en cohérence de l'architecture du ministère de la justice et de la promotion des droits humains avec la nouvelle structuration du Gouvernement, qui a procédé à la fusion du Ministère de Justice et du Ministère de la Promotion des droits humains. De nouvelles directions ont vu le jour dont deux directions générales (la Direction Générale de la Promotion des Droits Humains et la Direction Générale de la Défense des Droits Humains) et des directions régionales en matière des droits humains, etc. Il est apparu nécessaire d'élaborer un nouvel organigramme pour prendre en compte cette évolution.

En tout état de cause, le ministère de la justice et de la promotion des droits humains est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

A/ Le cabinet

Le cabinet comprend :

- Les conseillers techniques qui assurent l'étude et la synthèse des dossiers qui leur sont confiés par le Ministre.
- L'Inspection technique des services qui veille à l'application de la politique du ministère, assure le suivi conseil et le contrôle du fonctionnement des services ainsi que des projets et programmes;

A ce titre, elle est chargée de :

veiller au fonctionnement régulier des juridictions et des services administratifs ;
prodiguer aux magistrats et aux greffiers des conseils et leur apporter toute l'assistance ;
contrôler l'application des textes législatifs et réglementaires en matière de justice ;
contrôler les institutions régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services, projets et programmes ;
étudier les réclamations des administrés et des usagers des services de la justice ;
lutter contre la corruption au sein du ministère ;
effectuer des missions particulières confiées par le Ministre ;
proposer au Ministre des mesures tendant à améliorer le fonctionnement des juridictions, des établissements pénitentiaires et des services administratifs.

L'Inspection a également pouvoir de contrôle et de vérification aussi bien à titre préventif qu'à posteriori sur les juridictions, les établissements pénitentiaires, les services centraux et rattachés ainsi que les projets en cours du département.

- La Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire (DGGSP) qui organise et assure la discipline du corps de la GSP. A ce titre, elle est compétente en matière :
 - o d'études, de coordination, de contrôle et de suivi des mesures d'ordre, de discipline et de sécurité au sein des établissements pénitentiaires et des domaines relevant du ministère de la justice et de la promotion des droits humains ;
 - o des questions relatives à la formation, l'administration, la discipline et l'inspection des personnels de la sécurité pénitentiaire en collaboration avec les directions compétentes du ministère ;
 - o des questions relatives à l'acquisition, la gestion, l'entretien et le suivi du casernement, du matériel technique et spécifique de la sécurité pénitentiaire en collaboration avec les directions compétentes du ministère ;
 - o d'assistance des autorités administratives et judiciaires en matière de sécurité publique et de contribution à la lutte contre la criminalité nationale et internationale.
- Le Chef de cabinet : Il est chargé de :
 - o Coordonner les activités du cabinet du Ministre ;
 - o Organiser l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le secrétariat particulier ;
 - o Assurer les contacts officiels avec les cabinets ministériels en relation avec le secrétaire général.
- Le Secrétariat particulier qui assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel et exécute toute autre mission confidentielle à lui confiée par le Ministre ;
- Le Protocole du Ministre qui est chargé, en relation avec le protocole d'Etat, de l'organisation des audiences, des déplacements et cérémonies officiels du Ministre.

B/ Le Secrétariat général

Il assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du ministère. Il est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, déconcentrées et rattachées. Il assure la continuité de l'action administrative du ministère.

Il assure également les relations techniques du département avec les autres ministères et les autres structures.

Les structures centrales sont les suivantes :

• La Direction générale des affaires juridiques et judiciaires (DGAJJ)

Cette direction prépare les projets de réformes législatives et réglementaires en droit privé et concourt à l'élaboration du droit public. Elle exerce la tutelle des professions judiciaires et juridiques soumises à la chancellerie. Dans les matières relevant de sa compétence, elle conseille les autres administrations publiques. Ses attributions sont les suivantes :

- o suivre l'administration de la justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale, ainsi que les questions relatives à l'état des personnes, à leur nationalité, et les conventions internationales intéressant le droit privé ;
- o proposer au Garde des Sceaux des notes, circulaires ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions ;
- o assurer le contrôle et la discipline des auxiliaires de justice ;
- o suivre l'établissement des statistiques judiciaires ;
- o établir les rapports périodiques demandés par les organisations internationales ;
- o élaborer, en liaison avec les autres directions et, le cas échéant, les autres départements ministériels intéressés, les projets de lois, ordonnances, décrets et circulaires relatifs à l'organisation judiciaire, au statut de la magistrature, à la procédure devant toutes les juridictions et d'une manière générale à la législation et à la réglementation en matière civile, commerciale, administrative, pénale et sociale ;
- o donner son avis sur les textes législatifs ou réglementaires qui lui sont soumis par les différents départements ministériels ; procéder aux publications en matière juridique ;
- o assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux.

o La Direction Générale de la Politique Criminelle et du Sceau (DGPCS)

Cette direction est chargée de :

- o élaborer et de mettre en œuvre la politique criminelle ;
- o restaurer le Sceau de l'Etat ;
- o superviser et contrôler l'ensemble des activités et services chargés de l'exécution des peines ;
- o promouvoir les peines et mesures alternatives à l'emprisonnement ;
- o participer à la conception, à l'acquisition et à la gestion des infrastructures pénitentiaires ;
- o assurer la formation professionnelle des détenus, la mise en œuvre et le suivi des mesures de réinsertion sociale des détenus en collaboration avec la DGGSP ;

o assurer le secrétariat du Conseil supérieur de la magistrature, sauf lorsque cet organe se réunit pour statuer en matière d'avancement ou en matière disciplinaire ;

o Etc.

• La Direction Générale de la Défense des Droits Humains qui est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du ministère en matière de protection et de défense des droits humains.

A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer des rapports destinés aux instances de suivi des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- de mettre en place un fichier des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- d'œuvrer à la mise en conformité de la législation nationale aux accords internationaux relatifs aux droits humains ratifiés ;
- d'évaluer la mise en œuvre des accords internationaux relatifs aux droits humains par les structures étatiques et non étatiques ;
- d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale des droits humains ;
- de contribuer et participer aux rencontres régionales et internationales sur les droits humains ;
- de veiller à la prise en compte des droits humains dans l'élaboration de la législation et des procédures nationales ;
- de vulgariser les accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- d'assurer la formation des acteurs nationaux chargés de la mise en œuvre des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- de suivre la coopération avec les institutions et mécanismes régionaux et internationaux traitant des questions des droits humains.
- de recevoir, écouter, orienter les citoyens porteurs de réclamations relatives à leurs droits humains ;
- de contribuer au respect des droits humains dans les lieux de détention ;
- de contribuer au renforcement et à la protection des droits des personnes vulnérables ;
- d'assurer la médiation dans les conflits communautaires ;
- de mettre en œuvre toutes mesures susceptibles d'assurer la meilleure protection des droits catégoriels ;
- de contribuer à l'élaboration des normes de protection des droits catégoriels ;
- de contribuer à l'application effective des normes de protection des droits catégoriels.

• La Direction Générale de la Promotion des Droits Humains qui est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du ministère en matière de promotion et de vulgarisation des droits humains.

A ce titre, elle est chargée de :

- o informer, former, et sensibiliser les citoyens sur leurs droits ;
- o vulgariser les textes et documents relatifs aux droits humains ;
- o introduire l'éducation aux droits humains et à la citoyenneté dans les systèmes d'éducation formelle et non formelle en relation avec les départements ministériels concernés ;
- o promouvoir une culture de la tolérance, de la paix et des droits humains ;
- o mettre en œuvre des mesures spécifiques tendant à promouvoir et à consolider les droits catégoriels ;
- o suivre la mise en œuvre de la politique nationale genre en relation avec les départements ministériels concernés ;
- o fournir un appui-conseil aux partenaires du ministère pour les actions concernant la promotion des droits humains ;
- o former les organisations de la société civile en droits humains ;
- o suivre les activités des institutions et organisations partenaires du ministère ;
- o contribuer à la promotion de la délivrance des actes d'état civil aux citoyens.

• La Direction de l'Administration et des Finances (DAF)

Cette direction est chargée de la gestion du budget et du matériel du département.

A ce titre, elle est chargée de :

- o élaborer le projet de budget ;
- o gérer les crédits alloués au département ;
- o tenir une comptabilité matière des biens meubles et immeubles du département ;
- o gérer le parc automobile et les autres équipements ;
- o contribuer au suivi et à l'exécution des dossiers des marchés publics ;
- o gérer le matériel informatique ;
- o etc

• La Direction des Etudes et de la Planification (DEP)

Cette direction est chargée de :

- o centraliser et suivre l'exécution du planning des activités du ministère ;
- o centraliser et traiter l'ensemble des données relatives à tous les projets en cours de réalisation ou à réaliser ;
- o suivre, coordonner et contrôler l'ensemble des projets du ministère, inscrits ou non, dans les plans et programmes de développement ;
- o étudier, concevoir et mettre en forme des documents de projets à soumettre aux bailleurs de fonds ;
- o initier et mettre en œuvre la politique informatique du ministère ;
- o collecter, centraliser et traiter les instruments statistiques ;

omener toute étude prospective concernant le ministère ;
oélaborer et assurer l'exécution du programme d'investissement public de l'année ;
ocentraliser les programmes et rapports d'activités.

•La Direction des Ressources Humaines (DRH)

Cette direction est chargée de :

ola définition et la mise en œuvre d'une politique de gestion de ressources humaines du ministère ;
ola gestion prévisionnelle des emplois et des effectifs du ministère ;
ola conception et la mise en œuvre d'outils et de moyens visant à accroître le rendement des agents ;
ola gestion des carrières des agents du ministère ;
ola conception et la mise en œuvre des plans et programmes de formation des agents du ministère.

•La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle (DCPM) : elle assure la mise en œuvre du plan de communication du ministère, la vulgarisation de l'information et la couverture médiatique des activités du ministère et de ses démembrements, etc.

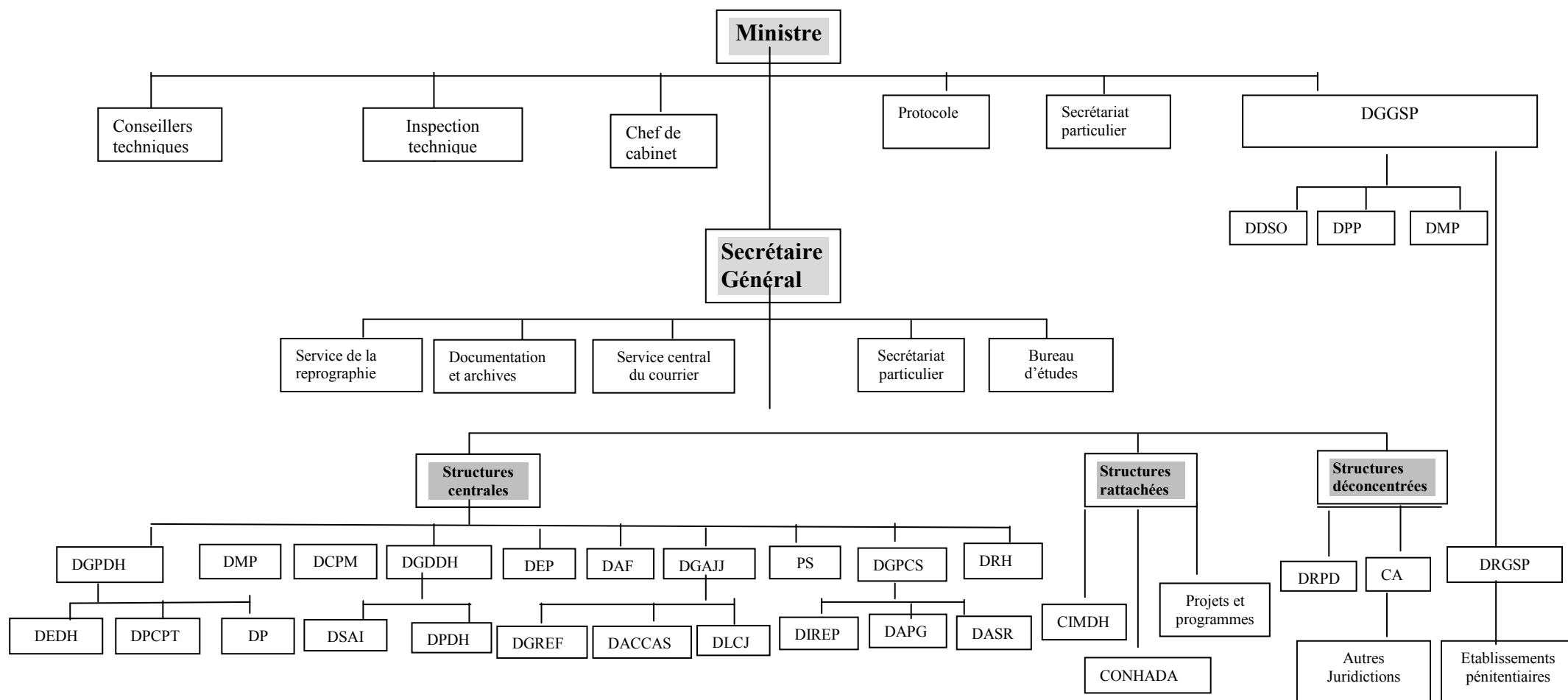
•La Direction des Marchés Publics (DMP) est chargée de la gestion des marchés du ministère. A ce titre, elle :

oElabore le plan général annuel de passation des marchés ;
oExécute le plan de passation et élabore les rapports y relatifs ;

oEtc.

•La Perception Spécialisée (PS) organise la collecte des recettes de service du ministère et le reversement de ces fonds au Receveur Général. En Outre, elle centralise les opérations des régies de recettes, tient la comptabilité des recettes de services, gère les quittances et valeurs, prend les mesures appropriées tendant à l'amélioration des recouvrements des produits des greffes et des frais et amendes de justice en collaboration avec la direction des greffes

I.2. Organigramme



II. Moyens de la justice

II.1. Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires

Concepts

Juridictions de l'ordre judiciaire

Cour de cassation : Juridiction suprême de l'ordre judiciaire, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit, non pas en fait. La Cour de cassation, créée par la loi n° 13-2000 AN du 9 mai 2000, est fonctionnelle depuis 2003.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, sociale, commerciale, correctionnelle et de simple police par les juridictions de l'ordre judiciaire de droit commun et d'exception ; elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Tribunal de grande instance : Juridiction de droit commun de premier degré, il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal de commerce : Créé par la loi n°22-2009/AN du 12 mai 2009 dans les ressorts des tribunaux de grande instance, le tribunal de commerce est compétent pour connaître des affaires commerciales. Seuls les tribunaux de commerce des ressorts des tribunaux de grande instance de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso sont fonctionnels. Dans les autres juridictions, la compétence commerciale est dévolue aux chambres commerciales des tribunaux de grande instance.

Tribunal d'instance : Juridiction fonctionnelle depuis 2002 et ayant pour but de désengorger les tribunaux de grande instance, le tribunal d'instance est compétent pour juger tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et inférieur à 1 000 000 FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux ou d'arrondissements.

Tribunal du travail : Juridiction compétente pour juger les litiges en matière d'application du Code du travail.

Tribunal pour enfants : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants. Il statue en premier et dernier ressort en matière de crimes ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004 AN/ du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel.

Juge des enfants : Institué au siège des TGI de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou, le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Il est juge d'instruction en matière criminelle.

Tribunal départemental ou d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

Juridictions de l'ordre administratif

Cour des comptes : Créée par la loi n°14-2000 AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est compétente pour contrôler les finances publiques.

Conseil d'État : Créé par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif.

Tribunal administratif : Juridiction du premier degré de l'ordre administratif, il est, en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'État, juge de droit commun du contentieux administratif : contentieux de l'annulation et contentieux de la réparation.

Tableau 2.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

Juridictions	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Les juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation (CC)	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux d'instance (TI)	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance (TGI)	11	11	12	16	19	19	20	23	24	24
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Juges des enfants (JE)	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux pour enfants (TPE)	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement (TAR)	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Les juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes (CCO)	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	11	11	12	16	19	19	20	23	24	24
Etablissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	10	10	10	15	19	19	20	23	24	24
Centre pénitentiaire agricole (CPAB)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau 2.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2011 par localité

Localités	CC	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TC	TPE	JE	CCO	CE	TA	EP
Banfora			1		17								1	1
Baporo (CPAB)														1
Bobo-Dioulasso		1	1	1	25	3	1	1	1	1			1	1
Bogandé			1		7								1	1
Boromo			1		17								1	1
Dédougou			1		13								1	1
Diapaga			1		8								1	1
Diébougou			1		5								1	1
Djibo			1		9								1	1
Dori			1		17								1	1
Fada N'gourma			1		12								1	1
Gaoua			1		23								1	1
Kaya			1		19								1	1
Kongoussi			1		9								1	1
Koudougou			1		25		1						1	1
Léo			1		13								1	1
Manga			1		12								1	1
Nouna			1		10								1	1
Orodara			1		13								1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	21	5	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouahigouya			1		22								1	1
Tenkodogo			1		30								1	1
Tougan			1		14								1	1
Yako			1		9								1	1
Ziniaré			1		12								1	1
Total	1	2	24	2	349	8	3	2	2	2	1	1	24	25

NB : Les tribunaux départementaux sont décomptés suivant la couverture territoriale du TGI basé dans la localité considérée.

Établissements pénitentiaires

Maison d'arrêt et de correction : Établissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Centre pénitentiaire agricole : Établissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté, et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Note :

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.

Tableau 2.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel

Cour d'appel	2002										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	4	-	125	3	1	-	-	4	4	-
Ouagadougou	1	7	-	224	5	2	-	-	7	7	-
Ensemble	2	11	-	349	8	3	-	-	11	11	-
Cour d'appel	2003										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	4	1	125	3	1	-	-	4	4	-
Ouagadougou	1	9	1	224	5	2	-	-	9	7	-
Ensemble	2	13	2	349	8	3	-	-	13	11	-
Cour d'appel	2004										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	5	1	125	3	1	1	1	5	4	-
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	7	-
Ensemble	2	18	2	349	8	3	2	2	18	11	-
Cour d'appel	2005										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	6	-
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	11	-
Ensemble	2	19	2	349	8	3	2	2	19	17	-
Cour d'appel	2006										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	-
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	13	-
Ensemble	2	19	1	349	8	3	2	2	19	20	-
Cour d'appel	2007										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	-
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	13	-
Ensemble	2	19	2	349	8	3	2	2	19	20	-
Cour d'appel	2008										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	-
Ouagadougou	1	14	1	224	5	2	1	1	14	14	-
Ensemble	2	20	2	349	8	3	2	2	20	21	-
Cour d'appel	2009										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
Cour d'appel	2010										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
Cour d'appel	2011										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2

II.2. Budget

Concepts

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

La loi des finances (loi initiale) présente le budget prévisionnel de l'État.

Consommations budgétaires : Utilisations effectives des crédits budgétaires alloués.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses d'équipement et d'investissement : Dépenses d'acquisition d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage techniques, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnisations de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Sources statistiques :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2002 à 2011 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense du ministère de l'économie et des finances.

Tableau 2.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA)

	2002*	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Personnel	791,1	1 141,5	1 341,2	1 805,3	1 949,0	2 477,7	2 167,6	2 720,7	4 436,7	4 235,8
Matériel	317,9	384,9	430,1	412,9	338,9	683,0	940,5	1 026,7	980,51	1 304,6
Transferts courants	253,6	301,1	347,9	461,9	462,7	475,9	430,3	509,7	349,05	546,3
Équipement- investissement-transferts en capital	1 067,2	474,7	3 311,0	5 262,9	7 066,5	3 305,5	3 464,1	2 910,3	3 164,2	2 116,8
Dont										
<i>État</i>	617,2	474,7	648,0	855,1	1 101,8	842,6	1 974,3	2 273,4	1 968,5	1 497,0
<i>Ressources extérieures</i>	450,0	0,0	2 663,0	4 407,8	5 964,8	2 462,9	1 489,8	636,8	1 195,8	619,8
Total	2 429,8	2 302,2	5 430,2	7 943,0	9 817,1	6 942,1	7 002,5	7 167,4	8 930,5	8 203,5

*Les chiffres 2002 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

Source : Lois de finances des années 2002 à 2011

Tableau 2.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)

	2002*	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Personnel	1 163,3	1 231,0	1 381,8	1 804,4	2 042,9	2 451,9	2 813,8	3 375,3	4 784,6	5 228,8
Matériel	174,8	255,6	316,0	262,1	178,9	657,3	799,2	945,0	872,5	1 220,2
Transferts courants	159,3	211,4	218,9	289,3	315,1	371,5	429,1	445,2	349,0	546,3
Équipement- investissement- transferts en capital	390,9	51,3	2 703,6	2 008,8	1 220,3	2 797,4	1 003,7	2 219,2	1 832,3	1 872,3
Dont										
<i>État</i>	198,8	51,3	647,7	593,1	913,8	679,9	448,6	1 779,8	1 637,2	1 372,2
<i>Ressources extérieures</i>	192,0	0,0	2 055,9	1 415,7	306,5	2 117,5	555,1	439,4	195,1	500,1
Total	1 888,3	1 749,3	4 620,3	4 364,6	3 757,2	6 278,1	5 045,8	5 594,5	7 838,5	8 867,6

*Les chiffres de 2002 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

Source : Circuit de la dépense et rapports du Programme d'investissements publics / Ministère de l'Economie et des Finances ; projet PAIJ et ICF

Tableau 2.6 : Situation des crédits délégués par juridiction (en millions de FCFA)

	Dotations budgétaires		Consommations budgétaires	
	2010	2011	2010	2011
Cours d'appel				
Bobo-Dioulasso	59 350	26 590	59 350	26 470,420
Ouagadougou	60 350	77 050	60 350	77 016,553
Ensemble	119 700	103 640	119 700	103 486,973
Tribunaux pour enfants				
Bobo-Dioulasso	2 800	3 100	2 800	3 085,392
Ouagadougou	3 100	3 190	3 100	3 181,358
Ensemble	5 900	6 290	5 900	6 266,75
Juges des enfants				
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-
Ouagadougou	-	-	-	-
Ensemble	-	-	-	-
Tribunaux du travail				
Bobo-Dioulasso	3 500	3 490	3 500	3 484,953
Koudougou*	3 200	3 400	3 200	3 370,906
Ouagadougou	3 100	3 600	3 100	3 236,757
Ensemble	9 800	10 490	9 800	6 855,859
Tribunaux d'instance				
Bobo-Dioulasso	3 400	3 790	3 400	3 787,189
Ouagadougou	5 900	5 190	5 900	5 110,014
Ensemble	9 300	8 980	9 300	8 897,203
Tribunaux de commerce				
Bobo-Dioulasso	-	2 700	-	2 689,574
Ouagadougou	-	2 990	-	2 260,084
Ensemble	-	5 690	-	4 949,658
Tribunaux administratifs				
Bobo-Dioulasso	3 300	2 990	3 300	2 977,438
Ouagadougou	3 100	3 990	3 100	3 980,138
Ensemble	6 400	6 980	6 400	6 957,576

Tableau 2.7 Situation des crédits délégués par direction régionale des droits humains (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires		Consommations budgétaires	
	2010	2011	2010	2011
Ensemble	-	5 200	-	4 491,83
Direction régionale				
Bobo-Dioulasso	-	2 000	-	1 498,63
Gaoua	-	200	-	0
Ouahigouya	-	1 000	-	999,29
Tenkodogo	-	2 000	-	1 993,91

Tableau 2.8 Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires		Consommations budgétaires	
	2010	2011	2010	2011
Ensemble	112 900	121 270	112 700	123 358,628
Tribunaux de grande instance				
Banfora	3 500	4 490	3 500	4 454,5
Bobo-Dioulasso	10 400	9 680	10 400	9 379,8
Bogandé	4 200	4 990	4 200	4 986,7
Boromo	3 400	4 990	3 200	4 974,3
Dédougou	4 500	4 590	4 500	4 580,0
Diapaga	4 600	5 390	4 600	5 386,9
Diébougou	4 100	3 990	4 100	3 976,9
Djibo	4 800	5 090	4 800	5 072,9
Dori	5 200	5 290	5 200	5 246,0
Fada N'gourma	4 900	5 290	4 900	5 281,1
Gaoua	5 000	4 890	5 000	4 883,2
Kaya	4 500	4 690	4 500	4 669
Kongoussi	3 200	4 000	3 200	4 000
Koudougou	4 100	4 589,1	4 100	4 572,1
Léo	3 700	3 790	3 700	3 780,2
Manga	4 200	4 590	4 200	4 568,4
Nouna	2 000	3 700	2 000	3 678,3
Orodara	3 400	3 390	3 400	3 085,5
Ouagadougou	8 600	12 870	8 600	11 862,9
Ouahigouya	5 500	60 00	5 500	5 614,4
Tenkodogo	5 200	47 90	5 200	4 768,9
Tougan	4 300	42 90	4 300	4 263,5
Yako	4 800	51 90	4 800	5 044,9
Ziniaré	4 800	52 90	4 800	5 228,0

Tableau 2.9 Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires		Consommations budgétaires	
	2010	2011	2010	2011
Ensemble	85 250	104 450	85 250	102 549,4
Prison de Haute sécurité	-	3 100	-	2 482,6
Maisons d'arrêt et de correction				
Banfora	2 900	3 800	2 900	3 798,9
Bobo-Dioulasso	5 600	7 070	5 600	7 058,8
Bogandé	3 400	4 500	3 400	4 486,5
Boromo	3 200	3 900	3 200	3 886,6
Dédougou	3 300	4 000	3 300	3 996,7
Diapaga	3 400	3 800	3 400	3 792,6
Diébougou	2 600	3 300	2 600	3 288,2
Djibo	2 900	3 400	2 900	3 313,4
Dori	3 600	4 200	3 600	4 174,9
Fada N'gourma	3 700	4 500	3 700	4 494,1
Gaoua	3 400	4 100	3 400	4 098,8
Kaya	3 300	3 800	3 300	3 797,9
Kongoussi	3 200	4 300	3 200	4 293,9
Koudougou	3 000	3 800	3 000	3 796,9
Léo	2 900	3 200	2 900	3 196,9
Manga	3 300	4 500	3 300	4 493,2
Nouna	3 250	3 600	3 250	3 586,6
Orodara	3 100	3 600	3 100	3 592,8
Ouagadougou	8 600	8 780	8 600	8 761,8
Ouahigouya	4 000	4 700	4 000	4 690,9
Tenkodogo	3 600	4 100	3 600	4 097,5
Tougan	3 200	4 800	3 200	4 796,9
Yako	2 700	2 700	2 700	1 695,8
Ziniaré	3 100	2 900	3 100	2 875,6

II.3. Personnel

Concepts

Le personnel du ministère de la justice est composé :

- de magistrats ;
- de personnels occupant des emplois spécifiques du ministère de la justice autres que magistrats (personnel des greffes et parquets et personnel de sécurité pénitentiaire) ;
- de cadres occupant des emplois non spécifiques au ministère de la justice (cadres venant des autres départements ministériels) ;
- d'autres personnels non spécifiques que sont les secrétaires, les statisticiens, les informaticiens, les agents de bureau ;
- de personnels d'appui que sont les chauffeurs, les interprètes, les agents de liaison, les reprographes.

Les magistrats sont régis par la loi organique n°036-2001/AN du 13 décembre 2001, ensemble son modificatif. On distingue les magistrats du ministère public (parquet) des magistrats du siège.

Les **magistrats du ministère public** sont :

- au niveau des TGI, TI et JE : le procureur du Faso et son ou ses substituts.
- au niveau du tribunal administratif : le commissaire du gouvernement et ses adjoints ;
- au niveau du TPE : le procureur général et ses substituts ;
- au niveau de la Cour d'appel : le procureur général, ses substituts et les avocats généraux ;
- au niveau de la Cour de cassation : le procureur général, le premier avocat général et les avocats généraux ;
- au niveau de la Cour des comptes : le procureur général et les commissaires du gouvernement ;
- au niveau du Conseil d'État : le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints.

Tableau 2.10 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	207	237	265	292	317	341	371	394	406	428
Sexe										
Hommes	149	171	196	221	240	257	281	300	311	333
Femmes	58	66	69	71	77	84	90	94	95	95
Ancienneté										
Moins de 5 ans	48	78	93	122	138	148	148	149	134	127
5 à 9 ans	56	56	71	40	41	48	78	92	122	138
10 à 14 ans	0	0	0	30	40	49	49	62	34	37
15 à 20 ans	76	52	37	21	8	0	0	0	27	38
20 à 24 ans	17	39	49	63	72	74	50	35	21	8
25 ans et plus	10	12	15	16	18	22	46	56	68	80
Position										
Chancellerie	20	21	23	24	26	22	30	31	30	41
Juridictions	159	184	213	239	261	286	303	334	339	350
Détachements	5	6	5	7	9	10	11	09	09	12
Disponibilités	8	10	10	8	7	6	5	3	2	2
Mises à disposition	15	16	14	14	14	17	22	28	26	23

Tableau 2.11 : Magistrats par type de juridiction

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Cour de cassation	18	18	18	20	23	27	26	25	24	24
Conseil constitutionnel	5	5	5	5	5	4	8	6	7	7
Conseil d'État	9	10	10	9	11	12	14	14	15	14
Cour des comptes	3	3	3	4	4	4	4	5	5	5
Cours d'appel	32	33	34	39	34	35	39	40	41	43
Tribunaux d'instance	-	4	4	6	5	5	6	6	7	7
Tribunaux de grande instance	82	99	118	131	154	170	173	192	204	207
Tribunaux du travail	4	6	7	8	8	12	11	12	11	12
Juges des enfants	-	-	2	2	2	2	2	2	4*	4*
Tribunaux pour enfants	-	-	6	6	5	4	6	7	7*	7*
Tribunaux administratifs	6	6	6	9	10	11	14	15	15	20
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	-	10	10	10

*Ces magistrats exercent cumulativement deux fonctions : ils siègent à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans le TGI de la même localité.

Concepts

Les **magistrats du siège** sont :

- au niveau du tribunal de grande instance : le président, le vice-président et les juges ;
- au niveau du tribunal d'instance : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal du travail : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal administratif : le président et les juges ;
- au niveau de la Cour d'appel : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour de cassation : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour des comptes : le premier président, les présidents de chambres et les conseillers ;
- au niveau du Conseil d'État : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers.
- Au niveau du Juge des enfants : juges
- Au niveau du Tribunal pour enfants : le président et les juges
- Au niveau du Tribunal de commerce : Le président et les juges

Sources statistiques

Les effectifs des magistrats des différentes structures de la justice ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir de leurs dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Le classement des différents actes de mobilité professionnelle a permis cette reconstitution.

Tableau 2.12 : Magistrats par juridiction

Cours d'appel	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Bobo-Dioulasso	12	13	13	17	18	15	17	17	19	19
Ouagadougou	20	20	21	22	16	20	22	23	22	24
Ensemble	32	33	34	39	34	35	39	40	41	43
Tribunaux pour enfants										
Bobo-Dioulasso	-	-	3	3	3	2	3	3	3 *	3 *
Ouagadougou	-	-	3	3	2	2	3	4	4 *	4 *
Ensemble			6	6	5	4	6	7	7 *	7 *
Juges des enfants										
Bobo-Dioulasso	-	-	1	1	1	1	1	1	2 *	2 *
Ouagadougou	-	-	1	1	1	1	1	1	2 *	2 *
Ensemble			2	2	2	2	2	2	4 *	4 *
Tribunaux du travail										
Bobo-Dioulasso	1	1	2	3	3	3	3	4	4	3
Koudougou*	-	-	-	-	-	-	1	1	1*	1*
Ouagadougou	3	5	5	5	5	8	7	7	7	8
Ensemble	4	6	7	8	8	12	11	12	11	12
Tribunaux d'instance										
Bobo-Dioulasso	-	2	2	4	3	2	3	2	2	2
Ouagadougou	-	2	2	2	2	3	3	4	5	5
Ensemble		4	4	6	5	5	6	6	7	7
Tribunaux de commerce										
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	4	4	4
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	6	6	6
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	10	10	10
Tribunaux administratifs										
Bobo-Dioulasso	2	2	2	3	4	4	5	6	6	9
Ouagadougou	4	4	4	6	6	7	9	9	9	11
Ensemble	6	6	6	9	10	11	14	15	15	20
Tribunaux de grande instance										
Banfora	6	6	7	6	6	6	6	6	6	6
Bobo-Dioulasso	16	16	17	17	23	29	25	28	28	31
Bogandé	-	1	4	4	6	5	4	5	5	5
Boromo	-	-	-	3	5	5	5	5	5	5
Dédougou	6	5	5	6	7	7	8	7	7	7
Diapaga	-	-	3	3	3	3	3	4	4	4
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	4	4	4
Djibo	-	-	-	-	-	-	3	5	5	5
Dori	4	5	5	6	7	4	7	7	7	6
Fada N'gourma	6	4	4	6	6	10	6	6	6	7
Gaoua	4	5	6	6	5	6	6	7	7	7
Kaya	3	6	6	7	7	7	8	9	9	6
Kongoussi	-	-	3	3	5	5	5	5	5	5
Koudougou	-	6	7	8	8	8	9	10	10	10
Léo	-	-	-	-	-	3	3	4	4	4
Manga	-	-	3	4	5	5	5	6	6	6
Nouna	-	-	-	-	-	-	3	4	4	4
Orodara	-	-	-	-	-	-	3	4	4	4
Ouagadougou	26	32	31	31	35	36	35	44	44	49
Ouahigouya	6	8	7	8	7	8	7	7	7	6
Tenkodogo	5	5	5	6	7	7	7	11	11	10
Tougan	-	-	2	3	5	5	5	5	5	5
Yako	-	-	1	1	3	5	5	5	5	5
Ziniaré	-	-	2	3	4	6	5	6	6	6
Ensemble	82	99	118	131	154	170	173	204	204	207

*Ces magistrats exercent cumulativement deux fonctions : ils siègent à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans le TGI de la même localité. Aussi, les magistrats du TT de Koudougou sont cumulativement affectés au TGI de Koudougou, ils ont été comptabilisés au TGI.

Concepts

Les personnels des emplois spécifiques du Ministère de la justice autres que magistrats sont régis par les dispositions du décret n°2004-327/PRES/PM/MFPRE/MJ/MFB du 04 août 2004 et se subdivisent en deux groupes :

- les emplois des greffes et parquets, encore appelés auxiliaires de justice ;
- les emplois de garde de sécurité pénitentiaire.

Les emplois des greffes et parquets sont hiérarchisés comme suit :

- les greffiers en chef qui sont des cadres de conception et/ou de direction ;
- les greffiers qui sont des cadres d'application ;
- les secrétaires de greffes et parquets qui sont des agents d'exécution.

Tableau 2.13 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	43	54	63	64	78
Sexe					
Hommes	28	38	44	47	59
Femmes	15	16	19	17	19
Ancienneté					
Moins de 5 ans	15	25	25	33	39
5 à 9 ans	8	9	13	10	18
10 à 14 ans	0	0	5	3	7
15 à 19 ans	8	6	5	5	0
20 à 24 ans	9	11	12	8	7
25 ans et plus	3	3	3	5	8
Position					
Chancellerie	4	4	5	8	12
Juridictions	39	48	57	53	64
Disponibilité	0	2	1	3	1
Mis à disposition	0	0	0	0	0
Détachement	0	0	0	0	1

Source : DRH

Greffiers en chef					
	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	39	48	57	53	64
Cour de cassation	2	2	2	2	2
Conseil constitutionnel	1	1	1	1	2
Conseil d'État	1	1	1	1	1
Cour des comptes	1	1	1	1	2
Cours d'appel	4	4	6	4	5
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	22	30	32	30	38
Tribunaux du travail	3	3	4	3	4
Juges des enfants	0	0	0	0	0
Tribunaux pour enfants	1	2	2	2	2
Tribunaux administratifs	2	2	2	3	2
Tribunaux de Commerce	-	-	4	4	4

	Greffiers en chef				
	2007	2008	2009	2010	2011
Cours d'appel	4	4	6	4	5
Bobo-Dioulasso	2	2	3	1	1
Ouagadougou	2	2	3	3	4
Tribunaux pour enfants	1	2	2	2	2
Bobo-Dioulasso	0	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	1
Juges des enfants	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0
Tribunaux du travail	3	3	4	3	4
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	2	1	2
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	1
Tribunaux de commerce	-	-	4	4	4
Bobo-Dioulasso	-	-	2	2	2
Ouagadougou	-	-	2	2	2
Tribunaux administratifs	2	2	2	3	2
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	1
Tribunaux de grande instance	22	30	32	30	38
Banfora	1	1	1	1	2
Bobo-Dioulasso	3	3	3	4	3
Bogandé	0	0	1	1	2
Boromo	0	0	1	1	1
Dédougou	1	2	2	1	2
Diébougou	-	-	1	0	0
Diapaga	0	0	0	0	1
Djibo	-	1	1	1	1
Dori	1	1	1	1	2
Fada N'gourma	2	2	2	1	2
Gaoua	1	1	1	1	1
Kaya	1	2	2	1	2
Kongoussi	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	2	3
Léo	1	1	1	1	1
Manga	1	1	1	1	2
Nouna	-	1	1	1	1
Orodara	-	1	1	1	1
Ouagadougou	4	6	4	3	3
Ouahigouya	1	2	2	2	2
Tenkodogo	1	1	1	1	3
Tougan	0	0	1	1	1
Yako	1	1	1	2	2
Ziniaré	1	1	1	1	1
Ensemble	34	43	52	48	78

Concepts

Les emplois de greffier en chef, de greffier et de secrétaire des greffes et parquets comprennent respectivement les attributions définies aux articles 17, 11 et 2 du décret n° 2004-327/PRES/PM/MFPRE/MJ/MFB du 4 août 2004 portant organisation des emplois spécifiques du ministère de la Justice.

Le greffier en chef

Placé sous le contrôle de l'autorité hiérarchique du président du tribunal, le greffier en chef a vocation à exercer des fonctions d'administration, d'encadrement, de gestion, d'enseignement et d'assistance des agents greffiers, secrétaires des greffes et parquets ou autres agents d'appui dans les actes de sa juridiction.

Il est chargé entre autres de :

- assurer l'encadrement et le contrôle des agents relevant du siège de la juridiction ;
- assurer les fonctions d'auxiliaire du Trésor public par la perception et le reversement des droits et taxes requis pour certaines formalités judiciaires ;
- gérer les caisses d'avance et de menues dépenses dans les juridictions ;
- contrôler la tenue des différents registres et répertoires ;
- recevoir et conserver les pièces à conviction à eux confiées et les représenter ;
- établir le rôle général des affaires pour lesquelles la juridiction est compétente et les rôles des audiences des différentes juridictions ;
- assurer la conservation des jugements et arrêts, de la documentation législative, jurisprudentielle et doctrinale à l'usage de toute la juridiction ;
- assurer la conservation, restitution ou transmission aux domaines, des valeurs et objets ou scellés déposés au greffe de la juridiction en vertu de la loi ;
- assurer la conservation des minutes, registres, actes et documents afférents à la juridiction et délivrer les grosses, expéditions, copies et extraits des décisions de la juridiction ;
- organiser la tenue du registre du commerce et du crédit mobilier ;
- organiser la mise en forme des décisions, des feuilles d'audiences et des procès-verbaux d'enquêtes et d'audition ;
- tenir la plume aux audiences publiques ou en chambre de conseil ;
- authentifier les actes juridictionnels dans les cas prévus par la loi et les textes particuliers ;
- signer, avec le juge, les décisions rendues par la juridiction ;
- etc.

Tableau 2.14 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Greffiers				
	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	100	120	118	125	149
Sexe					
Hommes	73	91	102	107	126
Femmes	27	29	16	18	23
Ancienneté					
Moins de 5 ans	47	50	77	54	51
5 à 9 ans	22	41	24	34	46
10 à 14 ans	1	0	2	13	30
15 à 19 ans	9	11	0	1	1
20 à 24 ans	8	6	5	12	12
25 ans et plus	13	12	10	11	9
Position					
Chancellerie	1	3	3	3	5
Juridictions	99	116	113	121	140
Disponibilité	0	0	1	1	2
Mis à disposition	0	1	1	0	0
Détachement					2

	Greffiers				
	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	99	116	113	121	140
Cour de cassation	6	6	4	8	8
Conseil constitutionnel	3	3	3	3	3
Conseil d'État	2	2	2	3	3
Cour des comptes	3	4	3	3	5
Cours d'appel	8	14	17	14	19
Tribunaux d'instance	5	6	6	5	5
Tribunaux de grande instance	69	77	66	73	84
Tribunaux du travail	3	2	2	3	3
Juges des enfants	0	0	0	0	0
Tribunaux pour enfants	0	0	1	0	0
Tribunaux administratifs	0	2	2	2	3
Tribunaux de Commerce	-	-	7	7	7

	Greffiers				
	2007	2008	2009	2010	2011
Cours d'appel	8	14	17	14	18
Bobo-Dioulasso	3	6	5	5	5
Ouagadougou	5	8	12	9	13
Tribunaux pour enfants	0	0	1	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	1	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0
Juges des enfants	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0
Tribunaux du travail	3	2	2	3	3
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0
Koudougou*	1	1	1	1	1
Ouagadougou	2	1	1	2	2
Tribunaux d'instance	5	6	6	5	5
Bobo-Dioulasso	2	3	3	3	2
Ouagadougou	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	-	-	8	7	7
Bobo-Dioulasso	-	-	2	1	1
Ouagadougou	-	-	6	6	6
Tribunaux administratifs	0	2	2	2	3
Bobo-Dioulasso	0	0	1	0	1
Ouagadougou	0	2	1	1	2
Tribunaux de grande instance	69	77	66	73	84
Banfora	2	2	2	2	2
Bobo-Dioulasso	10	8	8	8	9
Bogandé	1	3	3	2	1
Boromo	3	3	1	2	2
Dédougou	4	3	2	3	4
Diébougou	-	-	1	3	3
Diapaga	1	2	0	2	2
Djibo	-	2	2	2	2
Dori	1	1	1	1	2
Fada N'gourma	3	2	2	2	2
Gaoua	2	2	1	4	4
Kaya	1	2	2	2	1
Kongoussi	2	2	2	2	2
Koudougou	4	4	4	2	3
Léo	1	2	2	2	2
Manga	1	2	2	2	1
Nouna	-	2	2	2	2
Orodara	-	2	2	2	3
Ouagadougou	19	18	13	16	23
Ouahigouya	5	4	3	3	2
Tenkodogo	2	3	2	3	5
Tougan	2	2	2	2	2
Yako	3	3	3	2	2
Ziniaré	2	3	4	2	3
Ensemble	85	101	101	104	120

Concepts

Le greffier

L'emploi de greffier comprend les attributions suivantes :

- tenir les registres, répertoires et rôles y compris la plume aux audiences publiques, en chambre du conseil et aux assemblées générales des juridictions ;
- signer, avec le juge, les décisions rendues et les procès verbaux ;
- transcrire les procès-verbaux sous la dictée du juge d'instruction ;
- réaliser la mise en forme des décisions, des procès verbaux d'enquêtes et d'audition ;
- établir et délivrer des expéditions, extraits ou copies des décisions judiciaires ;
- recevoir et transcrire les recours contre les décisions de la juridiction ;
- mettre en état les dossiers frappés de recours ;
- établir les pièces d'exécution pour la mise en œuvre effective des sentences pénales, les citations et les avertissements à prévenu, les convocations à partie civile, à conseil et à témoin ;
- assister le juge dans tout transport judiciaire ;
- établir périodiquement les pièces (mensuelles, trimestrielles et annuelles) à l'attention de la chancellerie ;
- notifier les ordonnances aux parties ;
- tenir le registre de commerce et du crédit mobilier ;
- préparer les commissions rogatoires, les commissions d'experts et les mandats, les ordres de mise en détention ou en liberté et notifier aux parties ou à leurs conseils, les actes du juge ;
- tenir ou participer à la tenue de la comptabilité de greffe ;
- assurer l'accueil des justiciables ;
- etc.

Tableau 2.15 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

Secrétaires des greffes et parquets					
	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	136	137	125	117	141
Sexe					
Hommes	89	90	77	71	89
Femmes	47	47	48	46	52
Ancienneté					
Moins de 5 ans	86	78	53	27	33
5 à 9 ans	14	24	43	59	63
10 à 14 ans	10	6	9	2	8
15 à 19 ans	5	5	4	1	0
20 à 24 ans	11	14	6	17	12
25 ans et plus	10	10	10	11	14
Position					
Chancellerie	12	11	13	9	15
Juridictions	124	124	110	106	116
Disponibilité	0	0	0	1	1
Mis à disposition	0	2	2	1	2
Détachement					1

	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	124	124	112	106	116
Cour de cassation	2	2	2	0	0
Conseil constitutionnel	1	1	1	1	1
Conseil d'État	2	2	2	2	2
Cour des comptes	1	0	0	1	2
Cours d'appel	21	18	17	12	13
Tribunaux d'instance	2	3	0	0	0
Tribunaux de grande instance	78	78	68	68	78
Tribunaux du travail	7	7	4	5	5
Juges des enfants	2	2	2	1	1
Tribunaux pour enfants	3	4	4	4	4
Tribunaux administratifs	5	7	7	5	5
Tribunaux de Commerce	-	-	5	4	5

Source : DRH

	Secrétaires des greffes et parquets				
	2007	2008	2009	2010	2011
Cours d'appel	21	18	17	12	13
Bobo-Dioulasso	10	10	11	8	8
Ouagadougou	11	8	6	4	5
Tribunaux pour enfants	3	4	4	4	4
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2
Ouagadougou	1	2	2	2	2
Juges des enfants	2	2	2	1	1
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	0	0
Tribunaux du travail	7	7	4	5	5
Bobo-Dioulasso	3	3	2	2	2
Koudougou*	0	0	0	0	0
Ouagadougou	4	4	2	3	3
Tribunaux d'instance	2	3	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	1	0	0	0
Ouagadougou	1	2	0	0	0
Tribunaux de commerce	-	-	5	4	5
Bobo-Dioulasso	-	-	2	2	2
Ouagadougou	-	-	3	2	2
Tribunaux administratifs	5	7	7	5	5
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	1
Ouagadougou	3	5	5	4	4
Tribunaux de grande instance	78	78	68	68	78
Banfora	4	5	4	5	5
Bobo-Dioulasso	8	6	7	7	8
Bogandé	1	3	3	2	1
Boromo	1	1	1	1	2
Dédougou	3	2	2	0	0
Diébougou	-	-	1	1	1
Diapaga	3	3	2	1	2
Djibo	-	2	2	2	2
Dori	3	3	0	1	1
Fada N'gourma	2	3	2	2	3
Gaoua	3	3	2	1	2
Kaya	6	4	4	3	3
Kongoussi	2	2	2	2	2
Koudougou	5	5	5	5	5
Léo	2	2	3	4	4
Manga	1	0	0	0	0
Nouna	-	2	2	2	2
Orodara	-	2	2	2	2
Ouagadougou	19	18	16	16	19
Ouahigouya	1	0	0	1	2
Tenkodogo	5	5	3	3	4
Tougan	3	3	2	2	3
Yako	3	2	2	2	3
Ziniaré	3	2	1	3	3
Ensemble	118	119	107	99	111

Le Secrétaire des greffes et parquets

L'emploi de Secrétaire des Greffes et Parquets comprend les attributions suivantes :

- réceptionner, transmettre le courrier et tenir les registres y relatifs ;
- transcrire sur les registres des plaintes de simple police, les décisions du procureur et de ses substituts ;
- transcrire sur les registres d'exécution les peines, et sur celui des contraintes par corps, les décisions rendues par les juridictions répressives, les réquisitions d'incarcération ainsi que tous les actes de procédure et les ordonnances ;
- dactylographier et saisir tout acte ou document qui sont d'usage dans les juridictions ;
- établir pour signature et délivrer les fiches n°2, n°3 du casier judiciaire et les pièces d'exécution ;
- réceptionner, enregistrer et classer les fiches n°1 du casier judiciaire ou casier origine et central ;
- coter les livres, les registres et carnets et les soumettre au paraphe du juge ;
- etc

Tableau 2.16 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	224	290	344	452	491	660	622	622	800	1006
CPA de Baporo	8	9	13	14	13	20	20	16	20	26
Centre pour mineurs de Laye	-	-	-	-	5	8	9	12	12	16
Maisons d'arrêt et de correction	216	281	331	438	473	632	593	594	768	964
Banfora	-	-	-	15	16	19	17	19	28	34
Bobo-Dioulasso	66	52	55	65	73	79	65	69	88	102
Bogandé	-	-	-	13	13	15	18	17	22	26
Boromo	-	-	-	-	16	19	22	21	24	33
Dédougou	10	23	21	19	21	31	23	23	35	38
Diapaga	-	-	9	9	13	16	16	14	21	28
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	13	14	19
Djibo	-	-	-	-	-	10	14	13	19	23
Dori	9	10	15	14	14	18	20	22	31	37
Fada N'gourma	12	17	18	17	17	27	18	18	28	34
Gaoua	10	17	13	17	16	21	19	15	25	31
Kaya	8	17	17	22	18	23	21	27	38	41
Kongoussi	-	-	-	14	13	21	23	19	23	26
Koudougou	9	17	19	21	31	30	24	27	37	44
Léo	-	-	-	-	-	12	18	16	20	25
Manga	-	-	-	7	15	16	18	15	16	19
Nouna	-	-	-	-	-	11	11	14	15	19
Orodara	-	-	-	-	-	9	13	19	20	28
Ouagadougou	69	101	115	127	124	160	140	119	154	214
Ouahigouya	10	7	21	29	25	27	27	26	35	40
Tenkodogo	13	20	19	21	19	29	24	23	30	38
Tougan	-	-	-	13	13	16	16	18	18	24
Yako	-	-	-	-	5	8	10	12	12	19
Ziniaré	-	-	9	15	11	15	16	15	15	22

Tableau 2.17 : Personnel de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	Inspecteurs				Contrôleurs			
	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011
Ensemble	40	41	65	64	91	123	127	138
Sexe								
Hommes	36	37	59	58	87	112	160	160
Femmes	4	4	6	6	4	11	13	13
Ancienneté								
Moins de 5 ans	31	27	20	21	48	43	40	39
5 à 9 ans	3	7	35	33	16	40	51	48
10 à 14 ans	0	0	3	3	0	0	34	34
15 à 20 ans	6	7	7	7	27	40	48	46
Position								
Chancellerie	10	12	15	16	12	26	29	25
DSP-DGGSP	6	7	10	12	8	19	22	21
DAPRS-DGAP-DGPCS	0	0	0	0	4	5	5	3
Autres au Ministère	4	5	5	4	0	2	2	1
ENP (encadreur)	1	0	0	0	1	2	2	2
CPA de Baporo	1	1	1	1	3	3	3	3
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	0	1	1	1	0
Maisons d'arrêt et de correction	25	21	22	26	65	71	72	76
Banfora	1	1	1	1	3	3	3	3
Bobo-Dioulasso	2	1	2	2	3	4	5	4
Bogandé	1	1	1	0	3	3	3	4
Boromo	1	1	1	1	3	3	3	4
Dédougou	1	1	1	1	3	3	3	3
Diapaga	1	1	1	1	3	3	3	3
Diébougou	-	1	1	1	-	3	3	3
Djibo	1	1	1	1	2	3	3	3
Dori	1	1	0	1	3	4	4	3
Fada N'gourma	1	1	1	1	3	2	2	3
Gaoua	1	1	1	1	3	3	3	3
Kaya	1	1	1	1	3	3	3	3
Kongoussi	1	1	1	1	3	2	2	3
Koudougou	1	1	1	1	3	3	3	3
Léo	1	1	1	1	3	2	2	2
Manga	1	0	0	1	3	3	3	3
Nouna	1	1	1	1	2	2	2	3
Orodara	1	1	1	1	2	2	2	3
Ouagadougou	2	1	2	3	3	6	6	5
Ouahigouya	1	1	1	1	3	1	2	3
Tenkodogo	1	1	1	1	3	2	2	3
Tougan	1	1	1	1	3	4	3	3
Yako	1	0	0	1	2	5	5	3
Ziniaré	1	0	0	1	3	2	2	3
En mission	3	7	7	7	9	20	20	32
Mis à disposition	0	1	0	0	0	0	0	0
Disponibilité	0	0	1	1	0	0	0	0

66 Inspecteurs dont 15 élèves professionnels à l'Ecole Nationale de Police.

173 Contrôleurs dont 35 élèves professionnels à l'Ecole Nationale de Police.

Source : Direction Générale de la sécurité pénitentiaire

Tableau 2.18 (suite) : Personnel de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	Assistants				Agents			
	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011
Ensemble	147	493	1028	1130	466	145	105	103
Sexe								
Hommes	137	446	924	1000	410	128	93	91
Femmes	10	47	104	130	56	17	12	12
Ancienneté								
Moins de 5 ans	25	302	599	707	381	135	93	89
5 à 9 ans	62	135	307	310	73	5	5	5
10 à 14 ans	2	2	62	62	0	1	2	5
15 à 20 ans	58	54	60	61	12	5	5	4
Position								
Chancellerie	21	66	93	106	54	20	20	18
DSP-DGGSP	14	46	74	93	48	16	16	12
DAPRS-DGAP	2	7	7	5	1	1	1	1
Autres au Ministère	5	13	12	8	5	3	3	5
ENP (encadreur)	5	5	6	8	0	0	0	0
CPA de Baporo	3	9	13	22	13	3	3	0
Centre pour mineurs de Laye	4	7	7	13	4	4	4	3
Maisons d'arrêt et de correction	111	387	546	781	392	116	128	81
Banfora	4	14	23	27	9	1	1	3
Bobo-Dioulasso	14	54	71	89	46	10	10	7
Bogandé	3	8	13	18	11	5	5	4
Boromo	5	14	17	27	13	3	3	1
Dédougou	3	15	27	33	16	4	4	1
Diapaga	3	7	14	23	9	3	3	1
Diébougou	-	8	9	14	-	1	1	1
Djibo	4	7	13	18	7	2	2	1
Dori	4	12	21	31	12	6	6	2
Fada N'gourma	2	11	21	25	12	4	4	5
Gaoua	3	9	17	22	12	2	4	5
Kaya	4	20	31	31	13	3	3	6
Kongoussi	4	9	13	17	15	7	7	5
Koudougou	4	19	29	35	16	4	4	4
Léo	4	9	13	22	10	4	4	0
Manga	6	9	10	12	8	3	3	3
Nouna	2	6	7	12	6	5	5	3
Orodara	2	9	10	23	8	7	7	1
Ouagadougou	24	93	128	193	111	19	18	14
Ouahigouya	6	17	25	31	17	7	7	6
Tenkodogo	3	12	8	29	17	8	19	5
Tougan	3	10	11	18	9	3	3	2
Yako	2	3	3	14	5	4	4	0
Ziniaré	2	12	12	17	10	1	1	1
En mission	1	18	19	21	1	0	0	0
Mis à disposition	1	0	0	0	1	1	0	0
Disponibilité	1	1	0	1	1	1	1	1

1130 Assistants dont 178 élèves professionnels à l'Ecole Nationale de Police.

103 Agents, tous dans les différents services.

Source : Direction Générale de la sécurité pénitentiaire

Concepts

La garde de sécurité pénitentiaire (GSP) a été créée par décret n°84-307/ CNR/ PRES/ MJ du 17 mai 1984. C'est un corps paramilitaire au sein du ministère de la justice et de la promotion des droits humains chargé du maintien de l'ordre et de la discipline au sein des établissements pénitentiaires et des domaines relevant de l'administration judiciaire sur l'étendue du territoire national.

La garde de sécurité pénitentiaire participe également à la réinsertion des personnes détenues.

Le corps de la GSP est hiérarchisé comme suit :

- les inspecteurs qui sont des cadres de conception et de direction ;
- les contrôleurs qui sont des cadres d'application ;
- les assistants qui sont des agents d'encadrement ;
- les agents qui sont des agents d'exécution.

Le commandement du corps de la garde de sécurité pénitentiaire est assuré par le Directeur Général de la garde de sécurité pénitentiaire.

Tableau 2.18 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position par sexe en 2009

	Femmes			Hommes			Ensemble		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	45	46	92	85	85	260	130	131	352
Chancellerie	19	20	66	55	52	227	74	72	293
Cour d'appel de Bobo Dioulasso	7	8	8	14	15	15	21	23	23
Cour d'appel de Ouagadougou	19	18	18	16	18	18	35	36	36

Tableau 2.19 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe

	Femmes			Hommes			Ensemble		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	45	46	92	85	85	260	130	131	352
Administrateurs des services financiers	0	0	0	2	5	6	2	5	6
Adjoints des services financiers	1	0	0	1	2	3	2	1	3
Conseiller en droits humains	-	-	13	-	-	31	-	-	44
Attachés en droits humains	-	-	15	-	-	72	-	-	87
Assistants des aff. Economiques	0	0	0	0	0	5	0	0	5
Conseiller de presse et tech.de l'info	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Conseiller des aff. économiques	0	0	1	0	0	5	0	0	6
Administrateurs civils	2	2	2	0	0	1	2	5	3
Assistant de police	0	0	0	3	3	1	3	1	1
Adjoints techniques de la statistique	0	0	0	2	1	2	2	1	2
Agents techniques de la statistique	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Assistant en GRH	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Agent technique mécanicien	0	0	0	1	1	1	1	0	0
Secrétaire des affaires étrangères	0	0	0	1	1	1	1	1	1
Adjoints administratifs	0	1	1	2	1	2	2	3	3
Agent spécialisé en GRH	0	0	0	1	1	2	1	1	2
Attachés d'éducation spécialisée	4	0	0	2	2	2	6	4	4
Adjoints de secrétariat	1	0	0	1	5	4	2	5	4
Conseillers des affaires étrangères	0	0	0	2	2	4	2	2	4
Conseiller en GRH	0	0	0	1	1	1	1	1	1
Contrôleur du trésor	0	0	0	1	1	1	1	1	1
Contrôleurs des services financiers	0	0	0	3	6	7	3	6	7
Educateurs sociaux	5	9	8	10	10	8	15	19	16
Inspecteur d'éducation spécialisée	0	0	0	1	1	3	1	1	3
Inspecteur du trésor	1	1	1	0	0	0	1	1	1
Interprètes	4	5	4	15	15	13	19	20	16
Maitre assistant	0	0	0	1	1	1	1	1	1
Administrateur des Affaires sociales	1	0	0	0	1	1	1	0	1
Secrétaires dactylo	4	4	4	0	0	0	4	4	4
Secrétaires de Direction	3	2	5	0	0	0	3	2	5
Chauffeurs	0	0	1	23	22	37	23	22	38
Agent technique de la mécanique	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Agents de bureau	8	9	12	0	0	2	8	9	14
Secrétaire sténo dactylo	1	0	0	0	0	3	1	0	3
Reprographe	1	1	1	0	0	2	1	1	3
Agents de liaison	7	10	12	10	8	11	17	18	23
Secrétaires	-	-	8	-	-	0	0	0	8
Informaticien	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Standardistes	2	2	2	0	0	0	2	2	2
Comptable	0	0	1	0	0	2	0	0	3
Economiste	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Conseiller en relation publique	0	0	0	0	0	1	0	0	1
attaché d'intendance scolaire et universitaire	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Juristes	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Sociologue	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Attaché administratif			0			1	0	0	1
Gardien	0	0	0	0	0	10	0	0	10

Concepts

Le Ministère de la justice travaille également en collaboration avec d'autres auxiliaires de justice que sont : les Avocats, les huissiers et les notaires.

L'avocat, régi par la loi 16 – 2000 AN du 23/05/2000, exerce sa profession de façon libérale et son indépendance est garantie dans les textes.

Les avocats au Burkina Faso sont recrutés sur examen (le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat), organisé par le barreau avec l'appui de l'Université de Ouagadougou et du Ministère de la justice.

L'avocat défend une personne devant une juridiction quand elle a un litige. Il a une mission d'assistance et de représentation devant la juridiction.

L'huissier, régi par l'ordonnance 92 – 53 du 21/10/1992 est un officier ministériel nommé par le Ministre de la justice. L'huissier de justice est chargé de signifier aux intéressés les actes et exploits, de procéder à l'exécution des décisions de justice ainsi que des actes ou titres en forme exécutoire.

L'huissier de justice exerce, sauf exception, dans le ressort du tribunal de grande instance de sa résidence, et est chargé souvent de faire des constats à la demande des particuliers ou des magistrats. Il peut procéder au recouvrement à l'amiable des créances, à des ventes publiques de meubles et d'effets mobiliers et à des constats matériels.

Le notaire, régi également par l'ordonnance 92 – 53 du 21/10/1992 est un officier public à qui l'Etat cède une partie de ses prérogatives pour l'exercer en son nom. Il est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale et de l'état civil.

Le notaire a pour mission de conseiller le citoyen, lui donner les informations juridiques nécessaires toutes les fois qu'il est amené à poser un acte. En d'autres termes, le notaire prévient le citoyen sur le comportement à adopter face à un acte de droit.

Le rôle du notaire est d'aider l'Etat en ce sens qu'il intervient à la préparation d'un certain nombre d'actes en matière de reconnaissance d'enfant naturel, d'adoption d'enfant, de succession, de contrat sous toutes ses formes. Le notaire est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale. Son rôle est, à l'occasion de certains actes liés à la problématique des recettes fiscales, d'aider l'Etat à mieux percevoir les impôts.

Tableau 2.20 : Huissiers de justice et Avocats par sexe, par ancienneté et par position

	Huissiers de justice					Avocats (Année judiciaire)				
	2007	2008	2009	2010	2011	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
Ensemble	30	30	30	34	33	131	134	139	139	139
Sexe										
Hommes	26	26	26	28	27	106	109	111	111	111
Femmes	4	4	4	6	6	25	25	28	28	28
Ancienneté										
Moins de 5 ans	0	0	0	5	5	31	34	39	26	26
5 à 9 ans	8	0	0	0	0	27	20	15	28	28
10 à 14 ans	22	16	16	13	12	59	61	57	35	35
15 à 19 ans	0	14	14	15	15	6	9	17	38	38
20 à 24 ans	0	0	0	0	0	5	6	5	5	5
25 ans et plus	0	0	0	1	1	3	4	6	7	7
Position										
Bobo-Dioulasso	6	6	6	7	7	12	12	13	13	13
Dédougou	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Kaya	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Koudougou	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Ouagadougou	19	19	19	21	20	119	122	126	126	126
Ouahigouya	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Tenkodogo	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Fada	-	-	-	1	1	0	0	0	0	0

Sources : Chambre nationale des Huissiers de Justice du Burkina Faso ; Tableau de l'ordre des avocats pour les années judiciaires 2007/2008, 2008/2009, 2009 /2010 et 2010/2011.

Tableau 2.21 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	11	11	10	10	09	09	08	08	13	13
Sexe										
Hommes	8	8	7	7	6	6	5	5	9	9
Femmes	3	3	3	3	3	3	3	3	4	4
Ancienneté										
Moins de 5 ans	1	1	1	1	1	0	0	0	5	5
5 à 9 ans	10	10	3	2	2	1	1	1	1	1
10 à 14 ans	0	0	6	7	6	8	7	7	7	7
Position										
Bobo-Dioulasso	3	3	3	3	2	2	2	2	4	4
Ouagadougou	8	8	7	7	7	7	6	6	9	9

Source : Tableaux de l'ordre des notaires

III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1. Cour de cassation

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour de cassation.

Annulation : Voir *Cassation*.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt ou le jugement cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Arrêt avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Autre décision : Décision autre que avant dire droit, cassation, annulation, annulation et renvoi, rejet, irrecevabilité et désistement.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision de justice par la Cour de cassation pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle la Cour a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi la Cour de cassation renonce à son action.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Juridiction du Premier président : Mécanisme procédural de référé utilisé par le Premier président de la Cour.

Rejet : Situation dans laquelle la Cour tranche totalement en défaveur de la partie qui s'est pourvue en cassation.

Sources statistiques :

Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plumitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plumitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.

Organisation et compétence de la Cour de cassation

La Cour de Cassation, instituée par la loi organique n° 13-2000/ AN du 9 mai 2000 est placée au sommet de la hiérarchie de l'ordre judiciaire. Dotée d'une compétence nationale, elle est chargée de veiller au respect de la règle de droit par les juridictions du fond et de garantir par sa jurisprudence l'unicité du droit. La Cour de Cassation se compose de :

- du premier président
- des présidents de chambre
- des conseillers-du procureur général
- du premier avocat généra
- du greffier en chef

-des greffiers de chambre. (cf article premier de la loi organique 13-2000/AN du 9 mai 2000 portant organisation ; attributions et fonctionnement de la cour de Cassation et procédure applicable devant elle. Elle comprend quatre chambres :

- Une chambre civile
- Une chambre commerciale
- Une chambre sociale
- Une chambre criminell

Auxquelles il faut ajouter conformément aux articles 15 et 16 de la loi 013, une chambre mixte et des chambres réunies. En outre, la Cour de cassation comprend un parquet général et un greffe central.

Tableau 3.1 : Activités du siège de la Cour de cassation

Affaires nouvelles	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	126	112	151	172	170	155	183	158	169
Chambre civile	33	38	44	57	59	57	59	56	60
Chambre commerciale	13	22	21	23	25	30	23	22	26
Chambre sociale	29	36	43	47	44	38	53	46	34
Chambre criminelle	51	12	18	21	18	19	27	8	33
Chambre mixte et Chambres réunies	0	0	3	0	6	0	0	2	2
Juridiction du 1er Président	0	4	22	24	18	11	21	24	14
Nature de la décision rendue	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	78	114	95	162	161	132	145	122	102
Avant dire droit	0	0	0	0	0	0	11	16	2
Cassation	9	14	10	23	26	21	21	14	15
<i>dont annulation et renvoi</i>	6	10	6	18	15	12	11	7	10
Rejet	14	26	18	50	73	49	21	30	34
Irrecevabilité	31	50	43	60	47	44	69	52	27
Désistement	12	10	8	9	4	11	3	5	3
Autres décisions	12	14	16	20	11	7	20	5	21
Décisions rédigées	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	55	106	86	99	124	115	117	100	108

Tableau 3.2 : Activités du parquet général de la Cour de cassation

Orientation des affaires	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	77	110	75	138	154	146	113	76	133
Chambre civile	6	16	35	57	40	43	52	28	57
Chambre commerciale	11	29	14	23	36	27	19	18	19
Chambre sociale	22	42	14	38	28	32	14	11	38
Chambre criminelle	38	23	12	20	46	41	23	19	18
Chambre mixte et Chambres réunies	0	0	0	0	4	3	5	0	1

III.2. Cours d'appel

Concepts

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant la Cour d'Appel et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour d'appel pendant l'année concernée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction du 1^{er} degré par la Cour d'appel pour irrégularité de forme ou de fond, ou d'un recours en révision.

Arrêt sur le fond : Décision de la Cour d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Arrêt avant dire droit : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour ordonner des mesures d'instruction.

Arrêt rédigé : Affaire sur laquelle la Cour d'appel a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Autre décision : Décision autre que : avant dire droit, confirmation, infirmation (reformation, annulation) désistement, irrecevabilité, radiation.

Confirmation : Décision par laquelle la Cour d'appel consolide et maintient la décision des premiers juges.

Contravention : Infraction à la loi pénale qui est sanctionnée par une amende ou une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 11 jours, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps supérieur à 5 ans, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Décisions du Premier Président : toute décision rendue par le premier président qui relève de sa compétence exclusive. Exemple : ordonnances de référés, ordonnance de contestation d'honoraire et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a interjeté appel auprès de la Cour d'appel renonce à son procès.

Infirmation : Annulation totale par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Irrecevabilité : Décision de la Cour d'appel sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond soit parce qu'elle ne remplit pas une condition de forme (exemple : appel hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Radiation : Suspension administrative du cours du procès (de l'instance) à la requête d'une partie ou à l'initiative de la Cour d'Appel pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Réformation : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort ou d'un arrêt de la même cour ayant fait l'objet de recours en révision.

Saisines directes : affaire introduite directement à la Cour d'Appel sans être passée par une juridiction de 1^{er} degré.

Sources statistiques

Rôle général (civil, commercial, social), registre des plaintes, rôle social, plumitifs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, rôle des affaires criminelles, registre de la chambre d'accusation des cours d'appel.

Tableau 3.3 : Activités des cours d'appel

Affaires nouvelles	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Juridiction d'origine										
Tribunal de grande instance/TC	641	625	737	616	757	731	889	961	615	542
Tribunal du travail	218	198	176	227	166	199	252	230	230	281
Tribunal d'instance	0	0	7	18	27	27	25	30	42	37
Saisine directe	6	1	4	5	14	7	34	54	110	30
Ensemble	865	824	924	866	964	964	1 200	1 275	997	890
Décisions rendues selon la compétence	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Chambres civile et commerciale	196	279	193	167	242	233	263	267	365	327
Chambre sociale	109	200	169	136	205	214	154	250	194	178
Chambre correctionnelle	119	131	90	78	106	155	110	128	145	172
Juridiction du 1 ^{er} Président	113	138	153	150	126	205	215	218	240	199
<i>Référé</i> s	108	119	148	142	124	172	188	193	221	178
<i>Contestations d'honoraire</i>	5	14	4	2	0	16	7	10	5	7
<i>Ordonnances de taxation</i>	0	5	1	6	2	10	13	14	14	13
<i>Sentences arbitrales</i>	0	0	0	0	0	7	7	1	0	1
Ensemble	537	748	605	531	679	807	742	863	944	876
Nature de la décision rendue	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	537	748	605	531	679	807	742	863	944	876
Avant dire droit	11	10	7	4	11	23	16	23	22	56
Décisions sur le fond	349	561	447	383	514	566	525	633	744	589
<i>Confirmations</i>	189	246	255	222	323	339	310	444	448	390
<i>Infirmations</i>	160	315	192	161	191	227	215	189	296	199
<i>Reformations</i>	54	71	51	46	51	122	109	121	173	155
<i>Annulations</i>	17	89	30	12	28	39	39	68	45	0
<i>Autres</i>	89	155	111	103	112	66	67	0	78	44
Autres décisions	124	146	133	127	141	199	192	169	174	228
<i>Désistement</i>	37	32	32	47	48	62	54	50	62	83
<i>Irrecevabilité</i>	45	46	44	28	52	60	63	42	59	59
<i>Autres décisions</i>	42	68	57	52	41	77	75	77	53	86
<i>Radiations</i>	53	31	18	17	13	19	9	38	4	3
Décisions rédigées	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	472	584	534	463	424	573	480	717	588	543

Organisation et compétence des cours d'appel

La Cour d'appel est la juridiction de droit commun et de second degré des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux de commerce et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle est compétente en matière criminelle en premier et dernier ressort. Elle comprend six chambres.

Chambre civile : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière civile.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux du commerce, tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière commerciale.

Chambre sociale : Chambre compétente pour connaître en appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail.

Chambre correctionnelle : Chambre compétente pour statuer en appel sur les affaires jugées en premier ressort par les chambres correctionnelles et par les tribunaux de simple police.

Chambre d'accusation : Chambre statuant sur les appels des ordonnances rendues par les juges d'instruction et comme second degré d'instruction en matière criminelle.

Chambre criminelle : Chambre ayant la plénitude de juridiction pour juger des individus majeurs renvoyés devant elle par arrêt de mise en accusation.

Juridiction du Premier Président : Chambre constituée de mécanismes procéduraux que sont la procédure de référé, la procédure des défenses à exécution provisoire ou ordonnant exécution provisoire, la procédure de contestation d'honoraires, la procédure de conseil d'arbitrage des conflits collectifs de travail.

Tableau 3.4 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	865	824	924	866	964	964	1 200	1 275	997	890
Bobo-Dioulasso	279	256	268	243	363	332	445	425	345	243
Ouagadougou	586	568	656	623	601	632	755	850	652	647

Tableau 3.5 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance par Cour d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	641	625	737	616	757	731	889	961	615	542
Bobo-Dioulasso	197	182	213	173	268	254	347	327	241	158
Ouagadougou	444	443	524	443	489	477	542	634	374	384

Tableau 3.6 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	537	748	605	531	679	807	742	863	944	876
Bobo-Dioulasso	226	374	219	149	225	363	292	280	292	282
Ouagadougou	311	374	386	382	454	444	450	583	652	594

Tableau 3.7 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	349	561	447	383	514	566	525	633	744	589
Bobo-Dioulasso	140	275	159	101	136	232	211	188	217	188
Ouagadougou	209	286	288	282	378	334	314	445	527	401

Tableau 3.8 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	113	138	153	150	126	205	215	218	240	199
Bobo-Dioulasso	51	38	63	55	56	120	75	65	97	78
Ouagadougou	62	100	90	95	70	85	140	153	143	121

Tableau 3.9 : Décisions rédigées par Cour d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	472	584	534	463	424	573	480	717	588	543
Bobo-Dioulasso	188	228	164	114	193	281	204	221	135	150
Ouagadougou	284	356	370	349	231	292	276	496	453	393

Tableau 3.10 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel

Nature des affaires nouvelles	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Contraventions	10	8	8	10	13	1	12	2	1	4
Délits	96	105	109	98	108	105	192	181	115	143
Crimes	227	162	130	150	259	247	322	410	255	383
Ensemble	333	275	247	258	380	353	526	593	371	530

Tableau 3.11 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	333	275	247	258	380	353	526	593	371	530
Tribunal de grande instance	333	275	244	254	373	353	518	591	370	526
Tribunal d'instance	0	0	3	4	7	0	8	2	1	4

Tableau 3.12 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	333	275	247	258	380	353	526	593	371	530
Bobo-Dioulasso	132	110	64	65	128	197	255	350	183	228
Ouagadougou	201	165	183	193	252	156	271	243	188	302

Tableau 3.13 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	227	162	130	150	259	247	322	410	255	383
Bobo-Dioulasso	91	73	16	28	47	142	129	252	152	159
Ouagadougou	136	89	114	122	212	105	193	158	103	224

Tableau 3.14 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	296	229	247	294	428	338	377	396	588	642
Chambres correctionnelles	105	85	106	103	139	106	128	177	166	240
Chambres d'accusation	191	144	141	191	289	232	249	219	422	402

Tableau 3.15 : Nature des décisions rendues par les chambres d'accusation

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	124	237	244	198	249	185	234	188	260	153
Avant dire droit	12	4	8	3	17	24	57	39	50	17
Renvoi en chambre criminelle	104	225	229	186	227	155	163	129	183	126
Renvoi en chambre correctionnelle	1	2	5	3	2	1	5	0	8	6
Non lieu									3	1
Autres décisions	7	6	2	6	3	5	9	20	16	3

Tableau 3.16 : Décisions rendues par chambre d'accusation

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	124	237	244	198	249	185	234	188	260	153
Bobo-Dioulasso	79	52	65	47	63	86	101	84	121	72
Ouagadougou	45	185	179	151	186	99	133	104	139	81

Tableau 3.17 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles

	2002*	2003*	2004**	2005	2006*	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	21	21	35	27	10	55	111	414	201	167
Contradictoire	13	15	22	21	7	12	59	205	72	51
Contumace	7	3	12	3	2	36	36	184	92	82
Autres décisions	1	3	1	3	1	7	16	25	37	34

* Pour les années 2002, 2003 et 2006, seules les informations de la Chambre criminelle de la Cour d'appel de Ouagadougou étaient disponibles pour ce tableau.

** Pour l'année 2004, seules les informations de la Chambre criminelle de la Cour d'appel de Bobo-Dioulasso étaient disponibles pour ce tableau.

Tableau 3.18 : Décisions rendues par chambre criminelle

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	nd	nd	nd	27	nd	55	111	414	201	167
Bobo-Dioulasso	nd	nd	35	17	nd	31	69	238	120	47
Ouagadougou	21	21	nd	10	10	24	42	176	81	120

III.3. Tribunaux de grande instance

III.3.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

III.3.1.1. Activités des chambres civiles et commerciales

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de grande instance.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances: Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances citées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.)

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Sources statistiques

Rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance.

Tableau 3.19 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance

Affaires nouvelles	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires civiles et commerciales	1 928	2 063	1 816	2 162	2 841	3 530	3 935	5 153	6 494	6 747
Référés	525	627	609	522	594	679	704	861	1 088	693
Injonctions de payer	1 449	1 237	878	857	807	829	846	491	887	166
Ensemble	3 902	3 927	3 303	3 541	4 242	5 038	5 485	6 505	8 469	7 606

Nouvelles requêtes d'ordonnances	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Saisie des biens	211	236	290	319	384	327	435	132	858	746
Familiales	4 327	5 049	5 500	6 011	7 951	8 470	7 590	5 960	7 819	6 210
Etat civil	1 688	2 219	1 764	1 778	2 796	3 304	4 860	4 460	6 296	8 521
Autres	268	362	653	918	934	1 147	2 260	1 056	2 293	2 034
Ensemble	6 607	8 009	8 377	9 207	12 254	13 579	15 145	11 608	17 266	17 511

Tableau 3.20 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	1 928	2 063	1 816	2 162	2 841	3 530	3 935	5 153	6 494	6 747
Banfora	42	31	29	46	30	31	93	91	74	141
Bobo-Dioulasso	383	405	160	163	213	397	317	615	1 009	811
Bogandé	-	-	-	8	23	23	42	58	76	64
Boromo	-	-	-	-	37	42	80	0	124	133
Dédougou	72	71	58	84	127	126	121	117	150	151
Diapaga	-	-	-	-	11	27	31	36	117	76
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	107	111
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	55	113	78
Dori	13	33	41	26	49	52	86	135	175	182
Fada N'gourma	61	72	41	64	89	81	86	95	177	159
Gaoua	28	60	66	69	86	83	77	131	170	134
Kaya	80	81	84	93	157	209	182	205	291	274
Kongoussi	-	-	-	12	109	108	90	95	169	90
Koudougou	0	100	164	195	246	213	219	352	696	523
Léo	-	-	-	-	-	-	28	116	172	134
Manga	-	-	-	9	94	101	194	222	350	369
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	23	74	73
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	19	78	66
Ouagadougou	992	954	914	1 057	1 197	1 385	1 549	2 009	1 082	2 010
Ouahigouya	84	100	123	97	94	78	92	122	158	172
Tenkodogo	173	156	136	161	181	251	290	261	374	398
Tougan	-	-	-	8	14	40	97	78	141	145
Yako	-	-	-	-	6	109	95	124	275	215
Ziniaré	-	-	-	70	78	174	166	194	342	238

Organisation et compétence des tribunaux de grande instance

Le tribunal de grande instance est la juridiction du premier degré pour les affaires relevant de sa compétence. Il comprend trois chambres.

Chambre civile : Chambre qui a compétence générale dans toutes les affaires civiles pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Chambre correctionnelle : Formation compétente, en premier ressort, en matière pénale.

Tableau 3.21 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	6 607	8 009	8 377	9 207	12 254	13 579	15 145	11 608	17 266	17 677
Banfora	108	136	156	251	292	188	366	282	511	434
Bobo-Dioulasso	1 322	1 457	1 884	1 743	2 821	2 682	2 755	1 599	1 763	1 911
Bogandé	-	-	-	61	81	91	200	112	136	212
Boromo	-	-	-	-	61	161	152	516	336	478
Dédougou	314	355	213	303	387	407	817	408	417	462
Diapaga	-	-	-	-	42	92	140	171	200	217
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	298	230
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	41	63	53
Dori	76	78	71	95	98	156	84	115	116	230
Fada N'gourma	216	240	224	252	194	209	219	536	301	479
Gaoua	113	144	171	181	192	331	375	453	329	401
Kaya	113	119	129	105	146	175	275	381	290	500
Kongoussi	-	-	-	12	74	98	206	181	209	221
Koudougou	0	200	255	308	334	449	469	696	547	1 227
Léo	-	-	-	-	-	-	60	214	107	96
Manga	-	-	-	6	78	95	178	246	237	626
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	71	137	163
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	60	88	202
Ouagadougou	3 438	4 390	4 428	5 026	6 150	6 791	7 074	2 964	8 734	7 011
Ouahigouya	403	428	298	204	290	373	401	533	484	472
Tenkodogo	504	462	548	504	564	635	774	1045	863	794
Tougan	-	-	-	48	259	406	259	376	371	479
Yako	-	-	-	-	17	110	169	193	466	423
Ziniaré	-	-	-	108	174	130	172	415	263	356

Tableau 3.22 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	1 449	1 237	878	857	807	829	846	491	434	166
Banfora	27	14	18	14	14	8	11	14	5	2
Bobo-Dioulasso	471	350	165	157	118	134	115	141	121	25
Bogandé	-	-	-	1	2	0	0	0	2	0
Boromo	-	-	-	-	3	2	0	8	1	6
Dédougou	6	14	9	10	4	5	13	2	12	4
Diapaga	-	-	-	-	0	0	0	1	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	3	1	2
Dori	2	0	0	0	0	4	1	25	23	0
Fada N'gourma	13	9	0	6	2	5	4	3	2	0
Gaoua	3	8	2	1	3	5	0	1	1	0
Kaya	10	10	5	5	4	7	5	4	29	9
Kongoussi	-	-	-	-	1	5	5	1	2	0
Koudougou	0	19	15	13	17	7	18	11	23	7
Léo	-	-	-	-	-	-	1	1	0	0
Manga	-	-	-	0	0	0	12	0	13	12
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	3	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	2	13	1
Ouagadougou	908	803	655	603	614	636	629	248	158	87
Ouahigouya	0	0	9	23	14	6	12	15	10	8
Tenkodogo	9	10	0	21	10	0	18	10	13	0
Tougan	-	-	-	2	1	2	0	0	0	1
Yako	-	-	-	-	0	1	1	0	1	0
Ziniaré	-	-	-	1	0	2	1	1	0	0

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau 3.23 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance

Décisions rendues	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires civiles	1 551	1 744	1 731	1 924	2 532	2 982	3 404	4 226	5 022	5 946
Affaires commerciales	262	208	184	263	250	196	281	392	262	26
Référés	538	602	623	510	598	599	623	696	824	636
Injonctions de payer	1 570	1 290	976	992	809	829	576	437	573	65
Ensemble	3 921	3 844	3 514	3 689	4 189	4 606	4 884	5 751	6 681	6 673
Ordonnances rendues	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Saisie des biens	166	159	199	141	283	274	312	120	460	338
Familiales	5 048	4 994	5 567	5 670	7 863	9 113	8 237	5 586	6 376	5 144
Etat civil	742	1 166	1 150	892	1 358	1 906	2 633	2 760	2 794	3 194
Autres	367	336	509	608	969	1 241	2 443	1 043	1 914	2 330
Ensemble	6 323	6 655	7 425	7 311	10 473	12 534	13 625	9 509	11 544	11 000
Nature de la décision rendue (hors injonctions de payer et ordonnances)	2002	2003	2004	2005	2006	2007*	2008	2009	2010	2011
Ensemble	2 351	2 554	2 539	2 697	3 379	3 777	4 308	5 314	6 108	6 646
Avant dire droit	17	24	14	35	42	83	75	101	96	86
Décisions sur le fond	2 061	2 285	2 272	2 349	3 031	3 403	3 920	4 751	5 499	5 916
<i>Acceptation totale</i>	<i>1 527</i>	<i>1 737</i>	<i>1 815</i>	<i>1 857</i>	<i>2 498</i>	<i>2 718</i>	<i>3 279</i>	<i>3 998</i>	<i>4 777</i>	<i>5 344</i>
<i>Acceptation partielle</i>	<i>228</i>	<i>253</i>	<i>210</i>	<i>221</i>	<i>243</i>	<i>372</i>	<i>326</i>	<i>241</i>	<i>305</i>	<i>276</i>
<i>Rejet</i>	<i>306</i>	<i>295</i>	<i>247</i>	<i>271</i>	<i>290</i>	<i>313</i>	<i>315</i>	<i>512</i>	<i>417</i>	<i>297</i>
Autres décisions	273	245	253	313	306	291	313	462	513	605
<i>Incompétence</i>	<i>62</i>	<i>59</i>	<i>79</i>	<i>66</i>	<i>70</i>	<i>103</i>	<i>124</i>	<i>231</i>	<i>156</i>	<i>179</i>
<i>Jonction</i>	<i>6</i>	<i>5</i>	<i>7</i>	<i>8</i>	<i>3</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Irrecevabilité</i>	<i>86</i>	<i>87</i>	<i>65</i>	<i>81</i>	<i>86</i>	<i>66</i>	<i>97</i>	<i>113</i>	<i>138</i>	<i>96</i>
<i>Désistement</i>	<i>47</i>	<i>31</i>	<i>44</i>	<i>40</i>	<i>34</i>	<i>42</i>	<i>47</i>	<i>55</i>	<i>108</i>	<i>72</i>
<i>Radiations</i>	<i>72</i>	<i>63</i>	<i>58</i>	<i>118</i>	<i>113</i>	<i>80</i>	<i>45</i>	<i>63</i>	<i>111</i>	<i>258</i>
Opposition aux décisions rendues	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires civiles	136	87	64	124	77	148	50	nd	9	14
Affaires commerciales	97	91	93	149	128	68	144	nd	36	0
Ensemble	233	178	157	273	205	216	194	nd	45	14
Type de décisions	2002	2003	2004	2005	2006	2007*	2008	2009	2010	2011
Contradictoire	2 259	2 449	2 445	2 564	3 251	3 401	4 201	5 123	5 656	6 245
Réputé contradictoire	30	38	22	22	17	80	32	72	220	39
Par défaut	62	67	72	111	111	217	30	59	49	66
Ensemble	2 351	2 554	2 539	2 697	3 379	3 698	4 263	5 254	5 925	6 350
Décisions rédigées (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	1 563	1 770	2 021	1 839	2 406	2 934	2 507	3 644	5 328	5 891

* A partir de 2007, les jonctions ont été retirées des décisions et les types de décisions ne prend pas en compte les radiations.

Tableau 3.24 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	2 334	2 530	2 524	2 662	3 338	3 694	4 233	5213	6012	6521
Banfora	58	39	35	39	48	52	98	129	140	131
Bobo-Dioulasso	465	534	459	385	510	559	586	697	1006	812
Bogandé	-	-	-	0	23	21	35	63	79	58
Boromo	-	-	-	-	33	38	83	65	125	117
Dédougou	68	66	54	74	128	131	112	97	131	143
Diapaga	-	-	-	-	11	26	28	30	95	77
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	77	115
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	34	122	84
Dori	13	35	42	26	52	49	68	107	138	147
Fada N'gourma	56	69	51	60	86	78	84	103	170	142
Gaoua	23	45	56	74	60	95	84	113	179	141
Kaya	75	77	94	104	143	189	172	194	264	265
Kongoussi	-	-	-	8	96	111	86	85	172	83
Koudougou	0	80	196	209	225	234	262	301	466	680
Léo	-	-	-	-	-	-	23	109	167	126
Manga	-	-	-	7	49	103	154	189	274	247
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	15	71	74
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	16	58	64
Ouagadougou	1 332	1 357	1 289	1 367	1 545	1 404	1 669	2109	1264	1976
Ouahigouya	90	100	122	99	96	81	97	119	12	140
Tenkodogo	154	128	126	145	144	211	250	251	319	288
Tougan	-	-	-	5	5	35	86	76	140	122
Yako	-	-	-	-	6	106	90	125	235	231
Ziniaré	-	-	-	60	78	171	166	186	308	258

Tableau 3.25 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	2 061	2 285	2 272	2 349	3 031	3 403	3 920	4751	5 499	5916
Banfora	50	28	34	35	41	50	94	117	134	128
Bobo-Dioulasso	372	435	366	321	453	449	524	620	910	631
Bogandé	-	-	-	0	21	20	33	62	79	57
Boromo	-	-	-	-	30	37	83	59	123	113
Dédougou	64	62	49	70	121	124	108	89	127	135
Diapaga	-	-	-	-	11	26	28	29	92	70
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	77	112
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	33	121	84
Dori	8	13	23	11	34	48	66	106	131	145
Fada N'gourma	54	67	50	60	81	75	83	102	164	136
Gaoua	22	43	56	73	60	93	81	112	178	122
Kaya	61	68	86	99	135	182	156	188	261	265
Kongoussi	-	-	-	7	87	97	84	80	171	82
Koudougou	0	74	191	199	211	228	245	282	426	511
Léo	-	-	-	-	-	-	21	101	155	112
Manga	-	-	-	7	48	99	154	181	260	229
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	15	64	67
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	15	57	56
Ouagadougou	1 195	1 271	1 171	1 170	1 375	1 288	1 486	1839	992	1860
Ouahigouya	88	100	122	94	93	75	94	111	10	133
Tenkodogo	147	124	124	141	143	206	246	224	288	273
Tougan	-	-	-	5	5	34	83	76	139	122
Yako	-	-	-	-	6	106	85	124	233	219
Ziniaré	-	-	-	57	76	166	166	186	307	254

Tableau 3.26 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	1 563	1 770	2 021	1 839	2 406	2 934	3 507	3644	5328	5891
Banfora	62	41	37	44	49	31	88	136	146	135
Bobo-Dioulasso	333	440	395	327	467	473	478	620	649	702
Bogandé	-	-	-	0	23	22	33	63	79	54
Boromo	-	-	-	-	32	38	83	0	117	107
Dédougou	68	66	69	58	108	133	102	80	103	143
Diapaga	-	-	-	-	11	26	28	30	81	70
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	72	114
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	34	115	90
Dori	8	13	23	9	34	37	64	107	123	133
Fada N'gourma	54	64	46	58	81	78	79	91	152	114
Gaoua	19	45	50	66	56	64	44	113	69	138
Kaya	86	75	98	114	145	188	173	134	204	255
Kongoussi	-	-	-	8	106	131	79	76	161	58
Koudougou	0	81	197	209	225	234	216	273	438	531
Léo	-	-	-	-	-	-	23	106	163	113
Manga	-	-	-	7	49	103	139	56	242	281
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	15	71	74
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	16	65	66
Ouagadougou	704	724	844	640	739	790	1 192	979	1686	1746
Ouahigouya	90	100	122	99	97	64	97	121	nd	149
Tenkodogo	139	121	140	138	126	212	247	208	213	237
Tougan	-	-	-	5	5	33	86	76	145	122
Yako	-	-	-	-	6	106	90	125	nd	221
Ziniaré	-	-	-	57	47	171	166	185	322	238

Tableau 3.27 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	6 323	6 655	7 425	7 311	10 473	12 534	13 625	9 509	11 567	11 071
Banfora	108	124	123	157	312	153	366	282	462	505
Bobo-Dioulasso	1 311	1 457	1 852	1 659	2 811	2 682	2 085	1599	3026	2357
Bogandé	-	-	-	32	40	66	154	82	180	124
Boromo	-	-	-	-	68	163	152	318	203	397
Dédougou	277	311	206	298	362	401	723	408	357	298
Diapaga	-	-	-	-	20	104	149	165	152	132
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	140	189
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	20	44	46
Dori	40	69	51	51	58	62	149	160	76	91
Fada N'gourma	173	185	156	189	224	219	281	320	213	300
Gaoua	113	144	171	181	192	331	345	341	304	202
Kaya	94	158	150	168	181	217	416	275	310	217
Kongoussi	-	-	-	12	74	98	249	153	187	194
Koudougou	0	193	242	283	292	317	414	429	493	452
Léo	-	-	-	-	-	-	55	46	113	96
Manga	-	-	-	6	78	97	57	158	185	265
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	69	105	136
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	47	76	163
Ouagadougou	3 780	3 569	3 679	3 505	4 731	6 120	6 517	2964	3719	3531
Ouahigouya	183	190	257	273	299	315	401	440	355	545
Tenkodogo	244	255	538	385	422	565	590	559	406	269
Tougan	-	-	-	48	259	406	227	376	240	279
Yako	-	-	-	-	17	110	116	134	57*	124
Ziniaré	-	-	-	64	33	108	179	164	164	159

*hors ordonnances d'actes d'état civil

Concept

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de grande instance.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.

Tableau 3.28 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Affaires civiles	2009	2 547	253	161	75	12	12	3060
	2010	4044	519	266	96	12	13	4950
	2011	4569	499	239	190	31	8	5536
Affaires commerciales	2009	119	74	74	26	4	2	299
	2010	129	26	5	1	1	0	162
	2011	5	1	1	3	0	3	13
Ensemble	2009	2 666	327	235	101	16	14	3359
	2010	4173	545	271	97	13	13	5112
	2011	4574	500	240	193	31	11	5549

Tableau 3.29 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins de 3 mois			De 3 mois à moins de 6 mois			De 6 mois à moins d'un an		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	2 666	4173	4569	327	545	499	235	271	239
Banfora	101	214	109	11	28	7	5	8	1
Bobo-Dioulasso	415	558	498	73	156	38	37	33	48
Bogandé	58	76	56	1	2	1	0	0	0
Boromo	59	113	113	3	7	1	0	0	1
Dédougou	0	87	109	0	18	15	0	4	4
Diapaga	22	75	42	2	13	12	4	6	14
Diébougou		77	89	-	0	22	-	0	0
Djibo	32	107	69	0	6	64	0	8	3
Dori	100	120	101	0	7	18	0	3	13
Fada N'gourma	99	151	129	2	4	5	3	4	3
Gaoua	106	163	79	4	7	53	0	1	0
Kaya	154	230	203	15	12	20	6	7	13
Kongoussi	75	166	80	2	4	1	4	3	2
Koudougou	263	391	379	13	46	85	12	17	46
Léo	95	143	107	5	8	8	2	5	1
Manga	129	169	215	44	64	26	11	32	1
Nouna	15	61	64	0	3	5	0	4	3
Orodara	14	51	44	0	6	10	0	4	5
Ouagadougou	256	313	1390	118	107	87	137	115	71
Ouahigouya	101	0	112	3	0	9	1	0	6
Tenkodogo	199	235	0	21	30	0	13	12	0
Tougan	70	130	119	6	2	3	0	1	0
Yako	118	220	217	3	10	0	0	2	0
Ziniaré	185	323	245	1	5	9	0	2	4

Concepts

Grosse : Nom donné à la copie d'une décision de justice ou d'un acte notarié comportant la formule exécutoire. Elle est apposée par le Greffier de la juridiction qui a rendu la décision ou par le notaire qui a dressé l'acte contenant une reconnaissance de dette.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.

Tableau 3.30 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	De 1 an à moins de 2 ans			de 2 ans à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	101	97	190	16	13	31	14	13	8
Banfora	0	2	2	0	2	1	0	0	2
Bobo-Dioulasso	18	13	18	0	0	5	3	0	1
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	0	1	4	0	2	1	0	0	0
Diébougou	-	0	2	-	0	0	-	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	1	0	0	1	0	0	0
Dori	4	1	6	0	0	2	1	0	1
Fada N'gourma	0	3	0	0	0	0	0	0	0
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	3	8	4	1	0	2	0	1	0
Kongoussi	2	2	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	1	0	15	0	0	2	0	0	0
Léo	0	1	1	0	0	1	0	0	3
Manga	2	4	0	1	1	0	0	0	0
Nouna	0	2	1	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	3	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	66	53	128	12	6	14	9	8	0
Ouahigouya	2	0	5	2	0	2	1	0	1
Tenkodogo	2	4	0	0	2	0	0	1	0
Tougan	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Yako	1	0	0	0	0	0	0	1	0
Ziniaré	0	2	0	0	0	0	0	1	0

III.3.1.2. Activités civiles des parquets

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Liquidation : Décision collective des associés qui s'entendent pour mettre fin à leur entreprise commune. La liquidation peut être judiciaire si, à défaut d'accord de tous les associés, un ou plusieurs d'entre eux saisissent le Tribunal de grande instance ou le tribunal de commerce pour que soit ordonnée la liquidation et le partage de l'actif net. La liquidation peut aussi être ordonnée en justice comme conséquence du prononcé de la nullité d'une société.

Procédure collective : Procédure qui se déroule devant le parquet civile dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation judiciaire.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Redressement : Procédure collective qui permet à une entreprise qui ne se trouve plus en mesure de faire face à ses dettes exigibles (on dit qu'elle se trouve en "cessation des paiements") de poursuivre son activité et surtout de maintenir l'emploi et d'apurer son passif.

Sources statistiques

Registres du courrier arrivée et du courrier départ des Parquets des tribunaux de grande instance.

Tableau 3.31 : Affaires nouvelles et conclusions rendues en 2010 par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire

	Affaires nouvelles			Conclusions rendues		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Rectifications matérielles	2611	1693	2829	2645	1480	2230
Etat des personnes	2905	3344	3017	3021	3408	3706
<i>Rectifications, modifications et ajouts de nom</i>	2762	3139	2825	2879	3022	3459
<i>Adoptions</i>	52	83	82	54	228	141
<i>Naturalisations</i>	91	122	110	88	158	106
Procédures collectives	0	1	2	0	0	2
<i>Redressements</i>	0	0	1	0	0	1
<i>Liquidations</i>	0	1	1	0	0	1
Autres	1	216	262	2	261	279
Ensemble	5517	5254	6110	5668	5149	6217

Tableau 3.32 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil

	Affaires nouvelles			Conclusions rendues		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	5517	5254	6110	5668	5149	6217
Banfora	125	86	154	148	63	142
Bobo-Dioulasso	649	104	221	793	87	329
Bogandé	157	211	174	127	381	68
Boromo	208	77	280	208	138	391
Dédougou	168	189	263	168	259	262
Diapaga	11	44	5	79	51	7
Diébougou	-	79	30	-	56	103
Djibo	80	124	136	20	152	136
Dori	229	163	110	123	166	18
Fada N'gourma	19	204	171	32	203	160
Gaoua	432	144	160	432	121	131
Kaya	115	101	250	131	127	246
Kongoussi	108	nd	12	178	216	74
Koudougou	26	159	342	26	131	634
Léo	55	109	194	62	68	109
Manga	281	256	59	290	312	154
Nouna	99	152	125	90	146	121
Orodara	52	76	155	52	37	152
Ouagadougou	1329	1095	1087	1329	727	501
Ouahigouya	509	560	797	509	558	797
Tenkodogo	378	570	754	336	533	786
Tougan	217	405	354	286	376	580
Yako	208	267	171	208	105	160
Ziniaré	62	79	106	41	136	156

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Procédure collective : Procédure qui se déroule devant le parquet civile dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation judiciaire.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Tableau 3.33 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	2611	1693	2829	2905	3344	3017	0	2	2	1	216	262
Banfora	28	3	39	97	80	105	0	0	0	0	3	10
Bobo-Dioulasso	157	54	3	485	50	133	0	0	1	0	0	84
Bogandé	80	63	79	76	148	95	0	0	0	1	0	0
Boromo	87	4	91	121	72	189	0	0	0	0	1	0
Dédougou	73	32	97	89	138	166	0	0	0	0	19	0
Diapaga	10	2	1	1	42	4	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	69	20	-	10	10	-	0	0	-	0	0
Djibo	33	40	37	46	84	90	0	0	0	0	0	9
Dori	56	45	37	168	118	66	0	0	0	0	0	7
Fada N'gourma	8	50	24	7	154	146	0	0	0	0	0	1
Gaoua	150	2	50	280	113	106	0	0	0	0	29	4
Kaya	62	12	35	50	89	215	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	83	nd	0	25	nd	12	0	nd	0	0	nd	0
Koudougou	19	42	80	2	61	252	0	0	0	0	56	10
Léo	55	33	65	0	76	129	0	0	0	0	0	0
Manga	116	47	13	165	209	45	0	0	0	0	0	1
Nouna	50	31	23	48	121	102	0	0	0	0	0	0
Orodara	7	4	8	44	61	144	0	0	0	0	11	3
Ouagadougou	799	181	770	442	851	272	0	2	1	0	62	44
Ouahigouya	282	428	642	221	132	124	0	0	0	0	0	31
Tenkodogo	211	465	559	164	105	195	0	0	0	0	0	0
Tougan	107	72	134	110	306	188	0	0	0	0	27	32
Yako	126	0	6	75	262	153	0	0	0	0	5	12
Ziniaré	12	14	16	46	62	76	0	0	0	0	3	14

Tableau 3.34 : Conclusions rendues en 2010 selon la nature des affaires par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	2645	1480	2230	3021	3408	3706	2	0	2	2	261	279
Banfora	28	1	35	120	61	101	0	0	0	0	1	6
Bobo-Dioulasso	165	51	1	628	36	240	0	0	0	0	0	88
Bogandé	68	71	40	59	310	28	0	0	0	0	0	0
Boromo	87	17	111	121	117	280	0	0	0	0	4	0
Dédougou	73	48	97	95	211	165	0	0	0	0	0	0
Diapaga	77	5	1	2	46	6	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	3	85	-	53	18	-	0	0	-	0	0
Djibo	5	36	37	15	116	90	0	0	0	0	0	9
Dori	59	55	0	64	111	18	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	9	50	23	23	153	136	0	0	0	0	0	1
Gaoua	150	0	14	282	121	115	0	0	0	0	0	2
Kaya	44	37	35	87	90	211	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	83	87	1	93	127	72	0	0	0	2	2	1
Koudougou	19	20	85	7	46	536	0	0	0	0	65	13
Léo	62	59	0	0	9	109	0	0	0	0	0	0
Manga	97	31	42	193	281	112	0	0	0	0	0	0
Nouna	42	25	19	48	121	102	0	0	0	0	0	0
Orodara	7	4	8	45	22	144	0	0	0	0	11	0
Ouagadougou	799	6	78	530	566	351	2	0	2	0	155	70
Ouahigouya	282	428	642	227	130	124	0	0	0	0	0	31
Tenkodogo	188	360	665	148	173	121	0	0	0	0	0	0
Tougan	164	72	181	122	304	374	0	0	0	0	0	25
Yako	126	0	0	82	104	154	0	0	0	0	1	6
Ziniaré	11	14	30	30	100	99	0	0	0	0	22	27

III.3.2.Activités pénales des tribunaux de grande instance

III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au parquet et enregistrée dans le registre des plaintes. La saisine du parquet ou introduction d'une affaire au parquet se fait par une plainte (assignation, requête, ou déclaration écrite ou verbale) d'une partie lésée ou par procès-verbal de la Police judiciaire.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Sources statistiques

Registres des parquets.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau 3.35 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance

Affaires nouvelles selon l'infraction	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	5 640	5 779	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771
Crimes et délits contre les particuliers	1 553	1 837	1 915	1 622	2 154	2 145	2 595	2 767	2 654	2 237
dont										
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	367	493	540	385	557	534	641	623	407	445
<i>Coups et blessures volontaires</i>	511	533	537	470	598	643	718	786	717	761
<i>Vols aggravés</i>	124	151	193	120	180	121	135	180	147	125
<i>Homicides volontaires, empoisonnement</i>	95	109	111	72	136	114	151	135	123	90
<i>Viols</i>	89	98	126	97	148	137	147	189	179	115
<i>Coups mortels</i>	67	97	71	63	142	74	98	98	96	81
<i>Assassinats</i>	60	35	57	48	86	59	71	84	70	86
Crimes et délits contre les biens	3 468	3 317	3 723	3 951	4 433	4 962	5 598	6 164	5 971	5 135
dont										
<i>Vols, recels, extorsions, escroqueries</i>	2 911	2 625	3 029	3 210	3 582	3 921	4 510	4 888	4 615	3 945
<i>Abus de confiance</i>	387	460	453	486	536	643	740	803	833	722
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	113	154	164	143	201	227	248	292	332	328
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	233	237	311	282	353	475	601	693	801	481
dont										
<i>Stupéfiants</i>	104	94	143	123	159	230	249	327	344	155
<i>Enlèvements d'enfants</i>	38	34	32	28	48	65	58	103	139	106
<i>Trafic d'enfants</i>	4	3	21	16	21	22	38	11	19	14
<i>Mutilations génitales féminines</i>	24	30	26	31	26	28	38	32	20	23
<i>Attentats aux mœurs</i>	20	21	27	34	23	44	90	120	123	73
Crimes et délits contre la chose publique	235	244	277	337	380	360	418	578	562	305
dont										
<i>Faux et usage de faux</i>	101	107	132	163	155	154	163	271	261	93
<i>Détournement de biens et deniers publics</i>	28	25	28	34	39	24	21	37	29	25
<i>Association de malfaiteurs</i>	19	17	18	31	57	27	42	51	13	22
Infractions en matière d'armes et munitions	86	88	68	99	103	96	97	95	81	70
Contraventions	65	56	157	101	101	80	57	39	59	27
Infractions en matière de code de la route	-	-	-	-	-	177	221	232	568	516

Concepts

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures, de porter des coups ou de commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions, des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 3.36 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	5 640	5 779	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771
Banfora	317	273	314	261	215	354	423	488	531	381
Bobo-Dioulasso	860	979	1 169	1 093	921	1 073	1 106	1 109	1 095	957
Bogandé	-	-	-	89	181	194	201	233	241	218
Boromo	-	-	-	-	351	281	358	438	326	383
Dédougou	528	552	469	461	302	302	425	396	364	373
Diapaga	-	-	-	-	43	143	151	173	201	160
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	14	143
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	245	210	199
Dori	270	274	262	228	300	242	381	396	317	265
Fada N'gourma	508	384	415	309	374	364	380	507	522	363
Gaoua	360	373	356	478	413	434	440	457	480	259
Kaya	248	197	216	269	318	454	446	512	361	335
Kongoussi	-	-	-	65	274	186	325	189	145	101
Koudougou	0	225	577	330	531	452	467	123	638	559
Léo	-	-	-	-	-	-	89	261	184	160
Manga	-	-	-	48	276	336	368	386	356	298
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	61	139	124
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	99	135	147
Ouagadougou	1 531	1 702	1 910	1 669	1 909	2 219	2 589	2 806	2 787	2 317
Ouahigouya	526	358	330	363	231	222	261	277	292	232
Tenkodogo	492	462	413	521	576	596	739	851	789	420
Tougan	-	-	-	57	157	139	152	222	216	171
Yako	-	-	-	-	26	142	124	175	151	63
Ziniaré	-	-	20	151	126	162	162	164	202	143

Tableau 3.37 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	1 553	1 837	1 915	1 622	2 154	2 145	2 595	2 767	2 654	2 237
Banfora	117	66	83	82	51	129	179	143	126	129
Bobo-Dioulasso	337	481	410	326	230	275	281	308	237	178
Bogandé	-	-	-	13	55	53	53	55	59	49
Boromo	-	-	-	-	152	86	103	130	69	69
Dédougou	125	144	121	112	87	92	95	106	99	144
Diapaga	-	-	-	-	13	48	54	67	62	55
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	5	46
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	136	89	80
Dori	60	93	85	64	110	90	146	132	87	83
Fada N'gourma	184	143	161	116	142	111	120	143	133	105
Gaoua	86	97	100	137	78	138	141	133	163	67
Kaya	66	44	65	67	92	115	101	119	62	62
Kongoussi	-	-	-	17	138	61	122	70	47	15
Koudougou	0	107	164	90	144	120	150	28	219	226
Léo	-	-	-	-	-	-	18	64	28	43
Manga	-	-	-	12	52	42	62	91	84	61
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	29	61	45
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	25	38	41
Ouagadougou	289	391	519	314	512	465	580	512	513	452
Ouahigouya	139	92	75	84	54	52	52	81	68	61
Tenkodogo	150	179	126	131	163	155	230	211	208	121
Tougan	-	-	-	10	37	30	30	71	70	34
Yako	-	-	-	-	10	50	28	79	57	10
Ziniaré	-	-	6	47	34	33	50	34	70	61

Concepts

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice, des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Tableau 3.38 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	3 468	3 317	3 723	3 951	4 433	4 962	5 598	6164	5 971	5 135
Banfora	167	175	171	150	132	206	182	304	258	206
Bobo-Dioulasso	458	428	596	619	554	622	610	636	663	541
Bogandé	-	-	-	62	112	117	119	130	143	148
Boromo	-	-	-	-	139	150	199	240	174	189
Dédougou	335	321	284	285	176	163	261	214	187	189
Diapaga	-	-	-	-	23	58	74	79	97	77
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	8	88
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	84	87	103
Dori	176	157	139	143	162	123	175	206	162	134
Fada N'gourma	272	184	200	151	188	203	215	271	259	196
Gaoua	209	225	196	268	266	218	238	243	221	147
Kaya	158	135	134	175	183	256	282	314	234	228
Kongoussi	-	-	-	46	117	104	150	110	72	71
Koudougou	0	87	354	203	337	281	275	78	340	293
Léo	-	-	-	-	-	-	62	170	125	97
Manga	-	-	-	26	182	240	252	239	218	203
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	28	61	67
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	50	55	76
Ouagadougou	1 091	1 152	1 175	1 129	1 168	1 455	1 676	1 793	1 674	1 532
Ouahigouya	341	227	232	240	148	137	170	155	139	134
Tenkodogo	261	226	229	330	365	377	412	544	509	227
Tougan	-	-	-	32	96	100	97	101	113	90
Yako	-	-	-	-	11	60	51	70	67	38
Ziniaré	-	-	13	92	74	92	98	105	105	61

Tableau 3.39 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	2 911	2 625	3 029	3 210	3 582	3 921	4 510	4886	4615	3945
Banfora	132	148	115	125	90	148	126	217	164	122
Bobo-Dioulasso	373	308	486	498	435	438	434	471	506	414
Bogandé	-	-	-	58	96	104	112	120	121	137
Boromo	-	-	-	-	113	129	166	179	137	146
Dédougou	294	273	257	245	145	118	203	164	146	130
Diapaga	-	-	-	-	16	40	59	62	72	54
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	3	78
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	64	72	78
Dori	152	117	112	102	117	84	140	159	126	104
Fada N'gourma	219	147	170	123	151	164	177	241	210	159
Gaoua	176	169	159	207	214	179	194	191	175	118
Kaya	139	117	115	160	175	200	251	277	209	178
Kongoussi	-	-	-	37	103	92	121	92	62	61
Koudougou	0	37	280	160	265	228	220	69	274	209
Léo	-	-	-	-	-	-	59	145	109	78
Manga	-	-	-	18	155	209	219	189	173	170
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	23	39	45
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	23	35	55
Ouagadougou	914	928	932	898	922	1 125	1 321	1416	1254	1179
Ouahigouya	302	202	211	202	127	117	152	117	116	96
Tenkodogo	210	179	181	273	301	332	340	426	385	175
Tougan	-	-	-	24	82	84	85	79	86	77
Yako	-	-	-	-	11	53	46	60	52	31
Ziniaré	-	-	11	80	64	77	85	102	89	51

Concepts

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Les autres crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs sont constitués des infractions en matière de mariage, du proxénétisme, des trafics d'enfants, des enlèvements d'enfants, des outrages et attentats publics à la pudeur, de la prostitution et de tout autre crime ou délit contre les particuliers non cité.

Crimes et délits contre la chose publique

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Les autres crimes et délits contre la chose publique sont les atteintes à l'environnement, la concussion, la corruption et tout autre crime ou délit contre la chose publique non cité.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions :

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 3.40 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	233	237	311	282	353	475	601	693	801	481
Banfora	14	15	21	11	14	7	43	21	19	21
Bobo-Dioulasso	24	22	35	29	51	53	70	56	70	55
Bogandé	-	-	-	11	8	13	18	17	20	9
Boromo	-	-	-	-	11	12	23	24	22	17
Dédougou	24	26	17	22	7	10	24	19	22	23
Diapaga	-	-	-	-	3	10	11	15	25	13
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	3
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	11	8	11
Dori	12	13	19	8	6	10	16	23	32	15
Fada N'gourma	27	19	21	9	14	26	22	38	54	36
Gaoua	24	17	20	28	22	28	19	29	35	16
Kaya	13	8	8	15	21	28	26	25	32	20
Kongoussi	-	-	-	-	6	4	17	5	12	4
Koudougou	0	13	23	12	21	32	25	5	40	21
Léo	-	-	-	-	-	-	6	21	11	5
Manga	-	-	-	6	18	21	21	18	13	1
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	9	6
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	12	5	3
Ouagadougou	62	70	115	68	92	140	172	236	301	149
Ouahigouya	19	14	7	12	13	9	20	25	14	7
Tenkodogo	14	20	24	31	23	32	41	55	37	23
Tougan	-	-	-	12	9	4	15	17	9	16
Yako	-	-	-	-	4	11	2	9	5	2
Ziniaré	-	-	1	8	10	25	10	12	6	5

Tableau 3.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	235	244	277	337	380	360	418	578	562	305
Banfora	16	12	11	12	13	9	13	18	42	17
Bobo-Dioulasso	33	33	37	40	34	44	80	66	59	62
Bogandé	-	-	-	3	3	6	7	23	10	5
Boromo	-	-	-	-	9	17	10	16	11	17
Dédougou	14	25	20	21	11	8	12	13	19	13
Diapaga	-	-	-	-	1	7	4	7	8	8
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	2
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	8	10	2
Dori	18	9	13	11	19	13	24	21	18	15
Fada N'gourma	11	15	10	11	19	13	13	33	21	14
Gaoua	22	19	28	29	35	9	9	26	23	8
Kaya	7	3	5	6	18	22	22	28	15	10
Kongoussi	-	-	-	2	12	4	11	3	11	7
Koudougou	0	12	31	18	21	12	12	7	32	15
Léo	-	-	-	-	-	-	2	2	8	4
Manga	-	-	-	2	15	15	17	25	13	3
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	1	5	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	5	23	6
Ouagadougou	70	84	90	129	122	131	138	201	162	44
Ouahigouya	19	18	13	20	13	16	9	15	15	11
Tenkodogo	25	14	19	28	18	19	20	26	35	23
Tougan	-	-	-	2	11	4	8	20	10	10
Yako	-	-	-	-	1	3	6	10	4	3
Ziniaré	-	-	0	3	5	8	1	4	8	4

Concepts

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaires dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles (au moins onze jours et au plus cinq années).

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant momentanément la mise en mouvement de l'action publique.

Tableau 3.42 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des tribunaux de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	5 640	5 779	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10568	10696	8771
Chambre correctionnelle	4 271	4 333	4 800	4 888	5 635	6 330	7 142	7 841	7 567	6534
<i>Flagrants délits</i>	<i>3 181</i>	<i>3 020</i>	<i>3 563</i>	<i>3 710</i>	<i>4 088</i>	<i>4 617</i>	<i>5 070</i>	<i>6 077</i>	<i>5653</i>	<i>4594</i>
<i>Citations directes</i>	<i>1 090</i>	<i>1 313</i>	<i>1 237</i>	<i>1 178</i>	<i>1 547</i>	<i>1 713</i>	<i>2 072</i>	<i>1 764</i>	<i>1914</i>	<i>1940</i>
Renvois à l'instruction	621	705	784	671	1 020	755	968	1 112	822	875
Affaires classées sans suite	748	741	867	833	869	1 210	1 477	1 615	2307	1362

Tableau 3.43 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	4 271	4 333	4 800	4 888	5 635	6 330	7 142	7841	7567	6534
Banfora	208	187	190	208	170	238	263	328	268	239
Bobo-Dioulasso	569	630	798	787	711	767	764	764	805	686
Bogandé	-	-	-	57	125	137	149	173	192	192
Boromo	-	-	-	-	219	196	260	272	194	219
Dédougou	398	419	350	353	224	220	262	308	305	280
Diapaga	-	-	-	-	36	126	115	132	180	120
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	12	124
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	107	122	142
Dori	192	190	179	148	186	135	201	235	183	188
Fada N'gourma	376	303	329	231	297	294	297	398	365	259
Gaoua	285	292	284	331	269	278	269	320	338	175
Kaya	209	171	183	216	240	308	341	404	304	321
Kongoussi	-	-	-	55	129	137	221	142	117	94
Koudougou	0	164	425	248	411	362	360	93	481	320
Léo	-	-	-	-	-	-	74	218	165	139
Manga	-	-	-	38	235	263	263	268	242	220
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	45	96	90
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	70	81	105
Ouagadougou	1 193	1 303	1 466	1 310	1 478	1 855	2 150	2291	2074	1885
Ouahigouya	438	302	249	273	175	174	239	227	181	168
Tenkodogo	403	372	333	459	483	525	561	661	541	285
Tougan	-	-	-	55	129	132	140	154	127	124
Yako	-	-	-	-	16	97	96	86	63	40
Ziniaré	-	-	14	119	102	86	117	145	131	119

Tableau 3.44 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	3 181	3 020	3 563	3 710	4 088	4 617	5 070	6 077	5 653	4594
Banfora	84	135	111	124	116	162	94	242	170	158
Bobo-Dioulasso	347	250	470	576	565	549	570	611	648	457
Bogandé	-	-	-	52	100	115	124	154	157	168
Boromo	-	-	-	-	118	167	223	244	172	187
Dédougou	337	338	281	272	151	127	187	188	177	152
Diapaga	-	-	-	-	22	55	82	101	111	86
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	98
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	74	88	109
Dori	123	124	123	109	126	111	158	196	152	137
Fada N'gourma	227	191	238	162	191	222	246	313	281	227
Gaoua	239	233	244	267	224	217	217	263	234	132
Kaya	185	163	161	186	213	250	296	326	283	257
Kongoussi	-	-	-	27	96	99	157	113	98	78
Koudougou	0	89	314	167	298	254	252	79	340	199
Léo	-	-	-	-	-	-	67	181	140	94
Manga	-	-	-	30	187	204	210	201	192	184
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	33	65	54
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	47	59	57
Ouagadougou	1 083	1 043	1 147	1 038	979	1 287	1 335	1723	1491	1219
Ouahigouya	308	220	218	203	139	134	200	169	124	114
Tenkodogo	248	234	247	361	368	424	397	516	427	215
Tougan	-	-	-	55	98	96	111	115	105	112
Yako	-	-	-	-	12	75	59	78	44	37
Ziniaré	-	-	9	81	85	69	85	110	95	63

Tableau 3.45: Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	1 090	1 313	1 237	1 178	1 547	1 713	2 072	1 764	1 914	1940
Banfora	124	52	79	84	54	76	169	86	98	81
Bobo-Dioulasso	222	380	328	211	146	218	194	153	157	229
Bogandé	-	-	-	5	25	22	25	19	35	24
Boromo	-	-	-	-	101	29	37	28	22	32
Dédougou	61	81	69	81	73	93	75	120	128	128
Diapaga	-	-	-	-	14	71	33	31	69	34
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	12	26
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	33	34	33
Dori	69	66	56	39	60	24	43	39	31	51
Fada N'gourma	149	112	91	69	106	72	51	85	84	32
Gaoua	46	59	40	64	45	61	52	57	104	43
Kaya	24	8	22	30	27	58	45	78	21	64
Kongoussi	-	-	-	28	33	38	64	29	19	16
Koudougou	0	75	111	81	113	108	108	14	141	121
Léo	-	-	-	-	-	-	7	37	25	45
Manga	-	-	-	8	48	59	53	67	50	36
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	12	31	36
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	23	22	48
Ouagadougou	110	260	319	272	499	568	815	568	583	666
Ouahigouya	130	82	31	70	36	40	39	58	57	54
Tenkodogo	155	138	86	98	115	101	164	145	114	70
Tougan	-	-	-	-	31	36	29	39	22	12
Yako	-	-	-	-	4	22	37	8	19	3
Ziniaré	-	-	5	38	17	17	32	35	36	56

Tableau 3.46 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	621	705	784	671	1 020	755	968	1112	822	875
Banfora	58	35	49	28	33	38	30	52	38	26
Bobo-Dioulasso	79	82	94	101	74	87	98	74	71	53
Bogandé	-	-	-	19	30	35	39	49	23	26
Boromo	-	-	-	-	69	32	21	24	21	30
Dédougou	46	49	37	29	40	25	34	28	25	32
Diapaga	-	-	-	-	5	9	20	17	19	15
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	2	19
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	104	14	15
Dori	39	11	23	19	35	25	29	25	21	27
Fada N'gourma	57	66	67	50	54	43	58	62	60	42
Gaoua	36	40	32	53	34	37	52	42	35	19
Kaya	33	18	18	24	52	53	55	54	22	9
Kongoussi	-	-	-	7	123	19	36	21	17	7
Koudougou	0	33	56	31	38	32	52	18	61	49
Léo	-	-	-	-	-	-	13	24	15	17
Manga	-	-	-	7	35	27	35	37	35	26
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	8	10	12
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	17	20	18
Ouagadougou	162	276	312	219	275	163	260	323	180	354
Ouahigouya	54	31	34	18	19	19	10	26	32	20
Tenkodogo	57	64	59	51	76	61	84	59	61	20
Tougan	-	-	-	2	9	5	8	10	9	7
Yako	-	-	-	-	8	28	23	20	15	8
Ziniaré	-	-	3	13	11	17	11	18	16	24

Tableau 3.47 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	748	741	867	833	869	1 210	1 477	1 615	2 307	1362
Banfora	51	51	75	25	12	78	130	108	225	116
Bobo-Dioulasso	212	267	277	205	136	219	244	271	219	218
Bogandé	-	-	-	13	26	22	13	11	26	0
Boromo	-	-	-	0	63	53	77	142	111	134
Dédougou	84	84	82	79	38	57	129	60	34	61
Diapaga	-	-	-	-	2	8	16	24	2	25
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	34	74	42
Dori	39	73	60	61	79	82	151	136	113	50
Fada N'gourma	75	15	19	28	23	27	25	47	97	62
Gaoua	39	41	40	94	110	119	119	95	107	65
Kaya	6	8	15	29	26	93	50	54	35	5
Kongoussi	-	-	-	3	22	30	68	26	11	0
Koudougou	0	28	96	51	82	58	55	12	96	190
Léo	-	-	-	-	-	-	2	19	4	4
Manga	-	-	-	3	6	46	70	81	79	52
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	8	33	22
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	12	34	24
Ouagadougou	176	123	132	140	156	201	179	192	533	78
Ouahigouya	34	25	47	72	37	29	12	24	79	44
Tenkodogo	32	26	21	11	17	10	94	131	187	115
Tougan	-	-	-	-	19	2	4	58	80	40
Yako	-	-	-	-	2	17	5	69	73	15
Ziniaré	-	-	3	19	13	59	34	1	55	0

Concepts

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

Mineur mis sous ordonnance de garde provisoire : Mineur inculpé d'un délit ou d'un crime mis en détention provisoire par le juge.

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaire dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles (au moins onze jours et au plus cinq années).

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant momentanément la mise en mouvement de l'action publique.

Tableau 3.48 : Mineurs concernés par les activités des parquets

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Mineurs impliqués	242	178	218	219	252	365	558	502	326	323
Mineurs renvoyés en flagrant délit	147	100	140	153	167	256	317	357	233	255
Mineurs renvoyés en citation directe	28	25	29	23	45	53	147	54	33	18
Mineurs renvoyés à l'instruction	46	30	26	19	24	28	34	44	27	25
Mineurs relaxés après classement sans suite	21	23	23	24	16	28	60	48	38	27
Mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire	125	78	115	108	139	222	448	315	93	125

Tableau 3.49 : Mineurs concernés par les activités des parquets par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	242	178	218	219	252	365	558	502	326	323
Banfora	10	8	15	14	6	14	11	12	6	9
Bobo-Dioulasso	8	4	2	7	11	36	69	29	9	6
Bogandé	-	-	-	1	6	16	11	13	2	2
Boromo	-	-	-	-	12	8	16	19	8	13
Dédougou	22	27	17	23	14	11	30	22	13	0
Diapaga	-	-	-	-	5	5	3	7	14	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	5
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	13	10	25
Dori	9	17	7	6	14	15	25	28	12	17
Fada N'gourma	18	13	17	7	16	16	27	33	22	16
Gaoua	20	11	32	30	33	32	19	12	16	14
Kaya	17	17	7	9	8	19	39	41	15	23
Kongoussi	-	-	-	-	-	13	17	12	16	0
Koudougou	0	10	20	22	26	7	16	15	38	17
Léo	-	-	-	-	-	-	2	13	11	8
Manga	-	-	-	1	18	4	9	15	19	40
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	2	7	7
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	6	10	13
Ouagadougou	62	39	55	48	18	79	83	128	29	48
Ouahigouya	62	17	18	23	13	32	5	4	15	23
Tenkodogo	14	15	28	19	33	39	10	30	26	18
Tougan	-	-	-	3	12	4	152	9	14	8
Yako	-	-	-	-	2	3	4	13	5	5
Ziniaré	-	-	-	6	5	12	10	26	9	6

III.3.2.2. Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, deux types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délits

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voies de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles, des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement la mort ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Tableau 3.50 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Jugements rendus selon le type de procédure	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	4 336	4 258	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755
Flagrants délits	3 416	3 449	3 382	3 894	4 353	4 305	5 097	5 849	5 619	4 686
Citations directes	920	809	910	1 009	919	942	1 086	1 105	1 067	1 069

Jugements rendus selon le type de décisions	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	4 336	4 258	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755
Contradictoire	3 990	4 036	3 947	4 425	4 827	4 997	5 733	6 727	6 559	5 604
Réputé contradictoire								10	1	7
Défaut	297	161	251	407	324	186	234	186	112	129
Autre	49	61	94	71	121	64	216	31	14	15

Jugements rendus selon la nature de l'infraction commise	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2010
Ensemble	4 336	4 258	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755
Délits contre la chose publique	214	181	210	271	224	214	201	327	300	208
dont :										
<i>Faux et usage de faux</i>	60	54	93	90	78	78	73	130	129	73
<i>Détournement de biens et de deniers publics</i>	14	7	10	7	5	8	2	60	12	3
Délits contre les particuliers	834	694	839	945	928	858	1 014	1 038	963	829
dont :										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	402	370	480	502	504	472	479	576	548	480
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	337	242	264	328	305	237	336	267	206	168
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	183	170	218	233	271	337	432	511	514	370
dont :										
<i>Stupéfiants</i>	85	88	105	112	149	197	207	262	244	132
<i>Mutilations génitales féminines</i>	25	20	25	25	24	25	33	33	18	22
Délits contre les biens	2 995	3 138	2 938	3 341	3 717	3 659	4 398	4 868	4 604	4 002
dont :										
<i>Vols, extorsions, recels, escroqueries</i>	2 588	2 641	2 420	2 820	3 082	3 072	3 685	4 109	3 881	3 356
<i>Abus de confiance</i>	313	371	371	392	434	422	514	527	540	494
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	49	70	85	76	128	119	145	183	127	104
Délits en matière d'armes et de munitions	75	59	63	92	88	80	79	89	69	54
Infractions non déterminées	35	16	24	21	44	0	0	0	0	0
Infractions en matière de code de la route	-	-	-	-	-	99	59	112	236	292

Concepts

Délits :

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharges.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Sources statistiques :

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau 3.51 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	4 336	4 258	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6954	6686	5755
Banfora	161	126	174	218	253	284	231	330	247	270
Bobo-Dioulasso	555	596	909	1 039	915	730	808	652	695	516
Bogandé	-	-	-	62	116	114	150	170	187	191
Boromo	-	-	-	-	159	214	257	297	251	212
Dédougou	353	364	302	290	195	208	349	285	245	217
Diapaga	-	-	-	-	23	75	101	121	157	112
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	124
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	89	135	128
Dori	162	163	156	220	179	144	168	228	197	142
Fada N'gourma	324	276	267	226	240	237	277	314	282	217
Gaoua	307	284	341	312	312	268	303	288	290	187
Kaya	241	198	185	190	230	269	349	390	289	281
Kongoussi	-	-	-	27	121	144	222	139	108	100
Koudougou	0	216	288	295	346	301	331	463	520	327
Léo	-	-	-	-	-	-	60	173	151	108
Manga	-	-	-	25	228	253	293	256	246	227
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	39	79	85
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	65	92	96
Ouagadougou	1 384	1 397	1 168	1 211	1 105	1 096	1 175	1436	1686	1364
Ouahigouya	390	290	189	243	173	178	238	197	nd	151
Tenkodogo	459	348	313	434	474	453	591	615	500	423
Tougan	-	-	-	21	112	126	125	143	146	145
Yako	-	-	-	-	0	77	54	75	58	49
Ziniaré	-	-	-	90	91	76	101	189	125	83

Tableau 3.52 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	3 416	3 449	3 382	3 894	4 353	4 305	5 097	5849	5619	4686
Banfora	114	100	134	153	157	176	169	227	167	155
Bobo-Dioulasso	366	452	511	619	629	573	652	564	622	446
Bogandé	-	-	-	57	101	101	130	150	155	181
Boromo	-	-	-	-	131	174	224	258	208	186
Dédougou	338	346	272	232	161	133	210	192	176	132
Diapaga	-	-	-	-	18	49	87	99	112	81
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	98
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	74	102	98
Dori	112	110	134	190	157	125	144	194	159	113
Fada N'gourma	233	186	220	178	187	200	246	292	258	208
Gaoua	272	250	273	273	273	215	236	248	234	129
Kaya	151	142	129	163	198	217	296	325	272	248
Kongoussi	-	-	-	25	94	110	194	121	98	86
Koudougou	0	165	225	231	273	244	234	358	349	207
Léo	-	-	-	-	-	-	58	160	140	95
Manga	-	-	-	22	204	228	231	193	205	190
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	29	57	53
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	36	69	60
Ouagadougou	1 246	1 253	1 056	1 114	1 010	973	1 058	1341	1552	1206
Ouahigouya	292	228	184	198	172	149	209	179	nd	135
Tenkodogo	292	217	244	336	396	398	469	517	421	355
Tougan	-	-	-	21	112	105	114	112	115	125
Yako	-	-	-	-	0	70	49	69	54	35
Ziniaré	-	-	-	82	80	65	87	111	94	64

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, il existe deux types de décisions :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau 3.53 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	920	809	910	1 009	919	942	1 086	1105	1067	1069
Banfora	47	26	40	65	96	108	62	103	80	115
Bobo-Dioulasso	189	144	398	420	286	157	156	88	73	70
Bogandé	-	-	-	5	15	13	20	20	32	10
Boromo	-	-	-	-	28	40	33	39	43	26
Dédougou	15	18	30	58	34	75	139	93	69	85
Diapaga	-	-	-	-	5	26	14	22	45	31
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	26
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	15	33	30
Dori	50	53	22	30	22	19	24	34	38	29
Fada N'gourma	91	90	47	48	53	37	31	22	24	9
Gaoua	35	34	68	39	39	53	67	40	56	58
Kaya	90	56	56	27	32	52	53	65	17	33
Kongoussi	-	-	-	2	27	34	28	18	10	14
Koudougou	0	51	63	64	73	57	97	105	171	120
Léo	-	-	-	-	-	-	2	13	11	13
Manga	-	-	-	3	24	25	62	63	41	37
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	10	22	32
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	29	23	36
Ouagadougou	138	144	112	97	95	123	117	95	134	158
Ouahigouya	98	62	5	45	1	29	29	18	nd	16
Tenkodogo	167	131	69	98	78	55	122	98	79	68
Tougan	-	-	-	0	0	21	11	31	31	20
Yako	-	-	-	-	0	7	5	6	4	14
Ziniaré	-	-	-	8	11	11	14	78	31	19

Tableau 3.54 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	3 990	4 036	3 947	4 425	4 827	4 997	5 733	6723	6559	5604
Banfora	147	119	155	165	196	215	217	323	229	240
Bobo-Dioulasso	449	564	684	719	674	659	767	645	695	516
Bogandé	-	-	-	62	116	106	146	163	186	190
Boromo	-	-	-	-	153	201	256	270	223	210
Dédougou	353	364	300	280	192	207	274	284	244	214
Diapaga	-	-	-	-	23	72	98	114	157	112
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	120
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	85	133	126
Dori	159	158	156	220	179	130	160	227	176	140
Fada N'gourma	295	249	258	222	232	234	263	314	281	216
Gaoua	306	282	334	307	307	259	275	277	284	176
Kaya	228	193	177	184	225	258	330	381	285	280
Kongoussi	-	-	-	27	121	143	213	139	108	99
Koudougou	0	206	277	286	332	300	298	428	503	261
Léo	-	-	-	-	-	-	60	173	151	108
Manga	-	-	-	25	220	251	281	249	243	224
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	37	79	83
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	65	91	96
Ouagadougou	1 304	1 295	1 117	1 173	1 027	1 074	1 012	1412	1678	1360
Ouahigouya	373	285	188	234	166	171	238	197	nd	148
Tenkodogo	376	321	301	412	461	445	577	562	491	415
Tougan	-	-	-	21	112	126	121	140	144	138
Yako	-	-	-	-	0	76	52	75	58	49
Ziniaré	-	-	-	88	91	70	95	163	120	83

Tableau 3.55 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	297	161	251	407	324	186	234	186	112	129
Banfora	13	4	18	52	56	63	14	7	15	30
Bobo-Dioulasso	70	14	173	283	200	45	41	6	0	0
Bogandé	-	-	-	0	0	7	3	5	0	1
Boromo	-	-	-	-	6	13	1	27	28	2
Dédougou	0	0	2	10	3	1	75	1	1	0
Diapaga	-	-	-	-	0	1	2	3	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	2	2
Dori	3	4	0	0	0	0	0	1	20	2
Fada N'gourma	29	27	9	4	8	3	0	0	1	0
Gaoua	1	2	5	3	3	9	28	9	6	8
Kaya	13	5	8	5	4	6	9	8	2	1
Kongoussi	-	-	-	0	0	1	0	0	0	1
Koudougou	0	10	11	9	14	0	33	35	17	65
Léo	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Manga	-	-	-	0	3	1	6	7	2	3
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	0	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	1	0
Ouagadougou	68	63	12	9	7	15	2	3	4	4
Ouahigouya	17	5	1	8	7	7	0	0	nd	0
Tenkodogo	83	27	12	22	13	8	14	45	8	7
Tougan	-	-	-	0	0	0	4	3	2	1
Yako	-	-	-	-	0	0	1	0	0	0
Ziniaré	-	-	-	2	0	6	1	26	3	0

Tableau 3.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	834	694	839	945	928	858	1 014	1038	963	829
Banfora	36	17	27	63	80	68	45	53	37	45
Bobo-Dioulasso	154	95	229	240	169	136	116	64	53	47
Bogandé	-	-	-	13	29	14	22	24	21	25
Boromo	-	-	-	-	29	41	46	50	41	26
Dédougou	54	63	63	65	36	47	90	69	51	50
Diapaga	-	-	-	-	4	23	24	25	39	34
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	30
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	26	45	51
Dori	34	33	37	96	64	39	35	47	33	23
Fada N'gourma	81	67	65	74	58	51	42	44	46	27
Gaoua	44	35	61	43	43	52	52	45	61	34
Kaya	51	32	41	34	41	40	54	55	28	35
Kongoussi	-	-	-	3	24	39	57	25	20	13
Koudougou	0	54	67	45	69	53	73	94	108	40
Léo	-	-	-	-	-	-	5	26	16	12
Manga	-	-	-	7	27	16	35	50	32	32
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	9	15	18
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	18	17	20
Ouagadougou	169	148	140	142	97	100	111	95	174	119
Ouahigouya	75	57	32	36	28	32	36	30	nd	23
Tenkodogo	136	93	77	71	94	59	130	95	61	68
Tougan	-	-	-	6	16	15	15	23	32	28
Yako	-	-	-	-	0	19	11	13	8	10
Ziniaré	-	-	-	7	20	14	15	58	25	19

Tableau 3.57 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	2 837	3 138	2 938	3 341	3 717	3 659	4 398	4868	4603	4002
Banfora	105	95	129	123	148	186	160	227	160	148
Bobo-Dioulasso	347	452	567	661	587	489	593	491	531	388
Bogandé	-	-	-	47	81	88	113	128	145	152
Boromo	-	-	-	-	110	142	171	208	161	154
Dédougou	269	257	207	189	125	136	223	178	159	122
Diapaga	-	-	-	-	14	37	61	72	86	62
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	85
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	53	73	66
Dori	112	113	105	106	99	94	111	149	136	92
Fada N'gourma	210	180	183	130	164	151	192	226	177	153
Gaoua	208	201	211	216	216	165	205	197	179	120
Kaya	0	138	120	137	164	190	251	286	222	208
Kongoussi	-	-	-	23	92	101	141	104	68	77
Koudougou	0	157	194	222	245	214	227	331	315	195
Léo	-	-	-	-	-	-	52	127	119	91
Manga	-	-	-	14	163	194	226	170	179	169
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	25	44	50
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	35	42	65
Ouagadougou	1 040	1 115	888	926	885	801	896	1046	1215	1020
Ouahigouya	279	216	146	175	127	126	170	135	nd	107
Tenkodogo	267	214	188	285	351	343	405	436	367	304
Tougan	-	-	-	13	86	94	85	81	95	88
Yako	-	-	-	-	0	49	40	50	48	34
Ziniaré	-	-	-	74	60	59	76	113	82	52

Tableau 3.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	183	170	218	233	271	337	432	511	514	370
Banfora	5	9	14	15	9	10	13	16	2	32
Bobo-Dioulasso	12	16	29	40	50	57	50	37	50	29
Bogandé	-	-	-	0	3	7	9	14	16	7
Boromo	-	-	-	-	8	4	15	17	14	11
Dédougou	10	20	8	18	9	7	19	11	9	12
Diapaga	-	-	-	-	3	5	11	14	23	6
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	3
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	3	7	7
Dori	7	15	10	11	12	6	11	17	14	11
Fada N'gourma	24	15	18	12	15	15	24	26	34	23
Gaoua	26	16	24	17	17	21	22	21	21	11
Kaya	15	9	10	11	12	15	21	21	20	21
Kongoussi	-	-	-	1	2	2	16	7	8	3
Koudougou	0	2	8	6	18	13	13	15	31	12
Léo	-	-	-	-	-	-	3	17	6	5
Manga	-	-	-	3	16	17	18	15	9	5
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	6	6
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	6	13	1
Ouagadougou	58	56	76	55	58	110	125	159	184	113
Ouahigouya	13	5	4	12	9	6	15	19	nd	8
Tenkodogo	13	7	17	22	15	30	23	51	35	26
Tougan	-	-	-	2	6	5	16	10	10	15
Yako	-	-	-	-	0	6	1	6	1	0
Ziniaré	-	-	-	8	9	1	7	9	1	3

Tableau 3.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure

	Moins de 15 jours	15 jours-1 mois	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an et plus	Total
2009	1465	1631	1732	578	189	37	5 632
2010	1250	1559	2080	453	103	76	5521
2011	1200	1259	1782	326	73	46	4686

Tableau 3.60: Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an-2 ans	2 ans-3 ans	3 ans et plus	Total
2009	374	197	163	105	92	157	1 077
2010	389	221	166	84	60	153	1073
2011	337	222	208	137	116	49	1069

Tableau 3.61 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 15 jours			De 15 jours à moins d'un mois			De 1 mois à moins de 3 mois		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	1465	1250	1200	1631	1559	1259	1732	2080	1782
Banfora	36	43	1	136	65	92	44	52	20
Bobo-Dioulasso	349	189	37	148	234	3	72	150	387
Bogandé	57	71	78	56	55	66	32	25	24
Boromo	174	99	86	60	76	64	21	27	34
Dédougou	60	54	12	80	72	46	57	42	68
Diapaga	7	8	3	27	24	17	37	59	32
Diébougou	-	0	84	-	0	14	-	0	0
Djibo	42	45	41	22	37	31	9	18	21
Dori	122	61	40	33	43	36	33	52	31
Fada N'gourma	126	66	21	85	64	59	69	107	78
Gaoua	78	71	59	127	116	43	39	42	25
Kaya	2	17	27	137	139	85	174	103	126
Kongoussi	69	60	42	31	25	18	19	12	23
Koudougou	28	17	108	97	110	43	198	182	37
Léo	30	3	73	44	32	2	70	76	15
Manga	36	105	94	74	61	65	99	35	23
Nouna	6	22	10	14	20	21	8	14	21
Orodara	20	59	41	17	9	19	3	1	0
Ouagadougou	24	63	121	41	171	275	413	848	642
Ouahigouya	50	nd	45	93	nd	36	32	nd	50
Tenkodogo	68	135	100	228	154	176	202	118	57
Tougan	64	48	62	37	30	31	5	32	29
Yako	10	1	6	14	3	10	39	36	12
Ziniaré	7	13	9	30	19	7	57	49	27

Tableau 3.61 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 mois à moins de 6 mois			De 6 mois à moins d'un an			1 an et plus		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	578	453	326	189	103	73	37	76	46
Banfora	1	2	23	5	4	10	0	1	9
Bobo-Dioulasso	15	14	5	8	14	11	0	21	3
Bogandé	4	4	5	1	0	4	0	0	4
Boromo	3	1	0	0	0	0	0	5	2
Dédougou	4	4	6	1	2	0	0	1	0
Diapaga	18	13	27	7	6	2	3	2	0
Diébougou	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Djibo	0	1	5	0	1	0	0	0	0
Dori	3	2	6	1	1	0	2	0	0
Fada N'gourma	9	18	38	3	2	10	0	1	2
Gaoua	1	0	2	2	2	0	0	4	0
Kaya	8	9	8	3	5	1	1	0	1
Kongoussi	2	1	1	0	0	1	0	0	1
Koudougou	16	28	16	5	5	3	8	7	0
Léo	15	23	3	1	6	0	0	0	2
Manga	14	5	6	4	0	2	0	0	0
Nouna	2	1	1	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	440	286	137	136	51	18	7	33	13
Ouahigouya	2	nd	4	1	nd	0	1	nd	0
Tenkodogo	5	13	7	2	0	6	12	1	9
Tougan	2	4	3	4	1	0	0	0	0
Yako	4	12	5	2	2	2	0	0	0
Ziniaré	10	12	18	3	1	3	3	0	0

Tableau 3.62 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 3 mois			De 3 mois à moins de 6 mois			De 6 mois à moins d'un an		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	374	389	337	197	221	222	163	166	208
Banfora	24	18	0	13	14	8	15	18	32
Bobo-Dioulasso	25	21	15	22	19	12	14	29	27
Bogandé	10	20	6	5	3	2	2	0	1
Boromo	3	6	4	12	3	10	0	8	6
Dédougou	69	41	38	13	16	24	7	8	14
Diapaga	10	25	14	4	9	7	7	6	3
Diébougou	-	0	3	-	0	21	-	0	2
Djibo	10	22	27	4	5	0	1	6	1
Dori	22	7	14	2	4	5	6	4	1
Fada N'gourma	16	9	5	2	7	2	3	1	1
Gaoua	3	13	19	7	27	3	21	7	15
Kaya	11	8	16	14	3	9	19	1	3
Kongoussi	15	6	8	2	3	3	1	0	1
Koudougou	12	11	3	15	27	14	12	20	30
Léo	10	3	7	2	7	4	1	1	0
Manga	52	36	27	5	3	6	4	0	3
Nouna	10	16	28	0	4	2	0	0	1
Orodara	17	23	14	5	0	22	0	0	0
Ouagadougou	17	50	37	17	32	33	13	33	42
Ouahigouya	3	nd	3	3	nd	1	7	nd	7
Tenkodogo	12	31	35	25	18	18	15	11	6
Tougan	10	15	8	13	8	6	4	2	3
Yako	3	0	2	1	0	4	1	3	3
Ziniaré	10	8	4	11	9	6	10	8	6

Tableau 3.62 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	105	84	137	92	60	116	157	153	49
Banfora	6	8	48	10	1	20	33	21	7
Bobo-Dioulasso	0	2	10	5	2	3	32	0	3
Bogandé	1	1	0	0	3	0	2	5	1
Boromo	5	6	4	18	4	1	1	16	1
Dédougou	2	2	3	1	1	5	0	1	1
Diapaga	1	3	2	0	1	3	0	1	2
Diébougou	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	2	0	0	0
Dori	2	3	2	0	1	2	2	19	5
Fada N'gourma	0	3	0	1	4	1	0	0	0
Gaoua	8	7	16	1	1	2	0	1	3
Kaya	9	3	0	5	2	3	7	0	2
Kongoussi	0	0	1	0	0	0	0	1	1
Koudougou	21	10	10	21	28	56	24	75	7
Léo	0	0	1	0	0	1	0	0	0
Manga	1	0	1	1	0	0	0	1	0
Nouna	0	2	1	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	5	14	24	5	8	13	10	4	9
Ouahigouya	3	nd	4	1	nd	1	1	nd	0
Tenkodogo	7	11	2	17	4	3	22	3	4
Tougan	3	3	3	0	0	0	1	3	0
Yako	1	1	2	0	0	0	0	0	3
Ziniaré	19	5	3	6	0	0	22	2	0

III.3.2.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au cabinet d'instruction et enregistrée dans le registre d'instruction.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

Sources statistiques

Registres d'instruction des cabinets d'instruction de 1995 à 2011.

Note :

Les affaires comptabilisées sont celles ouvertes à partir du 1^{er} janvier 1995.

Tableau 3.63 : Affaires nouvelles en instruction dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	669	722	724	843	994	1 001	995	1109	900	754
Affaires criminelles	540	576	589	655	845	870	812	929	772	562
Affaires correctionnelles	129	146	135	188	149	131	183	180	128	192

Tableau 3.64 : Affaires nouvelles en instruction par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	669	722	724	843	994	1 001	995	1109	900	754
Banfora	75	36	46	28	35	46	43	43	32	25
Bobo-Dioulasso	90	90	94	112	71	84	95	73	75	59
Bogandé	-	-	-	18	38	37	38	44	23	25
Boromo	-	-	-	-	70	69	21	21	22	32
Dédougou	38	50	37	23	44	33	34	31	22	31
Diapaga	-	-	-	-	5	10	23	15	24	14
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	19
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	94	14	11
Dori	28	19	23	22	37	28	26	26	21	26
Fada N'gourma	47	36	36	34	42	47	54	63	52	41
Gaoua	42	39	34	46	38	39	50	47	34	19
Kaya	39	26	25	24	45	49	57	55	23	12
Kongoussi	-	-	-	10	123	24	40	23	16	6
Koudougou	0	29	62	55	39	32	40	59	71	48
Léo	-	-	-	-	-	-	13	23	15	21
Manga	-	-	-	9	35	33	37	35	37	23
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	14	60	23
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	16	14	15
Ouagadougou	208	316	290	300	251	332	284	295	197	201
Ouahigouya	44	18	17	13	18	26	12	27	30	21
Tenkodogo	58	63	60	56	77	63	85	60	58	42
Tougan	-	-	-	76	8	14	9	12	10	11
Yako	-	-	-	-	5	21	24	15	13	7
Ziniaré	-	-	-	17	13	14	10	18	37	22

Procédures d'instruction

L'instruction est la phase de l'instance pénale constituant une sorte d'avant procès qui permet au juge d'instruction d'établir ou non l'existence d'une infraction et de déterminer si les charges relevées à l'encontre des personnes poursuivies sont suffisantes pour qu'une juridiction de jugement soit saisie.

L'instruction est facultative en matière de délit mais obligatoire en matière de crime.

Le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire introductif d'instance du procureur ou par une plainte avec constitution de partie civile. Dans ce dernier cas, le juge donne, par procès-verbal, acte de la constitution de partie civile et du versement de la consignation fixée. Il ordonne la communication de la plainte et du procès-verbal au procureur pour que celui-ci prenne ses réquisitions. Le réquisitoire du procureur peut être pris contre une personne dénommée ou contre une personne non dénommée, notamment lorsque la plainte est insuffisamment motivée ou insuffisamment justifiée par les pièces produites.

Lors de la première comparution, le juge d'instruction constate l'identité de l'inculpé, il lui fait connaître chacun des faits qui lui sont imputés et l'avertit qu'il est libre de ne faire aucune déclaration. Et si l'inculpé désire faire des déclarations, celles-ci sont immédiatement reçues par le juge d'instruction. Il doit notifier à l'inculpé, dès l'ouverture de l'information, son droit de se constituer un conseil.

Si le juge décerne un mandat de dépôt, il doit le notifier à l'inculpé. Si ce dernier est laissé en liberté, le juge l'avertit en outre qu'il doit l'informer de tous ses changements d'adresses.

A l'issue de l'information (après avoir entendu l'inculpé sur le fond, procédé aux auditions de la partie civile et des témoins, aux confrontations et expertises s'il y a lieu), si le juge d'instruction relève des charges suffisantes à l'encontre de l'inculpé pour justifier son renvoi devant une juridiction de jugement, il prendra une ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle s'il s'agit d'un délit. S'il s'agit d'un crime, il prendra une ordonnance de transmission de pièces au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci saisira la chambre d'accusation de la Cour d'appel qui est la juridiction d'instruction de second degré. La chambre d'accusation procède à un nouvel examen de l'affaire, tant sur la régularité de la procédure qui lui est soumise, que sur l'existence de charges contre l'inculpé.

Lorsque la régularité est acquise et que la chambre d'accusation estime que les faits retenus à la charge de l'inculpé constituent une infraction qualifiée de crime par la loi, elle prononce la mise en accusation de celui-ci par un arrêt de renvoi devant la chambre criminelle de la Cour d'appel. L'arrêt de renvoi est notifié à l'accusé. Dès la notification de cet arrêt, l'accusé est invité à choisir un conseil. A défaut le président lui en désigne un d'office.

Dans tous les cas, lorsque le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou si l'auteur est resté inconnu, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, il rend une ordonnance de non lieu.

Il peut également rendre une ordonnance de non lieu partiel si les motifs ci-dessus évoqués concernent une partie des faits pour lesquels il est saisi ou certaines personnes visées au réquisitoire introductif.

Tableau 3.65 : Affaires dont l'instruction est terminée dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	302	232	186	283	299	438	355	801	438	947
Affaires criminelles	226	192	135	198	223	320	293	637	328	715
Affaires correctionnelles	76	40	51	85	76	118	62	164	110	232

Tableau 3.66 : Affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	302	232	186	283	299	438	355	801	438	947
Banfora	23	6	13	12	3	41	1	9	15	40
Bobo-Dioulasso	30	23	19	50	47	40	45	136	50	133
Bogandé	-	-	-	3	0	14	2	14	14	14
Boromo	-	-	-	-	0	3	8	7	1	23
Dédougou	60	45	9	17	2	62	29	119	11	13
Diapaga	-	-	-	-	0	0	3	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	2	7	11
Dori	19	11	5	7	4	16	2	0	0	0
Fada N'gourma	32	20	5	4	2	0	0	0	6	22
Gaoua	1	10	9	6	11	2	20	19	3	109
Kaya	19	6	9	2	2	44	39	5	3	38
Kongoussi	-	-	-	0	4	5	36	24	20	15
Koudougou	0	4	14	28	52	26	22	25	39	51
Léo	-	-	-	-	-	-	0	0	8	9
Manga	-	-	-	0	0	0	8	0	0	13
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	0	20
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	14	11
Ouagadougou	95	63	85	133	143	133	87	362	233	303
Ouahigouya	23	36	9	12	22	27	22	32	4	29
Tenkodogo	0	8	9	0	7	0	4	12	2	64
Tougan	-	-	-	0	0	25	6	23	1	12
Yako	-	-	-	-	0	0	3	0	6	11
Ziniaré	-	-	-	9	0	0	18	12	1	6

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Affaire en cours : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire terminée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par la transmission des pièces au procureur général de la cour d'appel du ressort, soit par un renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non lieu, soit par une ordonnance de refus d'informer.

Détention provisoire : Mesure ordonnée par le juge d'instruction de placer en prison avant son jugement une personne inculpée pour crime ou délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Tableau 3.67 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	3 416	3 906	4 444	5 004	5 699	6 262	6 902	7 210	7 586	7 393
Affaires criminelles	2 659	3 043	3 497	3 954	4 577	5 127	5 646	5 938	6169	6016
Affaires correctionnelles	757	863	947	1 050	1 122	1135	1 256	1 272	1417	1377

Tableau 3.68 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	3 416	3 906	4 444	5 004	5 699	6 262	6 902	7 210	7 586	7 393
Banfora	76	106	139	155	187	192	234	268	268	253
Bobo-Dioulasso	466	533	608	670	694	738	788	725	677	603
Bogandé	-	-	-	15	53	76	112	142	137	148
Boromo	-	-	-	-	70	136	149	163	141	150
Dédougou	294	299	327	333	375	346	351	263	200	218
Diapaga	-	-	-	-	5	15	35	50	61	75
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	2	21
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	92	100	100
Dori	128	136	154	169	202	214	238	264	279	305
Fada N'gourma	274	290	321	351	391	438	492	555	609	628
Gaoua	250	279	304	344	371	408	438	466	469	379
Kaya	184	204	220	242	285	290	308	358	320	294
Kongoussi	-	-	-	10	129	148	152	151	56	47
Koudougou	0	25	73	100	87	93	111	145	161	158
Léo	-	-	-	-	-	-	13	36	45	57
Manga	-	-	-	9	44	77	106	141	179	189
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	14	60	63
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	16	17	21
Ouagadougou	1 196	1 449	1 654	1 821	1 929	2 128	2 325	2258	2772	2 670
Ouahigouya	174	156	164	165	161	160	150	145	140	132
Tenkodogo	374	429	480	536	606	669	750	798	719	697
Tougan	-	-	-	76	84	73	76	65	73	72
Yako	-	-	-	-	5	26	47	62	56	52
Ziniaré	-	-	-	8	21	35	27	33	45	61

Dispositif légal de détention provisoire

La détention provisoire est une mesure d'incarcération d'un inculpé pendant l'information judiciaire, ou d'un prévenu dans le cadre de la comparution immédiate (flagrant délit).

Dénommée détention préventive en matière d'instruction, elle n'est pas une peine mais un acte d'instruction destiné à la manifestation de la vérité. Elle est une mesure exceptionnelle.

En matière correctionnelle, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur à un an d'emprisonnement, l'inculpé domicilié au Burkina Faso ne peut être détenu plus de cinq jours après sa première comparution devant le juge d'instruction, s'il n'est détenu pour une autre cause (condamné soit pour crime, soit à un emprisonnement de plus de trois mois sans sursis pour un délit de droit commun).

Dans les autres cas, la détention préventive ne peut excéder six mois. Passé ce délai, si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction peut la prolonger par ordonnance spécialement motivée, rendue sur réquisitions également motivées du procureur du Faso. Chaque prolongation ne peut être prescrite que pour une durée de six mois.

En toutes matières, lorsqu'elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le juge d'instruction après avis du procureur du Faso. Le procureur peut également la requérir à tout moment. Le juge d'instruction statue dans un délai de cinq jours à compter des réquisitions du procureur.

La mise en liberté provisoire peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par l'inculpé ou son conseil. Le juge doit statuer, par ordonnance motivée, au plus tard cinq jours après la communication au procureur. Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans ces délais, l'inculpé peut saisir directement de sa demande la chambre d'accusation qui, sur les réquisitions écrites du procureur général, se prononce dans les quinze jours de l'arrivée de cette demande au greffe de la chambre d'accusation, faute de quoi l'inculpé est d'office mis en liberté provisoire, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées.

Lorsque la liberté provisoire a été accordée par la chambre d'accusation reformant l'ordonnance du juge d'instruction, celui-ci ne peut décerner un nouveau mandat qu'autant que cette chambre, sur réquisitions écrites du ministère public a retiré à l'inculpé le bénéfice de sa décision.

Dans tous les cas où elle n'est pas de droit, la mise en liberté peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Tableau 3.69 : Inculpés dans les affaires en instruction, libérés au cours de l'année, selon leur durée de détention provisoire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	580	567	682	634	653	580	642	1449	587	515
Moins de 6 mois	134	207	229	220	275	262	234	507	167	174
De 6 mois à moins de 1 an	220	160	199	204	162	160	175	399	182	135
De 1 an à moins de 2 ans	195	169	197	184	173	112	179	359	156	154
De 2 ans à moins de 3 ans	26	19	31	15	22	18	31	135	61	36
De 3 ans à moins de 4 ans	4	9	18	7	15	20	23	49	21	16
De 4 ans à moins de 5 ans	1	3	6	3	3	6	0	0	0	0
5 ans et plus	0	0	2	1	3	2	0	0	0	0

Tableau 3.70 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	580	567	682	634	653	580	642	1449	587	515
Banfora	24	22	26	36	24	19	65	26	32	17
Bobo-Dioulasso	94	88	58	85	84	74	67	52	44	48
Bogandé	-	-	-	18	44	28	7	3	8	7
Boromo	-	-	-	-	7	28	20	15	10	24
Dédougou	51	40	18	17	16	50	24	16	21	26
Diapaga	0	0	0	0	7	12	29	11	13	6
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	7
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	8	12	11
Dori	30	14	18	12	14	13	11	13	17	9
Fada N'gourma	71	44	57	47	20	18	42	64	60	69
Gaoua	25	14	36	35	32	33	27	9	1	13
Kaya	26	36	36	32	41	29	38	37	18	12
Kongoussi	-	-	-	1	14	23	15	12	12	2
Koudougou	0	9	65	37	92	37	31	24	17	32
Léo	-	-	-	-	-	-	7	21	14	18
Manga	-	-	-	3	28	6	19	16	9	20
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	2	5	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	5	0	8
Ouagadougou	178	237	266	212	149	106	208	1007	178	93
Ouahigouya	53	26	39	22	13	10	13	20	28	29
Tenkodogo	28	37	63	61	27	75	9	77	66	29
Tougan	-	-	-	8	19	4	2	3	4	11
Yako	-	-	-	-	6	9	3	6	13	12
Ziniaré	-	-	-	8	16	6	5	2	5	12

Tableau 3.71 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	134	207	229	220	275	262	234	507	167	174
Banfora	12	14	5	17	13	14	6	8	1	5
Bobo-Dioulasso	16	32	25	19	30	22	30	22	11	28
Bogandé	-	-	-	17	28	17	0	0	1	0
Boromo	-	-	-	-	7	11	1	4	2	8
Dédougou	22	30	5	3	6	22	7	16	3	13
Diapaga	-	-	-	-	3	8	18	3	2	1
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	4
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	2	3	1
Dori	14	4	6	6	11	6	6	3	6	0
Fada N'gourma	6	19	14	14	10	8	7	20	26	32
Gaoua	6	2	7	8	7	9	3	0	1	1
Kaya	7	12	9	4	1	5	11	7	4	2
Kongoussi	-	-	-	0	3	5	2	1	6	0
Koudougou	0	7	45	24	53	18	11	15	7	11
Léo	-	-	-	-	-	-	7	15	2	8
Manga	-	-	-	0	10	6	12	9	1	5
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	5	0	2
Ouagadougou	29	69	68	64	38	62	98	344	58	30
Ouahigouya	21	6	20	3	5	5	6	7	8	11
Tenkodogo	1	12	25	29	23	36	6	21	21	5
Tougan	-	-	-	7	17	1	1	2	1	2
Yako	-	-	-	-	2	5	1	2	1	1
Ziniaré	-	-	-	5	8	2	1	0	2	4

Tableau 3.72 : Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire a été de moins 12 mois

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	354	367	428	424	437	422	409	906	351	309
Banfora	20	18	20	26	21	17	26	18	7	15
Bobo-Dioulasso	56	54	46	68	46	44	46	31	25	33
Bogandé	-	-	-	18	33	25	2	0	5	1
Boromo	-	-	-	-	7	26	13	7	6	16
Dédougou	30	35	9	12	12	35	19	16	4	16
Diapaga	-	-	-	0	4	10	21	7	8	6
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	7
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	7	8	2
Dori	23	5	10	6	13	8	9	7	12	3
Fada N'gourma	65	29	22	38	16	17	27	30	44	50
Gaoua	17	5	13	9	14	14	5	3	1	2
Kaya	15	18	17	19	15	14	15	19	7	2
Kongoussi	-	-	-	0	10	10	5	3	8	0
Koudougou	0	9	62	37	75	31	16	21	17	21
Léo	-	-	-	-	-	-	7	21	6	11
Manga	-	-	-	3	23	6	18	12	3	9
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	2	2	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	5	0	8
Ouagadougou	76	151	156	116	71	85	157	617	112	53
Ouahigouya	40	20	30	14	10	8	9	14	17	23
Tenkodogo	12	23	43	42	27	57	7	58	48	19
Tougan	-	-	-	8	18	3	2	2	4	3
Yako	-	-	-	-	6	8	3	6	1	2
Ziniaré	-	-	-	8	16	4	2	0	4	7

Tableau 3.73 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	226	200	254	210	216	158	233	543	238	206
Banfora	4	4	6	10	3	2	39	8	25	2
Bobo-Dioulasso	38	34	12	17	38	30	21	21	19	15
Bogandé	-	-	-	0	11	3	5	3	3	6
Boromo	-	-	-	0	0	2	7	8	4	8
Dédougou	21	5	9	5	4	15	5	0	17	10
Diapaga	-	-	-	-	3	2	8	4	5	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	1	4	9
Dori	7	9	8	6	1	5	2	6	5	6
Fada N'gourma	6	15	35	9	4	1	15	34	16	19
Gaoua	8	9	23	26	18	19	22	6	0	11
Kaya	11	18	19	13	26	15	23	18	11	10
Kongoussi	-	-	-	1	4	13	10	9	4	2
Koudougou	0	0	3	0	17	6	15	3	0	11
Léo	-	-	-	-	-	-	0	0	8	7
Manga	-	-	-	0	5	0	1	4	6	11
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	3	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouagadougou	102	86	110	96	78	21	51	390	66	40
Ouahigouya	13	6	9	8	3	2	4	6	11	6
Tenkodogo	16	14	20	19	0	18	2	19	18	10
Tougan	-	-	-	0	1	1	0	1	0	8
Yako	-	-	-	-	0	1	0	0	12	10
Ziniaré	-	-	-	0	0	2	3	2	1	5

Tableau 3.74 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	31	31	57	26	43	46	54	184	82	52
Banfora	0	0	0	0	1	0	1	0	13	0
Bobo-Dioulasso	11	11	3	5	7	13	4	4	6	4
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0	0	2	1
Boromo	-	-	-	0	0	0	2	3	0	4
Dédougou	11	1	3	1	3	1	0	0	3	5
Diapaga	-	-	-	-	0	2	1	0	3	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	1	1	3
Dori	0	2	4	1	0	3	0	0	0	2
Fada N'gourma	1	6	13	0	0	0	5	19	5	4
Gaoua	0	0	9	10	7	12	9	1	0	0
Kaya	1	5	16	7	20	4	6	6	7	9
Kongoussi	-	-	-	0	1	5	4	3	0	0
Koudougou	0	0	0	0	1	0	4	1	0	3
Léo	-	-	-	-	-	-	0	0	1	0
Manga	-	-	-	0	0	0	1	1	3	0
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	2	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	4	14	138	18	7
Ouahigouya	4	3	1	2	3	0	0	1	2	0
Tenkodogo	3	3	8	0	0	2	2	6	5	2
Tougan	-	-	-	0	0	0	0	0	0	3
Yako	-	-	-	-	0	0	0	0	11	3
Ziniaré	-	-	-	0	0	0	1	0	0	2

Tableau 3.75 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure

		Moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	5 ans et plus	Total
Affaires terminées	2009	44	116	154	106	64	311	795
	2010	41	69	47	48	28	201	447
	2011	29	130	141	112	87	458	957
Affaires en cours	2009	1 053	887	738	570	483	3456	7187
	2010	811	1058	836	733	582	3455	7475
	2011	745	671	882	677	605	3726	7306
Affaires contre X en cours	2009	92	135	89	72	58	371	820
	2010	88	77	134	66	129	385	879
	2011	71	64	110	106	62	394	807

Tableau 3.76 : Nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	44	41	29	116	69	130	154	47	141
Banfora	0	0	1	0	2	6	3	2	10
Bobo-Dioulasso	1	4	6	12	6	23	22	5	26
Bogandé	0	1	0	3	3	0	7	2	0
Boromo	0	0	1	1	0	5	6	1	4
Dédougou	4	3	0	11	3	6	14	2	4
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Djibo	0	0	0	1	0	0	0	0	11
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Gaoua	1	0	0	1	0	14	5	1	11
Kaya	0	0	2	0	0	4	2	0	4
Kongoussi	3	2	0	2	7	6	11	3	2
Koudougou	3	19	2	10	16	24	9	2	14
Léo	0	0	2	0	1	3	0	7	4
Manga	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	0	0	9	0	0	6	0	0	5
Orodara	0	4	1	0	7	6	0	2	4
Ouagadougou	29	2	4	57	21	17	57	15	28
Ouahigouya	0	4	1	3	0	6	10	0	3
Tenkodogo	1	0	0	3	0	2	3	1	4
Tougan	1	0	0	6	0	1	3	1	4
Yako	0	0	0	0	2	1	0	3	1
Ziniaré	1	0	0	6	1	6	2	0	2

Tableau 3.76 (suite) : Nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 ans à moins de 4 ans			De 4 ans à moins de 5 ans			5 ans et plus		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	106	48	112	64	28	87	311	200	458
Banfora	4	3	11	2	4	6	0	3	6
Bobo-Dioulasso	18	12	20	15	3	12	68	20	46
Bogandé	4	7	4	0	1	8	0	0	2
Boromo	0	0	5	0	0	6	0	0	3
Dédougou	17	3	1	7	0	1	66	0	1
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Djibo	0	3	0	1	0	0	0	4	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	0	0	0	0	0	0	0	4	22
Gaoua	3	1	18	2	1	11	7	0	64
Kaya	1	1	12	0	0	4	2	2	12
Kongoussi	1	1	4	2	2	1	5	5	2
Koudougou	2	0	6	0	1	0	0	1	5
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	0	3	0	0	2	0	0	8
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	45	16	14	32	16	24	138	160	216
Ouahigouya	4	0	4	1	0	3	14	0	12
Tenkodogo	3	0	1	1	0	3	1	1	54
Tougan	2	0	0	0	0	2	10	0	5
Yako	0	1	5	0	0	4	0	0	0
Ziniaré	2	0	4	1	0	0	0	0	0

Tableau 3.77 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	1075	811	745	887	1058	671	738	836	882
Banfora	40	32	25	43	42	25	42	37	29
Bobo-Dioulasso	71	64	53	85	66	47	58	76	36
Bogandé	44	23	27	35	43	27	20	33	41
Boromo	22	22	33	20	21	18	57	21	17
Dédougou	26	22	32	22	20	18	14	23	16
Diapaga	30	19	15	48	14	18	18	18	16
Diébougou	-	2	19	-	0	2	-	0	0
Djibo	13	13	12	20	87	13	11	0	67
Dori	26	22	29	26	29	22	27	32	27
Fada N'gourma	62	53	42	54	56	50	46	54	64
Gaoua	45	34	20	47	41	21	34	42	33
Kaya	56	23	13	57	54	18	47	53	53
Kongoussi	13	15	8	16	11	8	4	9	9
Koudougou	61	64	48	30	42	40	9	12	22
Léo	23	16	20	13	23	12	0	6	18
Manga	40	39	16	35	38	19	36	39	8
Nouna	12	9	14	1	11	14	1	3	9
Orodara	16	16	15	0	7	9	0	0	5
Ouagadougou	344	191	204	255	337	176	294	263	304
Ouahigouya	27	30	20	7	19	22	11	2	20
Tenkodogo	60	61	42	84	58	54	63	85	54
Tougan	9	9	9	3	8	8	1	4	7
Yako	15	15	6	0	13	14	0	17	12
Ziniaré	20	17	23	6	18	16	2	7	15

Tableau 3.77 (suite) : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 ans à moins de 4 ans			De 4 ans à moins de 5 ans			5 ans et plus		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	594	733	677	483	582	605	3456	3455	3726
Banfora	31	38	31	21	28	38	106	91	138
Bobo-Dioulasso	35	48	57	60	29	36	405	395	360
Bogandé	16	18	26	4	14	5	0	3	15
Boromo	24	53	13	0	20	44	0	0	14
Dédougou	16	6	16	8	6	7	145	123	157
Diapaga	4	7	18	0	3	7	0	0	1
Diébougou	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Djibo	7	0	0	5	0	0	37	0	0
Dori	27	27	28	12	28	28	125	53	194
Fada N'gourma	43	47	56	34	38	46	317	357	372
Gaoua	27	29	27	37	26	21	289	300	260
Kaya	36	48	44	13	35	41	96	107	131
Kongoussi	8	3	5	3	6	3	18	12	14
Koudougou	12	5	10	16	11	6	15	27	40
Léo	0	0	3	0	0	0	0	0	0
Manga	28	31	5	7	32	8	0	7	3
Nouna	0	1	0	0	0	0	1	5	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	195	288	250	204	215	263	1457	1478	1439
Ouahigouya	10	7	1	6	8	6	82	75	79
Tenkodogo	71	60	71	51	72	30	338	389	482
Tougan	1	4	3	2	6	1	25	33	23
Yako	0	10	12	0	3	11	0	0	1
Ziniaré	3	3	1	0	2	4	0	0	3

Tableau 3.78 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	92	88	71	136	134	64	89	129	110
Banfora	2	1	2	6	2	2	2	5	2
Bobo-Dioulasso	1	7	5	7	6	5	9	6	3
Bogandé	6	6	4	5	7	6	0	5	7
Boromo	0	0	0	1	0	0	2	1	0
Dédougou	1	0	1	0	1	0	0	0	1
Diapaga	2	1	1	0	2	1	0	0	1
Diébougou	-	2	0	-	0	0	-	0	0
Djibo	1	2	1	5	14	1	0	0	10
Dori	4	4	1	1	4	3	2	3	3
Fada N'gourma	2	7	1	3	3	7	2	4	2
Gaoua	8	1	1	7	7	0	0	5	5
Kaya	10	1	4	18	12	1	11	15	12
Kongoussi	1	2	0	1	1	2	0	1	1
Koudougou	6	5	5	5	3	2	0	1	2
Léo	1	5	2	1	1	1	0	1	1
Manga	6	3	0	3	8	0	2	5	0
Nouna	2	2	2	0	2	0	0	0	4
Orodara	1	2	3	0	1	2	0	0	0
Ouagadougou	32	27	32	56	53	22	49	58	50
Ouahigouya	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	2	3	5	15	2	3	12	15	2
Tougan	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Yako	0	1	0	0	1	1	0	4	0
Ziniaré	4	5	1	1	4	5	0	0	4

Tableau 3.78 (suite) : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 ans à moins de 4 ans			De 4 ans à moins de 5 ans			5 ans et plus		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Ensemble	75	77	106	58	66	62	371	385	394
Banfora	5	2	6	6	3	2	32	24	52
Bobo-Dioulasso	5	5	5	12	3	5	53	51	32
Bogandé	0	0	5	1	0	0	0	0	1
Boromo	2	2	1	0	1	1	0	0	2
Dédougou	3	1	0	1	1	1	18	8	20
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Djibo	3	0	0	0	0	0	3	0	0
Dori	3	0	1	1	3	1	13	12	9
Fada N'gourma	1	1	3	2	0	1	27	33	29
Gaoua	1	0	2	3	1	0	18	15	16
Kaya	6	11	14	0	4	8	4	8	13
Kongoussi	2	0	0	0	2	0	1	1	2
Koudougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Léo	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Manga	4	7	0	1	5	0	0	1	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	33	37	53	19	37	41	146	158	137
Ouahigouya	2	0	0	3	2	0	7	8	8
Tenkodogo	5	9	10	9	4	1	45	59	69
Tougan	0	0	1	0	0	0	4	7	4
Yako	0	2	4	0	0	1	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0

III.3.2.4. Activités des greffes des tribunaux de grande instance

Concepts

Actes notariés du greffe : Actes posés par le greffier en chef en sa qualité de greffier notaire dans les juridictions où il n'y a pas de notaire titulaire.

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré par le greffe des TGI aux demandeurs est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les condamnations les plus graves.

Cession volontaire de salaires : Demande auprès d'une institution financière portant l'octroi de crédit à une partie sur contrat

Certificat de nationalité : Attestation délivrée par le président ou un juge du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon laquelle un individu est de nationalité burkinabé. Il peut être demandé dans les cas suivants : établissement d'une carte d'identité burkinabé ou d'un passeport, candidature à un emploi dans la fonction publique, etc.

Certificat de non faillite : Attestation du greffier en chef prouvant qu'une personne physique ou morale n'est pas en état de faillite ou de cessation de paiement.

Immatriculation des personnes : Enregistrement d'une personne physique ou morale dans le registre du commerce et du crédit mobilier.

Modification des personnes : Inscription modificative portant sur un changement soit du capital social, soit de la dénomination, soit de l'objet de la société, etc.

Radiation des personnes : Fait de rayer une personne physique ou morale en état de faillite ou à la suite d'un décès ou encore par suite de cessation volontaire de l'activité, du Registre du commerce et du crédit mobilier.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Scellés : Il s'agit des pièces à conviction recueillies au cours d'une procédure. Les "scellés" figurent parmi les mesures conservatoires.

Sûretés mobilières : Il s'agit des garanties. : Les "sûretés" sont des techniques juridiques destinées à assurer le règlement des créances pour le cas où le débiteur ne disposerait pas de liquidités ou de biens d'une valeur suffisante pour désintéresser l'ensemble de ses créanciers. Les sûretés peuvent porter sur des biens meubles et sur des créances, comme sur des biens ou des droits immobiliers. Les sûretés comprennent en particulier, le gage, le droit de rétention, le nantissement, le warrant, les privilèges et les hypothèques.

Sources statistiques :

Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.

Note :

Le RCCM enregistre tous les actes d'inscription, de modification et de radiation des personnes physiques et morales.

Tableau 3.79: Activités du greffe des tribunaux de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Bulletins de casier judiciaire n°3	76 254	70 047	74 452	70 742	87 254	101 140	87 603	96 208	99 017	118 664
Certificats de nationalité des personnes	34 227	32 548	35 073	35 833	39 006	54 797	59 709	64 492	85 424	79 670
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)	4 638	5 016	5 737	6 031	5 724	5 784	5 300	4 526	6 118	1 432
<i>Immatriculation des personnes physiques</i>	3 859	4 056	4 460	4 533	3 922	3 724	3 455	3 598	3 942	1 157
<i>Immatriculation des personnes morales</i>	428	487	537	597	696	677	763	811	1 078	96
<i>Modifications</i>	226	280	335	519	965	840	889	0	950	151
<i>Radiations</i>	3	10	15	12	10	98	112	0	135	26
<i>Sûretés mobilières</i>	122	183	390	370	132	445	81	117	13	2
Certificats de non faillite	4	27	34	38	37	69	23	22	9 694	1 007
Cessions volontaires de salaires	3 960	5 011	4 709	3 974	9 305	9 602	5 853	4 114	4 515	4 668
Actes notariés du greffe	107	87	113	133	127	294	317	327	288	769
Autres actes de greffe	532	690	686	744	939	2 134	1 828	2 234	2 181	1 890

Tableau 3.80 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	76 254	70 047	74 452	70 742	87 254	101 140	87 603	96 508	99 017	118 664
Banfora	2 338	2 060	2 493	2 495	2 806	3 175	2 572	2 419	2 421	2 918
Bobo-Dioulasso	11 324	11 091	12 023	13 181	14 330	16 715	14 364	15 297	14 835	24 023
Bogandé	-	-	-	420	727	895	733	910	779	973
Boromo	-	-	-	-	1 268	1 543	1 541	1 821	2 110	2 519
Dédougou	5 840	5 210	5 976	4 450	2 715	2 549	2 337	2 736	2 634	2 913
Diapaga	-	-	-	-	271	1 007	793	893	1 061	1 116
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	1 005	2 107
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	198	903	1 235
Dori	1 143	828	679	766	910	1 157	1 047	1 103	1 330	1 034
Fada N'gourma	3 987	3 026	3 433	3 151	2 642	2 701	2 425	2 451	2 252	2 480
Gaoua	3 017	2 124	2 406	2 667	2 592	2 832	2 065	2 592	2 168	1 662
Kaya	2 539	2 473	2 746	2 509	2 711	3 272	2 999	3 515	3 640	3 913
Kongoussi	-	-	-	267	1 679	1 492	1 607	1 251	618	698
Koudougou	0	5 403	7 931	7 600	8 681	6 952	6 481	7 544	7 995	7 825
Léo	-	-	-	-	-	-	306	951	681	893
Manga	-	-	-	502	1 576	2 062	1 976	2 396	2 365	2 769
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	710	986
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	641	952	509
Ouagadougou	31 192	25 265	24 749	18 754	28 368	31 278	25 829	27 963	29 442	33 444
Ouahigouya	8 686	6 427	6 827	6 118	5 294	5 837	5 112	5 893	6 113	6 269
Tenkodogo	6 188	6 140	5 189	5 504	5 998	10 632	9 055	8 535	7 351	9 486
Tougan	-	-	-	888	2 583	2 795	2 487	3 002	3 125	3 597
Yako	-	-	-	-	255	1 881	1 732	1 768	2 420	2 801
Ziniaré	-	-	-	1 470	1 848	2 365	2 142	2 329	2 107	2 494

Procédures de demande de certificat de nationalité

Pour obtenir le certificat de nationalité, l'individu doit adresser une demande timbrée à 200 FCFA au président du TGI saisi et à laquelle est joint :

- Pour le demandeur burkinabé né au Burkina Faso : l'extrait d'acte de naissance et celui de l'un des parents burkinabé.
- Pour le demandeur burkinabé né à l'étranger : l'extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité de l'un des parents.
- Pour l'apatride ou l'étranger qui a acquis la nationalité burkinabé du fait de son mariage avec un(e) burkinabé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, l'acte de mariage et le certificat de nationalité du conjoint ou de la conjointe burkinabé.
- Pour le naturalisé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, le décret de naturalisation. Quant à ses enfants, ceux-ci doivent produire, en plus de l'extrait d'acte de naissance, le certificat de nationalité du parent naturalisé et son décret de naturalisation.

Tableau 3.81 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	34 227	32 548	35 073	35 833	39 006	54 797	59 709	64 492	85 424	79 670
Banfora	1 179	843	1 223	1 129	1 097	1 843	1 760	2032	2421	2086
Bobo-Dioulasso	4 697	3 632	5 061	6 291	6 627	10 057	10 774	10311	14835	10178
Bogandé	-	-	-	108	229	334	243	290	779	338
Boromo	-	-	-	-	246	555	552	623	2110	1423
Dédougou	1 614	1 384	1 482	1 389	1 002	1 370	1 384	1297	2634	1442
Diapaga	-	-	-	-	93	382	298	399	1061	403
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	1005	783
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	317	903	710
Dori	361	359	304	337	452	698	267	614	1330	809
Fada N'gourma	1 205	1 037	1 161	1 170	952	1 264	236	1348	2252	1648
Gaoua	649	557	616	681	695	926	826	1068	2168	712
Kaya	896	822	891	879	822	1 236	1 092	1594	3640	2723
Kongoussi	-	-	-	62	594	678	767	867	618	617
Koudougou	0	2 004	2 555	2 647	2 751	3 776	3 415	3983	7995	5016
Léo	-	-	-	-	-	-	138	425	681	635
Manga	-	-	-	188	565	945	995	1555	2365	2238
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	710	528
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	132	952	130
Ouagadougou	17 536	16 840	16 955	14 731	16 636	19 738	25 179	24241	29442	28411
Ouahigouya	2 086	1 978	2 003	2 308	1 888	2 251	2 262	2889	6113	3309
Tenkodogo	4 004	3 092	2 822	3 330	3 120	6 152	5 552	6002	7351	6786
Tougan	-	-	-	163	676	812	848	914	3125	1365
Yako	-	-	-	-	78	728	685	1070	2420	1687
Ziniaré	-	-	-	420	483	1 052	1 436	2521	2107	5693

Tableau 3.82 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	4 287	4 543	4 997	5 130	4 618	4 401	4 199	4409	5020	1253
Banfora	66	44	51	77	78	70	55	76	61	73
Bobo-Dioulasso	899	798	909	859	822	588	486	393	469	0
Bogandé	-	-	-	9	14	23	16	18	18	27
Boromo	-	-	-	-	10	45	26	22	29	30
Dédougou	30	56	109	101	58	54	51	45	44	49
Diapaga	-	-	-	-	8	22	9	8	10	12
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	1	14
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	18	21	23
Dori	19	34	20	25	33	7	17	28	56	72
Fada N'gourma	47	72	112	75	67	58	64	38	48	73
Gaoua	18	79	93	122	128	42	35	38	41	89
Kaya	44	94	96	109	97	60	31	83	96	94
Kongoussi	-	-	-	9	110	30	21	23	22	32
Koudougou	0	35	148	166	169	154	56	65	82	104
Léo	-	-	-	-	-	-	6	15	24	14
Manga	-	-	-	12	61	43	46	38	57	23
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	20	20
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	18	31
Ouagadougou	2 816	2 950	3 164	3 256	2 539	2 744	2 772	3071	3532	0
Ouahigouya	114	181	86	112	129	145	176	124	116	181
Tenkodogo	234	200	209	148	163	185	199	177	123	148
Tougan	-	-	-	11	38	20	27	32	25	32
Yako	-	-	-	-	8	32	20	23	27	28
Ziniaré	-	-	-	39	86	79	86	74	80	84

Procédures d'immatriculation au RCCM

Les personnes assujetties à l'immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier sont :

- les commerçants en tant que personnes physiques. Ils ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois du début de leurs activités commerciales.

L'immatriculation leur permet de bénéficier de la présomption simple de la qualité de commerçant. Cette immatriculation est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI annexée de :

- un certificat de résidence ;
- un extrait du casier judiciaire de moins de trois mois ;
- un contrat de bail ou un titre de propriété en rapport avec le local d'exploitation ;
- un document d'identité CNIB/ Passeport/ extrait d'acte de naissance en copie légalisée ;
- un extrait d'acte de mariage si l'assujetti est légalement marié ;
- une autorisation d'exercer au Burkina Faso la profession de commerçant pour les étrangers.

En plus de ces documents, le demandeur est tenu de payer une somme de quinze mille (7 500) FCFA.

- les sociétés commerciales et autres personnes morales de droit commercial qui ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois de leur constitution. Cette inscription leur confère la personnalité juridique.

L'immatriculation pour cette catégorie de personnes est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- 2 exemplaires des statuts de la société ;
- 2 exemplaires de procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive ;
- 2 exemplaires de l'acte notarié de souscription de versement ;
- 2 exemplaires d'extrait de casier judiciaire du/des gérant(s).

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu au paiement de la somme de trente mille (17 500) FCFA.

Tableau 3.83 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	3 859	4 056	4 460	4 533	3 922	3 724	3 432	3598	3942	1157
Banfora	66	42	50	72	73	63	50	70	57	64
Bobo-Dioulasso	856	750	841	800	759	516	415	340	398	-
Bogandé	-	-	-	9	14	23	16	17	18	27
Boromo	-	-	-	-	10	42	26	22	28	30
Dédougou	29	55	107	97	57	49	48	42	40	43
Diapaga	0	0	0	0	8	21	8	6	8	11
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	14
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	18	21	23
Dori	19	34	20	25	33	7	17	27	52	64
Fada N'gourma	45	70	112	74	63	55	62	33	45	71
Gaoua	17	75	92	120	124	36	34	35	40	81
Kaya	44	93	94	105	97	57	31	81	86	88
Kongoussi	-	-	-	9	110	28	19	23	21	32
Koudougou	-	32	140	161	158	150	48	55	73	88
Léo	-	-	-	-	-	-	5	12	22	13
Manga	-	-	-	12	61	42	46	36	56	23
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	18	18
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	18	31
Ouagadougou	2 439	2 529	2 709	2 744	1 934	2 194	2 121	2380	2609	-
Ouahigouya	113	177	86	111	129	141	170	115	106	178
Tenkodogo	231	199	209	148	162	178	194	169	119	124
Tougan	-	-	-	11	38	20	23	32	22	26
Yako	-	-	-	-	8	29	20	22	21	28
Ziniaré	-	-	-	35	84	73	79	63	64	80

Tableau 3.84 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	428	487	537	597	696	677	767	811	1078	96
Banfora	-	2	1	5	5	7	5	6	4	9
Bobo-Dioulasso	43	48	68	59	63	72	71	53	71	0
Bogandé	-	-	-	-	0	0	0	1	0	0
Boromo	-	-	-	-	-	3	0	0	1	0
Dédougou	1	1	2	4	1	5	3	3	4	6
Diapaga	-	-	-	-	-	1	1	2	2	1
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	1	4	8
Fada N'gourma	2	2	0	1	4	3	2	5	3	2
Gaoua	1	4	1	2	4	6	1	3	1	8
Kaya	0	1	2	4	0	3	0	2	10	6
Kongoussi	-	-	-	0	0	2	2	0	1	0
Koudougou	-	3	8	5	11	4	8	10	9	16
Léo	-	-	-	-	-	-	1	3	2	1
Manga	-	-	-	0	0	1	0	2	1	0
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	2	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouagadougou	377	421	455	512	605	550	651	691	923	0
Ouahigouya	1	4	0	1	0	4	6	9	10	3
Tenkodogo	3	1	0	0	1	7	5	8	4	24
Tougan	-	-	-	0	0	0	4	0	3	6
Yako	-	-	-	-	0	3	0	1	6	0
Ziniaré	-	-	-	4	2	6	7	11	16	4

III.4. Tribunaux de Commerce

Concepts

Chambre commerciale : chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de commerce.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances: Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances citées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.)

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir du président du tribunal ou d'un juge qui a reçu délégation de celui-ci, une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Sources statistiques

Rôles généraux, pluriplumitif des audiences commerciales, répertoire commercial, registre des injonctions de payer, pluriplumitif des référés des tribunaux de commerce.

Tableau 4.1 : Activités commerciales des tribunaux de commerce 2011

	Affaires nouvelles	Décisions rendues	Décisions rédigées	Opposition aux décisions rendues
Ensemble	339	319	299	31
Bobo-Dioulasso	85	68	66	31
Ouagadougou	254	251	233	0

Tableau 4.2 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type et par tribunal de commerce en 2011

	Contradictoire	Réputé contradictoire	Défaut	Total
Ensemble	291	12	16	319
Bobo-Dioulasso	68	0	0	68
Ouagadougou	223	12	16	251

Tableau 4.3 : Nature des décisions tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Décisions sur le fond			Autres décisions			Radiations	Avant dire droit
	Acceptation totale	Acceptation partielle	Rejet	Incompétence	Irrecevabilité	Désistement		
Ensemble	111	62	65	20	31	9	11	11
Bobo-Dioulasso	24	12	14	5	8	2	1	3
Ouagadougou	97	50	51	15	23	7	10	8

Tableau 4.4 : Référé par tribunal de commerce 2011

	Affaires nouvelles	Décisions rendues	Décisions rédigées	Opposition aux décisions rendues
Ensemble	170	142	150	0
Bobo-Dioulasso	48	42	40	0
Ouagadougou	122	100	110	0

Tableau 4.5 : Ensemble des décisions de référés rendues par type et par tribunal de commerce en 2011

	Contradictoire	Réputé contradictoire	Défaut	Total
Ensemble	137	5	0	142
Bobo-Dioulasso	42	0	0	42
Ouagadougou	95	5	0	100

Tableau 4.6 : Nature des décisions de référés par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Décisions sur le fond			Autres décisions			Radiations	Avant dire droit
	Acceptation totale	Acceptation partielle	Rejet	Incompétence	Irrecevabilité	Désistement		
Ensemble	65	20	36	19	5	14	5	2
Bobo-Dioulasso	20	11	3	7	1	0	2	0
Ouagadougou	45	9	33	12	4	14	3	2

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son instance.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de grande instance.

Tableau 4.7 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce en 2011

	Injonction de payer	Autres ordonnances	Total
Ensemble	350	397	747
Bobo-Dioulasso	103	100	203
Ouagadougou	247	297	544

Tableau 4.8 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce en 2011

	Injonction de payer	Autres ordonnances	Total
Ensemble	233	407	640
Bobo-Dioulasso	89	110	199
Ouagadougou	144	297	441

Tableau 4.9 : Activités relatives aux activités des greffes par tribunal de commerce en 2011

	<i>Immatriculation des personnes physiques</i>	<i>Immatriculation des personnes morales</i>	<i>Modifications</i>	<i>Radiations</i>	<i>Sûretés mobilières</i>	Certificat de non faillite et autres
Ensemble	3 119	1 054	1 020	127	42	14 569
Bobo-Dioulasso	386	84	132	16	4	914
Ouagadougou	2 733	970	888	111	38	13 655

Tableau 4.10 : Décisions rendues en selon la durée de la procédure (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Bobo-Dioulasso	39	20	9	0	0	0	68
Ouagadougou	15	47	111	72	6	0	251
Ensemble	54	67	120	72	6	0	319

III.5. Tribunaux d'instance

Concepts

Acceptation partielle : Fait pour le tribunal de trancher une affaire partiellement en faveur du demandeur.

Acceptation totale : Fait pour le tribunal de trancher une affaire totalement en faveur du demandeur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivé et enregistrée au tribunal d'instance pendant l'année concernée.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction. (voir cour d'appel)

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Décision sur le fond : Décision (y compris les ordonnances) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet. (voir cour d'appel)

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action ou à son instance. (voir cour d'appel)

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement sur le fond : Décision (non compris les ordonnances et injonctions de payer) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure. (voir cour d'appel)

Rejet : décision par laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Affaire introduite directement devant le tribunal d'instance soit par assignation, soit par requête, ou déclaration écrite ou verbale.

Saisine par le tribunal départemental ou d'arrondissement : Dossier d'appel reçu par le tribunal d'instance provenant du tribunal départemental ou d'arrondissement.

Sources statistiques :

Rôles, registre des plaintes, pluri-motifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civiles et commerciaux, répertoires de simple police, registres des appels des tribunaux d'instance.

Tableau 3.84 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance

Affaires nouvelles selon leur origine	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Saisines directes	520	848	787	510	554	466	577	559
Saisines par le tribunal départemental ou d'arrondissement	0	0	0	1	0	0	0	0
Ensemble	520	848	787	511*	554*	466*	577*	559*

Affaires nouvelles selon leur nature	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Injonction de payer	412	646	544	383	355	280	395	350
Affaires civiles	77	135	123	128	199	186	172	209
Affaires commerciales	1	2	7	0	0	0	10	0
Contraventions	30	65	113	101	66	55	96	113
Ensemble	520	848	787	612	620	521	673	672

Décisions rendues selon leur nature (hors injonctions de payer)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	78	182	234	139*	213*	160*	158*	189*
Avant dire droit	0	1	0	1	0	4	1	0
Décisions sur le fond	76	173	217	114	164	121	135	116
<i>Acceptation totale</i>	21	40	34	40	62	66	79	40
<i>Acceptation partielle</i>	33	79	94	73	74	38	40	62
<i>Rejet</i>	22	54	89	1	28	17	16	14
Autres décisions	1	3	9	11	28	23	8	20
<i>Irrecevabilité</i>	1	2	4	5	8	12	3	6
<i>Désistement</i>	0	1	5	2	10	5	2	9
<i>Incompétence</i>	-	-	-	4	10	6	3	5
Radiations	1	5	8	9	16	9	12	28
Conciliations	-	-	-	4	5	3	2	25

Jugements rédigés (hors injonctions de payer)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	48	114	121	123**	198**	238**	362**	227**

*sans les contraventions
**sans les décisions pénales

Organisation et compétence des tribunaux d'instance

Les tribunaux d'instance sont institués au siège de chaque tribunal de grande instance avec le même ressort territorial par la loi n°10-93/ ADP du 17 mai 1993 modifiée par la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004 (articles 38 et suivants). Ils sont composés d'un président, d'un représentant du ministère public désigné par le procureur du Faso près le tribunal de grande instance parmi ses substituts et d'un greffier en chef.

Les tribunaux d'instance fonctionnels sont aujourd'hui au nombre de deux (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou). Les autres tribunaux n'étant pas opérationnels, leurs compétences sont exercées par les tribunaux de grande instance.

Les tribunaux d'instance connaissent à charge d'appel de tous litiges en matière civile et commerciale dont le taux évalué est supérieur à cent mille (100 000) FCFA sans pouvoir excéder un million (1 000 000) FCFA, ainsi que de toutes les contraventions en matière pénale. Ils sont également compétents pour connaître en appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissement.

Tableau 3.85 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	78	137	130	128	199	186	182	209
Bobo-Dioulasso	19	53	52	59	70	66	73	53
Ouagadougou	59	84	78	69	129	120	109	156

Tableau 3.86 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	412	646	544	383	355	280	395	350
Bobo-Dioulasso	87	152	240	190	142	126	202	214
Ouagadougou	325	494	304	193	213	154	193	136

Tableau 3.87 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	76	173	217	114**	164**	121**	135**	116**
Bobo-Dioulasso	37	99	151	52	44	35	53	41
Ouagadougou	39	74	66	62	120	86	82	75

**sans les décisions pénales

Tableau 3.88 : Jugements rédigés par tribunal d'instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	48	114	121	123*	198**	238**	360**	227**
Bobo-Dioulasso	19	50	52	47	131	172	161	158
Ouagadougou	29	64	69	76	67	66	201	69

**sans les décisions pénales

Tableau 3.89 : décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance en 2011

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Civiles	82	19	4	0	0	0	105
Commerciales	23	6	2	0	0	0	31
Ensemble	105	25	6	0	0	0	136

Tableau 3.90 : Activités des tribunaux de simple police

	Bobo-Dioulasso					Ouagadougou				
	2007	2008	2009	2010	2011	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires nouvelles	53	34	28	54	65	48	32	27	42	48
Décisions rendues	43	49	19	37	46	26	7	7	34	16
Décisions rédigées	36	49	19	37	46	26	7	5	26	6

III.6. Juridictions pour enfants : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal pour enfants (TPE) ou au cabinet du juge des enfants (JE).

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le juge des enfants devant le tribunal pour enfants pour qu'elle soit rejugée.

Autres : Décision autre que : placement, remise à parent et emprisonnement.

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Confirmation : Décision par laquelle le Tribunal pour enfants consolide et maintient la décision du juge des enfants.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps .voire de peines complémentaires.

Décision rendue : Affaire sur laquelle le juge des enfants ou le Tribunal pour enfants a statué et rendu son jugement.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Emprisonnement : Peine privative de liberté, consistant dans l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Infirmation : Annulation totale par le Tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur impliqué : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineurs concernés : Mineur impliqué dans une affaire de mineurs en danger.

Placement : Mesure éducative, ordonnée par le juge, à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative), qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Réformation : Infirmation partielle par le tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

Remise à parent : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l' (le) (ré) intégrer dans sa famille.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le tribunal pour enfants sans passer par la juridiction de 1er degré qu'est le juge des enfants.

Sources statistiques

Rôles, pluriactifs des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.

Tableau 3.91 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires nouvelles	0	71	49	60	92	98	89	72
<i>Contraventions</i>	0	1	1	1	0	0	0	01
<i>Délits</i>	0	64	42	57	85	98	89	66
<i>Crimes</i>	0	6	6	2	7	0	0	5
Décisions rendues	0	42	49	61	94	99	73	59
<i>Placements</i>	0	10	8	21	15	25	15	15
<i>Remises à parents</i>	0	17	21	18	7	13	17	6
<i>Emprisonnements</i>	0	1	11	13	51	47	41	38
<i>Autres</i>	0	14	9	9	21	14	0	0
Nombre de mineurs impliqués	0	12	14	67	112	112	97	79
Affaires en cours d'instruction au 31décembre	0	13	17	14	7	15	21	20

Tableau 3.92 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires nouvelles	0	12	10	6	20	7	11	11
Mineurs concernés	0	5	4	7	48	227	32	19
Décisions rendues	0	8	14	5	18	230	32	19
<i>Placements</i>	0	1	1	4	15	230	30	18
<i>Remises à parents</i>	0	2	2	1	2	0	0	0
<i>Autres</i>	0	5	11	0	1	0	2	1

Tableau 3.93 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	0	71	49	60	92	98	89	72
Bobo-Dioulasso	0	23	27	32	29	26	21	33
Ouagadougou	0	48	22	28	63	72	68	39

Tableau 3.94 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	0	42	49	61	94	99	73	59
Bobo-Dioulasso	0	17	26	35	25	28	22	27
Ouagadougou	0	25	23	26	69	71	51	32

Tableau 3.95 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	0	12	10	6	20	7	11	11
Bobo-Dioulasso	0	12	10	4	5	0	5	4
Ouagadougou	0	0	0	2	15	7	6	7

Tableau 3.96 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	0	8	14	5	18	230	32	18
Bobo-Dioulasso	0	8	14	3	13	3	6	3
Ouagadougou	0	0	0	2	5	227	26	15

Organisation et compétence des juridictions pour mineurs

Les juridictions pour enfants sont au nombre de deux :

Le tribunal pour enfants : Il est créé conformément à l'article 67 de la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004, au siège de chaque cour d'appel. Ils sont donc au nombre de deux actuellement (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou).

Les tribunaux pour enfants sont composés d'un président, de deux juges, de deux assesseurs titulaires et deux assesseurs suppléants, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers.

Les tribunaux pour enfants ont compétence pour :

- juger des crimes imputés aux mineurs de moins de dix huit (18) ans) ;
- connaître en appel des décisions rendues par le juge des enfants.

Les tribunaux pour enfants, en matière criminelle, statuent en premier et dernier ressort.

Le juge des enfants : Il est créé par l'article 63 de la loi n°028-2004/ AN du 8 septembre 2004 qui stipule qu' « il est institué au siège de chaque tribunal de grande instance un ou plusieurs juges pour enfants ». Ils sont au nombre de deux actuellement (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou) à être opérationnels.

La juridiction du juge pour enfants est composée d'un président, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers. Elle est compétente pour :

- connaître des contraventions et délits commis par les mineurs de moins de 18 ans ;
- ordonner toute mesure utile lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger.

Le juge pour enfants est juge d'instruction en matière criminelle. Il statue en chambre de conseil, à charge d'appel devant le tribunal pour enfants.

Tableau 3.97 : Activités des tribunaux pour enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Affaires nouvelles	0	0	11	1	15	1	15	9
Contraventions	0	0	0	0	0	0	0	0
Délits	0	0	3	1	4	1	0	2
Crimes	0	0	8	0	11	0	15	7

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Décisions rendues	0	0	2	0	11	10	0	16
Saisines directes								
Placements	0	0	0	0	0	0	0	0
Remise à parents	0	0	0	0	0	3	0	1
Emprisonnements	0	0	0	0	7	1	0	2
Autres	0	0	1	0	2	1	0	1
En appel								
Confirmation	0	0	0	0	1	2	0	0
Réformation	0	0	1	0	1	2	0	0
Infirmité	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	1	0	12

Tableau 3.98 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	0	0	11	1	15	1	15	9
Bobo-Dioulasso	0	0	9	1	13	1	3	4
Ouagadougou	0	0	2	0	2	0	12	5

Tableau 3.99 : Décisions rendues par tribunal pour enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	0	0	1	0	11	10	0	16
Bobo-Dioulasso	0	0	1	0	11	10	0	4
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	12

III.7. Tribunaux du travail

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal du travail.

Autres : Toute affaire qui met en conflit un employé et son employeur et qui n'est pas liée : à la rupture du contrat de travail, au non paiement de salaire, à la formation ou à l'insertion professionnelle, à la reconstitution de carrière et à la protection sociale.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Non paiement de salaire : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions relevant d'un autre régime.

Recours : Toute voie prévue par la loi permettant à une partie de faire rejurer une affaire soit devant le tribunal du travail, soit devant la chambre sociale de la Cour d'Appel.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal de travail devant la chambre sociale de la Cour d'Appel pour qu'elle soit rejugée.

Opposition : Recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Rupture de contrat de travail : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Sécurité sociale : Ensemble des mesures législatives et administratives qui ont pour objet de garantir les individus et les familles contre certains risques appelés risques sociaux.

Tableau 3.100 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail

Affaires nouvelles selon leur nature	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	340	354	323	440	459	578	673	710	739	756
Rupture de contrat de travail	303	316	275	336	260	325	448	424	364	390
Non paiement de salaire	20	17	17	36	98	113	82	109	143	163
Reconstitution de carrière	10	14	18	9	11	19	30	15	10	16
Référés	0	1	1	31	53	52	52	89	70	79
Sécurité sociale	3	1	4	4	20	24	3	8	5	11
Autres	4	5	8	24	17	45	58	65	147	97

Décisions rendues selon leur nature (y compris référés)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	316	295	457	447	379	346	423	488	674	618
Décisions sur le fond	281	269	408	405	336	292	345	408	519	425
<i>Acceptation totale</i>	<i>102</i>	<i>90</i>	<i>255</i>	<i>215</i>	<i>170</i>	<i>64</i>	<i>114</i>	<i>79</i>	<i>101</i>	<i>117</i>
<i>Acceptation partielle</i>	<i>132</i>	<i>126</i>	<i>84</i>	<i>112</i>	<i>109</i>	<i>186</i>	<i>159</i>	<i>255</i>	<i>315</i>	<i>238</i>
<i>Rejet</i>	<i>47</i>	<i>53</i>	<i>69</i>	<i>78</i>	<i>57</i>	<i>42</i>	<i>72</i>	<i>74</i>	<i>103</i>	<i>70</i>
Autres décisions	35	26	49	42	43	54	78	80	155	193
<i>Incompétence</i>	<i>15</i>	<i>7</i>	<i>10</i>	<i>5</i>	<i>7</i>	<i>10</i>	<i>15</i>	<i>21</i>	<i>25</i>	<i>25</i>
<i>Désistement</i>	<i>4</i>	<i>1</i>	<i>12</i>	<i>1</i>	<i>6</i>	<i>12</i>	<i>32</i>	<i>37</i>	<i>91</i>	<i>134</i>
<i>Radiation</i>	<i>16</i>	<i>18</i>	<i>27</i>	<i>36</i>	<i>30</i>	<i>19</i>	<i>11</i>	<i>10</i>	<i>10</i>	<i>4</i>
<i>Avant dire droit</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>13</i>	<i>20</i>	<i>12</i>	<i>29</i>	<i>30</i>

Décisions rendues par type (y compris référés)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	316	295	457	447	379	327*	390*	456*	590*	497*
Contradictoire	291	270	396	395	334	286	332	384	469	376
Réputé contradictoire	8	4	9	14	16	12	22	19	36	43
Par défaut	17	21	52	38	29	29	36	53	85	78

Recours	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Opposition	5	7	30	9	3	11	7	21	22	25
Appel	242	191	302	280	303	241	240	318	296	241
Ensemble	247	198	332	289	306	252	247	339	318	266

Décisions rédigées	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	308	274	427	415	356	336	344	470	527	472

*Hors radiations

Décisions rendues selon la durée de la procédure	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Décisions rendues	21	75	162	81	53	44	436

Organisation et compétence des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est une juridiction d'exception, relevant toutefois de l'ordre judiciaire, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par la loi n°286-2008/ AN du 13 mai 2008 portant code de travail au Burkina Faso (.promulguée par le décret 2008-331 du 19 Juin 2009).

Actuellement au nombre de trois (Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouagadougou), les tribunaux du travail sont composés d'un président. de juges des assesseurs employeurs ., d' assesseurs travailleurs d'un greffier en chef ;de greffiers du secretaire de greffe ..

Le tribunal du travail est compétent pour connaître :

- des différends individuels pouvant s'élever entre travailleurs et employeurs à l'occasion du contrat de travail, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- des différends individuels nés entre maître et apprenti à l'occasion d'un contrat d'apprentissage ;
- des différends individuels relatifs aux conventions collectives ou aux arrêtés en tenant lieu ;
- des différends individuels nés entre travailleurs à l'occasion du travail ;
- des différends collectifs concernant les travailleurs, exclusion faite de ceux des services, entreprises et établissements publics.

Le tribunal du travail est saisi par une déclaration écrite ou verbale faite au greffe du tribunal, à laquelle est jointe une copie conforme du procès-verbal de non conciliation ou de conciliation partielle émanant de l'inspection de travail. La procédure est gratuite.

Tableau 3.101 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	340	354	323	440	459	578	673	710	739	756
Bobo-Dioulasso	117	83	111	124	115	148	129	110	130	127
Koudougou	0	31	15	39	43	45	71	27	53	49
Ouagadougou	223	240	197	277	301	385	473	573	556	580

Tableau 3.102 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	303	316	275	336	260	325	448	424	424	390
Bobo-Dioulasso	104	73	75	83	84	109	73	14	83	17
Koudougou	0	24	12	14	32	26	40	2	34	30
Ouagadougou	199	219	188	239	144	190	335	408	307	343

Tableau 3.103 : Affaires nouvelles de non paiement de salaires par tribunal du travail

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	20	17	17	36	98	113	82	109	68	163
Bobo-Dioulasso	7	5	9	21	6	16	25	77	8	78
Koudougou	0	3	3	5	6	13	9	12	16	11
Ouagadougou	13	9	5	10	86	84	48	20	44	74

Tableau 3.104 : Décisions rendues par tribunal du travail

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	316	295	457	447	379	346	423	488	674	618
Bobo-Dioulasso	99	78	95	85	75	82	140	100	102	85
Koudougou	0	0	36	41	21	47	48	56	50	29
Ouagadougou	217	217	326	321	283	217	235	332	522	504

Tableau 3.105 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	281	269	408	405	336	292	345	408	519	425
Bobo-Dioulasso	94	76	70	82	73	68	102	91	84	56
Koudougou	0	0	36	41	20	34	41	29	31	22
Ouagadougou	187	193	302	282	243	190	202	288	404	347

Tableau 3.106 : Décisions rédigées par tribunal du travail

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	308	274	427	415	356	336	344	470	527	472
Bobo-Dioulasso	109	74	79	89	86	89	116	102	83	47
Koudougou	0	0	41	41	21	44	41	37	34	29
Ouagadougou	199	200	307	285	249	203	187	331	410	396

IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1. Cour des comptes

Concepts

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à un agent comptable par la Cour des comptes pour retard dans la production des comptes ou dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées.

Arrêt provisoire : Jugement de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Arrêt définitif : Jugement de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Avis : Opinion émise par la Cour des comptes, par exemple sur la régularité et la sincérité des comptes d'une entreprise publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, toutefois, sous réserve de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Lettre du Président : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Quitus : Acte par lequel la gestion d'une personne est reconnue exacte et régulière et qui décharge cette personne de responsabilité.

Rapport sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Rapport public : Tous les ans, la Cour des comptes examine les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées et forme, avec celles qu'elle retient, un rapport.

Référé : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Abréviations :

CCOE : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat.

CCOCT : Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales.

CCEP : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour des comptes.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plunitifs des 'audiences de la Cour des comptes.

Tableau 4.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Comptes de gestion reçus	47	85	378	446	352	835	472	247	234	399
CCOE	31	44	49	49	139	120	112	76	74	73
CCOCT	0	0	288	339	152	470	336	158	144	304
CCEP*	16	41	41	58	61	245	24	13	16	22
Comptes de gestion attendus	nd	nd	nd	nd	nd	nd	543	354	234	468
CCOE	nd	nd	nd	nd	nd	nd	65	66	74	71
CCOCT	nd	nd	nd	nd	nd	nd	364	267	144	364
CCEP*	nd	nd	nd	nd	nd	nd	114	21	16	33

Décisions rendues	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Arrêts provisoires	0	0	0	0	2	24	24	94	36	22
CCOE	0	0	0	0	0	2	3	3	1	3
CCOCT	0	0	0	0	2	22	21	91	35	19
Arrêts définitifs	0	0	0	0	0	2	21	61	18	117
Quitus	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Débet	0	0	0	0	0	0	5	0	0	1
Décharge et amendes	0	0	0	0	0	0	16	61	18	116

* La CCEP reçoit les comptes mais n'est pas compétente en matière juridictionnelle.

Tableau 4.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Contrôles effectués	0	2	6	11	3	13	11	11	3	8
CCOE	0	0	0	0	0	4	3	4	2	3
CCEP	0	0	3	5	1	6	6	4	1	4
CCOCT	0	2	3	6	2	3	2	3	0	1

Décisions rendues par chambre	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Référés	0	0	5	17	7	8	6	6	0	4
CCOE	0	0	1	6	1	1	0	4	0	2
CCEP	0	0	2	7	4	3	6	1	0	1
CCOCT	0	0	2	4	2	4	0	1	0	1
Lettres du président	0	1	3	1	1	4	25	2	0	1
CCOCT	0	1	3	1	0	0	0	0	0	0
CCEP	0	0	0	0	1	2	25	1	0	1
CCOE	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0

Tableau 4.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Avis rendus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rapports	0	0	2	2	1	1	3	2	2	2
Public	0	0	1	1	0	0	2	1	1	1
Exécution de la loi des finances	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Organisation et compétence de la Cour des comptes

Créée par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle est composée d'un premier président, de présidents de chambres, de conseillers, d'un procureur général, de commissaire du gouvernement d'un greffier en chef et de greffiers.

La Cour des comptes est chargée du contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques. Elle participe au contrôle de l'exécution des lois des finances, assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics à caractère industriel et commercial. Sur demande du Gouvernement, elle examine pour avis, les projets de loi, d'ordonnance et de décret réglementaire portant sur l'organisation et le fonctionnement des services financiers de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics.

La Cour des comptes comprend trois chambres :

- la chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat ;
- la chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités locales ;
- la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour.

IV.2. Conseil d'État

Concepts

Acceptation : Fait que le Conseil d'Etat, saisi par une partie pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet des débats au Conseil d'Etat et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au Conseil d'Etat.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un recours en annulation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal administratif devant le Conseil d'Etat pour qu'elle soit rejugée.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Confirmation : Décision par laquelle le Conseil d'Etat consolide et maintient la décision des premiers juges.

Décision sur le fond : Décision du Conseil d'Etat touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Incompétence : Défaut d'aptitude du Conseil d'Etat à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du Conseil d'Etat sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le Conseil d'Etat tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le Conseil d'Etat sans passer par la juridiction de 1^{er} degré qu'est le tribunal administratif.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Sentence arbitrale : Décision rendue par un arbitre ou un tribunal arbitral.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des audiences du Conseil d'Etat.

Tableau 4.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	35	47	67	50	87	62	63	79	87	94
Fonction publique	17	13	23	16	19	21	21	24	24	13
Marchés publics	4	5	1	2	3	10	3	4	10	12
Foncier	8	20	23	17	26	23	24	29	26	30
Fiscal	0	1	6	0	0	0	4	0	5	0
Électoral	0	0	0	0	24	0	1	0	0	0
Sentences arbitrales	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0
Autres	6	8	14	15	15	8	8	22	22	39

Affaires jugées selon la nature de la saisine	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	10	11	46	38	60	53	55	64	27	57
Saisines directes	4	6	25	12	10	10	4	13	6	10
Appel	6	5	19	24	45	36	46	42	18	41
Cassation	0	0	2	2	5	7	5	9	3	6

Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en saisine directe	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	4	6	25	12	10	10	4	13	6	10
Acceptation	1	2	2	0	0	1	0	2	2	3
Rejet	2	0	6	3	4	5	1	4	2	1
Incompétence	0	2	5	4	3	2	3	4	1	1
Irrecevabilité	1	2	12	5	3	2	0	3	1	5

Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en appel	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	6	5	19	24	45	36	46	42	18	41
Confirmation (totale ou partielle)	5	2	2	9	15	21	29	25	11	26
Rejet	0	2	11	7	14	0	0	0	0	0
Incompétence	0	0	0	0	2	0	1	0	0	0
Irrecevabilité	1	0	0	2	5	5	6	4	3	4
Annulation	0	1	6	6	9	10	10	13	4	11

Décisions rendues selon leur nature pour les arrêts en cassation	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	0	0	2	2	5	7	5	9	3	6
Cassation	0	0	0	0	0	1	0	2	1	2
Rejet	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0
Incompétence	0	0	0	2	3	2	5	7	1	4
Irrecevabilité	0	0	1	0	0	4	0	0	1	0

Décisions rédigées	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	13	17	32	40	55	23	46	57	25	47

Organisation et compétence du Conseil d'Etat

Institué par la loi organique n° 15-2000/ AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif.

Il se compose d'un premier président, des présidents des chambres, des conseillers, d'un commissaire du gouvernement, des commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef et de greffiers.

Outre les magistrats, le Conseil d'Etat est composé de fonctionnaires ou de personnalités ayant une expérience professionnelle d'au moins quinze ans, désignés en raison de leur compétence ou de leur expérience en matière juridique ou administrative, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Ils ont la qualité de magistrats pendant la durée de leur mandat. Ils jouissent des mêmes avantages et sont soumis aux mêmes obligations que les magistrats de l'ordre judiciaire.

Le Conseil d'Etat est le juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs.

Il statue sur les pourvois formés contre les décisions rendues en premier et dernier ressort par les tribunaux administratifs et les juridictions spécialisées.

Il connaît en premier et dernier ressorts des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif.

Il connaît également des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes dont le contentieux relève de sa compétence.

Tableau 4.5 : Activités du Commissariat du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011
Ensemble	80	77	66	68	74	36	42	65
Fonction publique	37	26	25	16	32	9	20	16
Marchés publics	2	4	4	9	2	1	3	8
Foncier	29	30	24	21	29	17	12	20
Fiscal	2	1	3	2	2	1	3	2
Électoral	1	0	0	0	1	0	0	0
Autres	9	16	10	20	8	8	4	19

IV.3. Tribunaux administratifs

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal administratif.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser une instruction.

Décision sur le fond : Décision du tribunal administratif touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal administratif a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal administratif à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal administratif tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Tableau 4.6 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	96	93	105	105	210	158	165	216	184	194
Fonction publique	11	10	14	15	24	43	51	72	59	50
Marchés publics	5	4	3	12	12	14	18	17	23	42
Foncier	32	30	49	44	44	65	60	68	64	81
Fiscal	4	1	7	4	6	3	2	16	2	0
Électoral	15	0	0	0	93	0	3	5	1	0
Autres	29	48	32	30	31	33	31	38	35	21

Décisions rendues selon leur nature	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	86	95	125	111	221	151	115	122	186	127
Décisions sur le fond	52	42	65	60	130	72	51	67	103	73
<i>Acceptation totale</i>	31	18	39	27	40	39	20	35	62	31
<i>Acceptation partielle</i>	5	3	10	9	23	17	19	18	17	17
<i>Rejet</i>	16	21	16	24	67	16	12	14	24	25
Autres décisions	34	53	60	51	91	79	64	55	83	54
<i>Incompétence</i>	4	3	7	6	8	14	10	6	15	10
<i>Irrecevabilité</i>	18	31	33	28	52	44	29	31	41	18
<i>Désistement</i>	7	15	11	7	14	7	14	10	7	14
<i>Avant dire droit</i>	5	4	9	10	17	14	11	8	20	12

Décisions rédigées	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	53	81	118	93	143	84	87	124	146	87

Décisions rendues selon la durée de la procédure	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Décisions rendues	13	4	17	49	10	6	99

Organisation et compétence des tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs sont créés par la loi organique n° 21-95/ ADP du 16 mai 1995 au siège de chaque tribunal de grande instance.

Le tribunal administratif comprend : un président (qui est toujours un magistrat de l'ordre judiciaire), un commissaire du gouvernement (qui est un magistrat de l'ordre judiciaire ou un fonctionnaire de l'administration générale titulaire au moins d'une maîtrise en droit) et un greffier.

Le tribunal administratif est, en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun du contentieux administratif.

Il statue en dernier ressort à charge de pourvoi devant le Conseil d'Etat dans les cas déterminés par la loi.

Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Le tribunal administratif, compétent pour connaître d'une demande principale, l'est également pour connaître de toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle, relevant de sa compétence ainsi que les exceptions relevant de la compétence des juridictions administratives.

Tableau 4.7 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	96	93	105	105	210	158	165	216	184	194
Banfora	0	0	0	0	6	0	1	2	1	0
Bobo-Dioulasso	18	23	22	13	53	31	31	25	23	30
Bogandé	-	-	-	1	2	0	0	1	1	1
Boromo	-	-	-	-	0	1	2	0	0	3
Dédougou	2	4	1	3	10	3	2	2	2	4
Diapaga	-	-	-	-	0	0	0	0	0	2
Diébougou										0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	1	1	0
Dori	0	1	1	0	0	0	0	0	1	4
Fada N'gourma	1	1	2	0	4	3	4	3	2	0
Gaoua	6	11	3	6	15	1	8	6	0	5
Kaya	2	0	0	0	4	2	3	1	2	7
Kongoussi	-	-	-	0	5	5	2	3	0	0
Koudougou	0	0	3	3	6	4	3	18	5	3
Léo	-	-	-	-	-	-	1	2	2	0
Manga	-	-	-	-	4	0	3	1	4	0
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouagadougou	63	51	73	72	83	75	105	121	127	126
Ouahigouya	3	2	0	0	5	26	0	2	4	2
Tenkodogo	1	0	0	6	7	1	0	21	5	5
Tougan	-	-	-	0	4	3	0	0	1	1
Yako	-	-	-	-	0	0	0	4	0	0
Ziniaré	-	-	-	1	2	3	0	2	3	1

Tableau 4.8 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	32	30	49	44	44	65	60	68	64	81
Banfora	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Bobo-Dioulasso	7	8	15	9	17	18	15	17	17	21
Bogandé	-	-	-	0	0	0	0	1	0	1
Boromo	-	-	-	-	0	1	1	0	0	3
Dédougou	2	4	1	3	4	1	1	1	1	3
Diapaga	-	-	-	-	0	0	0	0	0	2
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-			0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0
Dori	0	0	1	0	0	0	0	0	0	2
Fada N'gourma	0	1	0	0	1	1	2	3	0	0
Gaoua	4	1	0	5	0	1	3	2	0	2
Kaya	0	0	0	0	0	2	2	1	2	5
Kongoussi	-	-	-	0	1	0	2	2	0	0
Koudougou	0	0	3	3	2	3	1	8	5	2
Léo	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Manga	-	-	-	0	0	0	1	0	0	0
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouagadougou	15	15	29	21	18	20	31	25	35	35
Ouahigouya	3	1	0	0	1	13	0	1	2	0
Tenkodogo	1	0	0	3	0	1	0	4	1	3
Tougan	-	-	-	0	0	3	0	0	0	1
Yako	-	-	-	-	0	0	0	2	0	0
Ziniaré	-	-	-	0	0	1	0	0	1	1

Tableau 4.9 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	95	125	111	221	151	115	122	186	127
Banfora	0	0	0	5	1	1	1	1	0
Bobo-Dioulasso	15	28	19	51	35	31	26	21	22
Bogandé	-	-	0	1	0	0	0	1	1
Boromo	-	-	-	0	1	0	0	0	1
Dédougou	0	0	0	7	2	3	0	2	4
Diapaga	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Dori	1	1	0	0	3	1	0	0	2
Fada N'gourma	0	1	0	3	0	0	0	2	1
Gaoua	1	5	0	20	0	3	2	5	0
Kaya	0	0	0	4	2	1	1	1	3
Kongoussi	-	-	0	4	0	5	0	0	0
Koudougou	0	3	4	6	8	0	3	8	12
Léo	-	-	-	-	-	0	0	2	0
Manga	-	-	0	4	0	2	2	2	3
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouagadougou	71	87	88	95	63	64	86	130	70
Ouahigouya	7	0	0	5	35	0	0	0	4
Tenkodogo	0	0	0	11	0	2	1	6	1
Tougan	-	-	0	4	0	0	0	3	0
Yako	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	-	-	0	1	1	2	0	0	3

Tableau 4.10 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	42	65	60	130	72	51	67	103	73
Banfora	0	0	0	4	1	1	1	1	0
Bobo-Dioulasso	9	19	12	35	15	13	17	8	15
Bogandé	-	-	0	0	0	0	0	0	1
Boromo	-	-	-	0	1	0	0	0	0
Dédougou	0	0	0	3	2	1	0	1	3
Diapaga	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Diébougou								0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Dori	1	1	0	0	2	1	0	0	2
Fada N'gourma	0	1	0	1	0	0	0	1	0
Gaoua	1	4	0	15	0	2	1	1	0
Kaya	0	0	0	0	1	0	1	1	2
Kongoussi	-	-	0	3	0	0	0	0	0
Koudougou	0	2	3	6	4	0	2	4	4
Léo	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Manga	-	-	0	2	0	0	1	2	2
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouagadougou	27	38	45	48	30	33	43	77	40
Ouahigouya	4	0	0	4	15	0	0	0	2
Tenkodogo	0	0	0	7	0	0	1	4	1
Tougan	-	-	0	2	0	0	0	2	0
Yako	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	-	-	0	0	1	0	0	0	1

Tableau 4.11 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif

	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	140	100	114	185	123
Banfora	1	1	1	1	0
Bobo-Dioulasso	34	31	25	21	22
Bogandé	0	0	0	1	1
Boromo	1	0	0	0	1
Dédougou	2	3	0	2	4
Diapaga	0	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	0	0
Djibo	-	-	0	0	0
Dori	3	1	0	0	2
Fada N'gourma	0	0	0	2	1
Gaoua	0	3	2	5	0
Kaya	2	1	1	1	3
Kongoussi	0	5	0	0	0
Koudougou	8	0	3	8	12
Léo	-	0	0	2	0
Manga	0	2	1	2	3
Nouna	-	-	0	0	0
Orodara	-	-	0	0	
Ouagadougou	54	49	80	129	67
Ouahigouya	34	0	0	0	4
Tenkodogo	0	2	1	6	0
Tougan	0	0	0	3	0
Yako	0	0	0	0	0
Ziniaré	1	2	0	2	3

Tableau 4.12 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	61	76	91	96	202	158	149	147	158	151
Fonction publique	10	8	15	15	23	39	39	38	51	37
Marchés publics	4	3	3	11	11	14	1	12	18	25
Foncier	22	35	40	34	53	71	54	43	54	64
Fiscal	4	1	6	5	5	4	12	9	5	1
Électoral	0	0	0	0	78	0	2	2	1	0
Autres	21	29	27	31	32	30	41	43	29	24

Conclusions rendues selon le type de contentieux	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	57	83	101	93	197	150	89	177	185	134
Fonction publique	11	23	26	15	18	16	21	51	50	42
Marchés publics	3	4	6	7	7	22	1	15	23	19
Foncier	24	38	45	34	67	67	33	44	60	51
Fiscal	1	1	2	4	4	7	6	19	14	1
Électoral	0	0	0	0	68	0	2	2	1	0
Autres	18	17	22	33	33	38	26	46	37	21

Tableau 4.13 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	61	76	91	96	202	158	149	147	158	151
Banfora	0	0	0	0	6	0	1	0	1	0
Bobo-Dioulasso	0	1	7	3	48	28	35	26	20	20
Bogandé	-	-	-	1	2	0	0	0	1	0
Boromo	-	-	-	-	1	1	0	0	0	5
Dédougou	2	4	1	3	10	3	0	7	3	0
Diapaga	-	-	-	-	0	0	0	0	0	2
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Dori	0	0	1	0	0	3	1	0	1	0
Fada N'gourma	1	2	2	0	4	3	0	2	0	0
Gaoua	6	11	3	4	16	1	0	6	0	4
Kaya	1	1	1	2	4	2	2	1	1	0
Kongoussi	-	-	-	0	5	5	2	0	0	0
Koudougou	0	0	3	4	3	4	2	7	17	0
Léo	-	-	-	-	-	-	0	1	1	0
Manga	-	-	-	0	4	0	3	3	4	4
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouagadougou	50	51	73	72	84	75	102	86	101	109
Ouahigouya	0	6	0	0	7	26	0	0	0	3
Tenkodogo	1	0	0	6	2	1	0	3	5	0
Tougan	-	-	-	0	4	3	0	0	3	1
Yako	-	-	-	-	0	0	0	3	0	0
Ziniaré	-	-	-	1	2	3	1	2	0	3

Tableau 4.14 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	57	83	101	93	197	150	89	177	185	134
Banfora	0	0	0	0	5	1	1	0	1	0
Bobo-Dioulasso	0	1	7	3	48	28	35	24	21	19
Bogandé	-	-	-	0	0	0	0	0	1	0
Boromo	-	-	-	-	1	1	0	0	0	2
Dédougou	0	0	0	0	8	2	0	7	3	1
Diapaga	-	-	-	-	0	0	0	0	0	2
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Dori	0	0	1	0	0	3	1	0	0	0
Fada N'gourma	0	0	1	0	3	0	0	0	0	2
Gaoua	6	1	4	0	20	0	0	2	1	0
Kaya	2	0	0	0	4	2	2	0	1	3
Kongoussi	-	-	-	0	4	3	0	0	0	0
Koudougou	0	0	3	4	3	8	0	7	17	0
Léo	-	-	-	-	-	-	0	0	1	0
Manga	-	-	-	0	4	0	2	2	4	6
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouagadougou	48	75	85	86	93	65	47	130	128	91
Ouahigouya	0	6	0	0	0	35	0	0	0	4
Tenkodogo	1	0	0	0	2	1	0	3	5	1
Tougan	-	-	-	0	0	0	0	0	2	0
Yako	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	-	-	-	0	2	1	1	2	0	3

V. Etablissements pénitentiaires

V.1. Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Détenu : Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou de toute autre décision de justice.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, s'échappe ou tente de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Entrée, incarcération : Mise en détention, emprisonnement.

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Majeur : Personne âgée d'au moins 18 ans.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

OMD : Ordre donné par le procureur au régisseur de mettre à sa disposition un détenu.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et dont le procureur du Faso décide de la mise en détention en vue de la manifestation de la vérité.

Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil) exprimé en pourcentage.

Sources statistiques

Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des inculpés, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels, registres de décès, d'évasion, d'hospitalisation, de la main courante, d'application des peines.

Note :

Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, les données des maisons d'arrêt de Ziniaré et de Yako sont intégrées dans celles des maisons d'arrêt de Ouagadougou et de Ouahigouya respectivement. En effet, les premières maisons d'arrêt, bien qu'ayant une existence officielle et effective, n'ont pas encore intégré leurs locaux propres.

Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, Baporo désigne le Centre pénitentiaire agricole de Baporo.

Tableau 5.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble des détenus	2 530	2 414	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5198	5039
Détenus en attente de jugement	1 494	1 155	1 366	1 448	1 195	1 947	2 013	2 410	2019	1880
<i>Inculpés (en instruction)</i>	<i>804</i>	<i>772</i>	<i>862</i>	<i>936</i>	<i>990</i>	<i>1 131</i>	<i>1 240</i>	<i>1 328</i>	<i>1160</i>	<i>1096</i>
<i>Prévenus</i>	<i>690</i>	<i>383</i>	<i>504</i>	<i>512</i>	<i>205</i>	<i>674</i>	<i>563</i>	<i>1 000</i>	<i>689</i>	<i>522</i>
<i>OMD</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>142</i>	<i>210</i>	<i>82</i>	<i>170</i>	<i>262</i>
Condamnés	1 036	1 259	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 990	3179	3159

Tableau 5.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Capacité d'accueil	1 820	1 820	1 820	2 300	2 660	2 660	2 780	3 140	3260	3380
Nombre de détenus au 31 décembre	2 530	2 414	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5198	5039
Taux d'occupation (en %)	139,0	132,6	153,8	144,1	116,8	158,2	172,7	172,0	159,4	149,1

Tableau 5.3 : Incarcérations

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble des incarcérations	6 535	6 540	7 342	7 528	8 418	8 645	10 94	11 077	10122	8257
Hommes	6 366	6 419	7 160	7 368	8 210	8 376	10 65	10 672	9 813	8032
Femmes	169	121	182	160	208	269	28	405	309	225

Répartition des entrées selon l'âge	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Mineurs	347	281	271	296	394	470	702	716	540	483
<i>13 ans à moins de 15 ans</i>	<i>54</i>	<i>51</i>	<i>42</i>	<i>43</i>	<i>67</i>	<i>69</i>	<i>70</i>	<i>115</i>	<i>93</i>	<i>75</i>
<i>15 ans à moins de 18 ans</i>	<i>293</i>	<i>230</i>	<i>229</i>	<i>253</i>	<i>327</i>	<i>401</i>	<i>632</i>	<i>685</i>	<i>447</i>	<i>408</i>
Majeurs	6 188	6 259	7 071	7 232	8 024	8 175	10243	10 361	9582	7774
<i>18 ans à moins de 21 ans</i>	<i>971</i>	<i>883</i>	<i>972</i>	<i>1 028</i>	<i>1 122</i>	<i>1 082</i>	<i>1 386</i>	<i>1 318</i>	<i>1227</i>	<i>966</i>
<i>21 ans à moins de 25 ans</i>	<i>1 261</i>	<i>1 129</i>	<i>1 551</i>	<i>1 377</i>	<i>1 718</i>	<i>1 612</i>	<i>2 013</i>	<i>1 731</i>	<i>1615</i>	<i>1446</i>
<i>25 ans à moins de 30 ans</i>	<i>1 494</i>	<i>1 574</i>	<i>1 534</i>	<i>1 712</i>	<i>1 941</i>	<i>1 779</i>	<i>2 646</i>	<i>2 891</i>	<i>2251</i>	<i>1888</i>
<i>30 ans à moins de 40 ans</i>	<i>1 481</i>	<i>1 603</i>	<i>1 805</i>	<i>1 840</i>	<i>1 924</i>	<i>2 230</i>	<i>2 639</i>	<i>2 757</i>	<i>2728</i>	<i>2119</i>
<i>40 ans à moins de 60 ans</i>	<i>845</i>	<i>953</i>	<i>1 049</i>	<i>1 140</i>	<i>1 144</i>	<i>1 303</i>	<i>1 375</i>	<i>1 481</i>	<i>1601</i>	<i>1219</i>
<i>60 ans et plus</i>	<i>136</i>	<i>117</i>	<i>160</i>	<i>135</i>	<i>175</i>	<i>169</i>	<i>184</i>	<i>183</i>	<i>160</i>	<i>136</i>

Autres mouvements, événements	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Évasions	190	181	244	89	680	106	116	48	88	41
Décès	36	23	22	33	34	45	68	62	119	79
Hospitalisations	31	52	71	105	95	215	268	292	301	287
Sorties autorisées	707	673	768	666	781	1214	639	588	722	688

Tableau 5.4 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011
Ensemble	2 530	2 414	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5198	5039
Banfora	-	-	-	110	149	179	134	180	195	185
Baporo	33	35	56	76	66	82	43	24	43	48
Bobo-Dioulasso	392	432	501	525	515	497	547	513	552	487
Bogandé	-	-	-	62	95	151	145	183	136	125
Boromo	-	-	-	-	79	98	156	148	148	144
Dédougou	174	215	242	232	158	192	208	211	180	157
Diapaga	-	-	-	-	29	58	104	91	105	98
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	72
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	83	97	105
Dori	80	84	77	63	77	119	161	161	144	141
Fada N'gourma	173	136	193	156	155	232	265	325	333	328
Gaoua	181	179	180	205	173	202	235	231	185	115
Kaya	156	124	183	203	216	279	313	282	245	224
Kongoussi	-	-	-	35	136	162	159	90	86	74
Koudougou	9	131	161	196	165	178	173	206	239	202
Léo	-	-	-	-	-	-	82	136	126	125
Manga	-	-	-	25	95	113	209	187	176	159
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	33	57	54
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	49	36	46
Ouagadougou	901	763	854	1 016	522	1 158	1 289	1 594	1540	1536
Ouahigouya	213	148	144	128	145	170	233	274	170	109
Tenkodogo	218	167	208	229	296	302	299	315	292	293
Tougan	-	-	-	54	37	35	46	84	113	82
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	48
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	82

Tableau 5.5 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011
Ensemble	1 494	1 155	1 366	1 448	1 195	1 947	2 013	2 406	2019	1880
Banfora	-	-	-	20	50	98	36	50	49	41
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	223	202	215	269	201	175	214	217	209	150
Bogandé	-	-	-	21	35	98	79	104	69	67
Boromo	-	-	-	-	22	52	46	53	62	76
Dédougou	48	47	73	59	60	69	67	56	47	52
Diapaga	-	-	-	-	18	36	76	44	57	46
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	41
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	29	25	27
Dori	31	29	27	22	29	49	79	44	30	46
Fada N'gourma	94	61	107	95	80	130	149	163	198	189
Gaoua	100	107	94	104	80	107	88	97	84	50
Kaya	95	73	102	73	78	123	148	107	90	66
Kongoussi	-	-	-	16	52	56	62	32	31	17
Koudougou	0	36	81	111	82	77	83	99	104	81
Léo	-	-	-	-	-	-	34	39	29	51
Manga	-	-	-	9	52	50	54	52	51	44
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	16	33	27
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	34	13	12
Ouagadougou*	615	387	453	425	112	601	569	924	609	610
Ouahigouya**	92	63	64	59	56	62	88	103	58	33
Tenkodogo	196	150	150	127	184	152	128	116	115	73
Tougan	-	-	-	38	4	12	13	31	56	40
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31

Tableau 5.6 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011
Ensemble	0	0	0	0	0	142	210	82	170	262
Banfora	0	0	0	0	0	4	0	1	1	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bogandé	0	0	0	0	0	4	2	9	7	8
Boromo	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0
Dédougou	0	0	0	0	0	3	1	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	17	3	18	7
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	3	0	1
Dori	0	0	0	0	0	11	2	0	2	3
Fada N'gourma	0	0	0	0	0	30	0	4	3	14
Gaoua	0	0	0	0	0	2	1	10	4	0
Kaya	0	0	0	0	0	3	5	0	0	3
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	0	3	6	0	7	0
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
Manga	0	0	0	0	0	3	1	0	0	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	2	3	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0
Ouagadougou*	0	0	0	0	0	58	169	29	106	210
Ouahigouya**	0	0	0	0	0	1	1	0	2	4
Tenkodogo	0	0	0	0	0	10	3	5	0	0
Tougan	0	0	0	0	0	5	2	0	0	1
Yako	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	11	17	0

Tableau 5.7 : Incarcérations au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011
Ensemble	6 535	6 540	7 342	7 528	8 418	8 645	10 945	11 077	10122	8257
Banfora	-	-	-	194	260	324	266	354	335	303
Baporo	32	32	64	69	47	82	77	nd	86	59
Bobo-Dioulasso	898	1 001	986	1 072	990	859	1 144	957	926	672
Bogandé	-	-	-	131	235	284	230	358	292	310
Boromo	-	-	-	-	263	295	342	441	348	298
Dédougou	586	580	477	465	305	283	299	355	293	227
Diapaga	-	-	-	-	40	140	182	182	241	251
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	173
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	173	159	199
Dori	255	210	233	206	261	256	333	400	298	244
Fada N'gourma	419	389	493	390	406	440	524	635	533	465
Gaoua	483	567	462	493	396	415	420	444	363	225
Kaya	347	315	478	309	364	449	556	506	431	366
Kongoussi	-	-	-	53	237	204	242	197	155	114
Koudougou	100	363	560	559	516	420	424	585	545	292
Léo	-	-	-	-	-	-	141	315	235	244
Manga	-	-	-	37	315	405	448	402	296	271
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	64	118	107
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	117	119	92
Ouagadougou*	2 423	2 268	2 653	2 475	2 562	2 494	4 075	3 054	2974	2264
Ouahigouya**	552	411	413	414	321	406	405	495	378	273
Tenkodogo	440	404	523	577	745	742	679	853	793	450
Tougan	-	-	-	84	155	147	158	190	204	185
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	52
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	121

Les données de 2002 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.8 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	190	181	244	89	680	106	116	48	88	112
Banfora	-	-	-	2	1	2	4	1	2	2
Baporo	5	11	14	8	9	12	6	0	8	10
Bobo-Dioulasso	10	13	15	12	10	13	13	1	4	7
Bogandé	-	-	-	3	4	2	4	0	4	0
Boromo	-	-	-	-	1	2	3	5	1	8
Dédougou	29	11	19	9	7	6	9	4	0	4
Diapaga	-	-	-	-	0	2	1	2	0	2
Diébougou									0	4
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	2	2
Dori	10	8	12	4	6	4	7	1	0	5
Fada N'gourma	28	25	8	2	5	6	6	0	0	5
Gaoua	12	8	6	11	5	5	3	5	1	7
Kaya	3	8	5	4	2	6	1	1	30	4
Kongoussi	-	-	-	0	1	1	3	0	1	0
Koudougou	4	17	7	4	8	4	2	12	0	7
Léo	-	-	-	-	-	-	4	1	0	4
Manga	-	-	-	0	3	4	2	0	3	3
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	2	0	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	3	4
Ouagadougou*	40	22	123	6	601	16	29	7	16	16
Ouahigouya**	13	22	17	13	12	11	3	0	0	6
Tenkodogo	36	36	18	11	5	9	14	0	13	4
Tougan	-	-	-	0	0	1	2	6	0	4
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0

Les données de 2002 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.2. Caractéristiques des prévenus

Concepts

Prévenus : Personne mise en cause dans une affaire et dont le procureur du Faso décide de la mise en détention en vue de la manifestation de la vérité.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides volontaires, empoisonnements:

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 5.9 : Caractéristiques des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble des prévenus	674	563	1 000	689	522
Répartition selon le sexe					
Hommes	655	558	962	675	517
Femmes	19	5	38	14	5
Répartition selon l'âge					
Moins de 18 ans	47	43	49	37	38
18 ans à moins de 21 ans	84	77	137	105	58
21 ans à moins de 25 ans	147	107	208	126	109
25 ans à moins de 30 ans	177	139	266	157	120
30 ans à moins de 40 ans	136	125	244	171	141
40 ans et plus	83	72	96	93	56
Répartition selon la nature de l'infraction					
Crimes et délits contre les biens	481	434	763	518	407
dont					
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	422	384	687	459	355
<i>Abus de confiance</i>	33	43	62	45	34
Crimes et délits contre les particuliers	72	73	91	92	68
dont					
<i>Coups et blessures volontaires</i>	51	44	45	44	30
<i>Vols aggravés</i>	1	0	2	12	14
<i>Viols</i>	1	0	0	0	0
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	85	37	109	59	28
dont					
<i>Stupéfiants</i>	45	18	70	30	12
<i>Mutilations génitales féminines</i>	20	5	17	7	0
<i>Attentats aux bonnes mœurs</i>	12	9	9	12	5
Crimes et délits contre la chose publique	34	14	31	17	17
dont					
<i>Faux et usage de faux</i>	8	4	20	9	7
<i>Evasion</i>	17	4	5	2	1
Infractions en matière d'armes et de munitions	2	5	6	3	2
Répartition selon la durée de détention préventive					
Moins de 30 jours	329	311	323	390	310
De 1 mois à moins de 2 mois	152	149	306	163	106
De 2 mois à moins de 3 mois	59	34	198	67	49
De 3 mois à moins de 6 mois	117	20	140	61	45
De 6 mois à moins de 12 mois	16	46	27	6	8
12 mois et plus	1	3	6	2	4

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Association ou entente quels que soient la durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 5.10 : Caractéristiques des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	Ensemble des prévenus					Prévenus mineurs				
	2007	2008	2009	2010	2011	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	674	563	1 000	689	522	47	43	49	37	38
Banfora	28	8	6	10	12	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	29	51	55	87	53	4	2	6	7	9
Bogandé	24	6	6	6	11	3	2	1	0	0
Boromo	10	9	3	21	15	4	0	1	0	0
Dédougou	13	20	15	18	19	1	0	2	1	0
Diapaga	24	33	21	17	14	0	2	1	2	3
Diébougou	-	-	-	0	15	-	-	-	0	1
Djibo	-	-	3	2	11	-	-	0	0	2
Dori	20	44	17	13	15	1	2	0	0	0
Fada N'gourma	20	46	37	53	45	2	2	3	4	1
Gaoua	29	6	23	6	14	2	1	0	1	0
Kaya	39	38	21	29	22	2	3	0	2	3
Kongoussi	15	21	6	6	2	1	1	0	0	0
Koudougou	41	36	51	35	28	5	2	4	5	4
Léo	-	20	17	13	26	-	1	0	2	0
Manga	21	22	13	6	4	0	0	2	0	1
Nouna	-	-	2	16	4	-	-	0	0	2
Orodara	-	-	18	6	3	-	-	1	0	1
Ouagadougou*	247	131	604	284	170	10	7	20	7	6
Ouahigouya**	30	32	39	9	6	5	3	6	0	2
Tenkodogo	79	36	33	35	21	7	15	2	5	1
Tougan	5	4	10	17	5	0	0	0	1	0
Yako	-	-	-	-	3	-	-	-	-	2
Ziniaré	-	-	-	-	4	-	-	-	-	0

Les données de 2002 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.10 (suite) : Caractéristiques des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	Prévenus de moins de 25 ans					Prévenus dont la durée de détention est de moins de 30 jours				
	2007	2008	2009	2010	2011	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	278	227	394	278	205	329	311	323	390	310
Banfora	8	3	3	2	2	23	8	6	10	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	17	10	20	35	24	14	51	43	34	32
Bogandé	10	4	1	2	7	21	4	6	4	10
Boromo	8	3	2	20	9	6	6	1	19	11
Dédougou	10	10	8	4	7	12	19	13	0	14
Diapaga	4	16	6	5	9	7	4	7	1	6
Diébougou	-	-	-	0	5	-	-	-	0	12
Djibo	-	-	1	2	5	-	-	3	2	0
Dori	4	14	2	2	2	14	37	6	4	9
Fada N'gourma	10	11	18	31	18	19	13	21	26	18
Gaoua	11	2	7	3	4	24	6	20	6	12
Kaya	15	20	14	13	15	0	6	19	27	15
Kongoussi	6	8	1	4	1	2	15	6	6	1
Koudougou	23	16	30	21	17	31	24	37	28	21
Léo	-	11	4	5	10	-	0	10	2	9
Manga	13	9	4	4	1	16	18	13	4	2
Nouna	-	-	0	7	2	-	-	0	5	0
Orodara	-	-	4	1	2	-	-	1	0	2
Ouagadougou*	84	56	232	92	50	75	51	60	179	111
Ouahigouya**	17	12	19	4	4	23	24	21	2	2
Tenkodogo	35	22	15	16	6	39	18	21	22	19
Tougan	3	0	3	5	1	3	4	9	9	0
Yako	-	-	-	-	3	-	-	-	-	0
Ziniaré	-	-	-	-	1	-	-	-	-	2

Tableau 5.11 : Prévenus selon la nature de l'infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	Crimes et délits contre les biens					Crimes et délits contre les particuliers				
	2007	2008	2009	2010	2011	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	481	434	763	518	407	72	73	91	92	68
Banfora	22	8	6	5	11	0	0	0	5	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	26	45	37	69	45	1	2	12	10	6
Bogandé	17	4	5	2	8	7	0	1	4	0
Boromo	8	4	2	12	13	1	4	0	3	1
Dédougou	12	14	13	12	13	0	4	2	5	3
Diapaga	15	23	14	9	9	6	10	5	7	5
Diébougou	-	-	-	0	9	-	-	-	0	6
Djibo	-	-	2	1	9	-	-	1	1	2
Dori	19	34	14	10	11	1	6	0	3	4
Fada N'gourma	9	33	29	43	29	4	10	6	7	8
Gaoua	26	4	18	4	13	2	1	3	2	1
Kaya	19	31	19	24	7	3	3	1	4	11
Kongoussi	5	15	4	4	1	10	5	2	2	1
Koudougou	25	29	45	30	22	2	3	4	4	6
Léo	-	18	16	11	19	-	2	1	2	1
Manga	10	17	11	6	3	5	4	1	0	1
Nouna	-	-	1	3	4	-	-	1	5	0
Orodara	-	-	2	4	2	-	-	1	0	0
Ouagadougou*	182	104	465	221	144	15	8	39	20	9
Ouahigouya**	25	22	30	7	5	4	7	7	1	0
Tenkodogo	56	28	24	27	19	11	2	4	7	2
Tougan	5	1	6	14	5	0	2	0	0	0
Yako	-	-	-	-	3	-	-	-	-	0
Ziniaré	-	-	-	-	3	-	-	-	-	1

Tableau 5.12 (suite) : Prévenus selon la nature de l'infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs					Crimes et délits contre la chose publique				
	2007	2008	2009	2010	2011	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	85	37	109	59	28	34	14	31	17	17
Banfora	2	0	0	0	1	4	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	2	1	4	7	0	0	3	2	1	1
Bogandé	0	2	0	0	3	0	0	0	0	0
Boromo	0	0	1	6	0	0	1	0	0	1
Dédougou	1	1	0	0	3	0	1	0	1	0
Diapaga	2	0	0	1	0	1	0	2	0	0
Diébougou	-	-	-	0	0	-	-	-	0	0
Djibo	-	-	0	0	0	-	-	0	0	0
Dori	0	4	0	0	0	0	0	3	0	0
Fada N'gourma	7	0	2	1	5	0	3	0	0	3
Gaoua	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	17	1	1	1	1	0	2	0	0	3
Kongoussi	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	13	3	1	1	0	1	1	1	0	0
Léo	-	0	0	0	4	-	0	0	0	1
Manga	6	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	-	-	0	8	0	-	-	0	0	0
Orodara	-	-	15	0	0	-	-	0	2	1
Ouagadougou*	29	14	72	31	10	20	3	22	12	7
Ouahigouya**	0	3	2	1	1	1	0	0	0	0
Tenkodogo	5	5	5	0	0	7	0	0	1	0
Tougan	0	1	3	2	0	0	0	1	0	0
Yako	-	-	-	-	0	-	-	-	-	0
Ziniaré	-	-	-	-	0	-	-	-	-	0

V.3. Caractéristiques des inculpés

Concepts

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 5.13 : Caractéristiques des inculpés, détenus dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble des inculpés	804	772	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1160	1096
Répartition selon le sexe										
Hommes	791	765	845	922	967	1 106	1 201	1 284	1116	1066
Femmes	13	7	17	14	23	25	39	44	44	30
Répartition selon l'âge										
moins de 18 ans	23	15	34	38	42	23	25	40	14	24
18 ans à moins de 21 ans	69	67	69	75	107	93	116	112	97	87
21 ans à moins de 25 ans	171	144	155	159	197	185	210	242	185	177
25 ans à moins de 30 ans	211	199	222	306	229	292	309	329	266	246
30 ans à moins de 40 ans	218	207	219	210	262	322	351	378	374	363
40 ans et plus	112	140	163	148	153	216	229	227	224	199
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les particuliers	515	502	518	566	604	782	760	843	837	759
dont										
<i>Vols aggravés</i>	176	132	132	146	101	205	183	223	164	115
<i>Viols</i>	69	75	90	116	113	172	163	199	188	137
<i>Coups mortels</i>	86	71	61	95	96	96	100	99	119	109
<i>Assassinats</i>	73	73	84	75	83	122	135	151	199	177
<i>Homicides volontaires</i>	56	61	55	43	59	106	134	134	129	148
<i>Coups et blessures volontaires</i>	18	27	35	14	19	40	25	24	32	35
Crimes et délits contre les biens	113	152	115	124	121	99	137	142	102	121
dont										
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	97	125	80	90	78	75	109	90	67	69
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	10	12	14	5	24	8	11	31	27	45
<i>Abus de confiance</i>	5	13	15	14	13	13	13	12	7	7
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	29	33	62	64	44	48	57	43	39	34
Crimes et délits contre la chose publique	116	84	153	180	220	147	263	291	172	156
dont										
<i>Associations de malfaiteurs</i>	61	47	76	90	119	83	193	196	110	115
<i>Faux et usage de faux</i>	43	21	49	30	53	45	41	82	41	29
Infractions en matière d'armes et de munitions	31	1	14	2	1	55	23	9	10	26
Répartition selon la durée de la détention préventive										
Moins de 3 mois	128	171	215	198	194	139	279	249	173	227
3 mois à moins de 6 mois	196	105	236	114	176	199	214	167	127	167
6 mois à moins de 12 mois	173	196	159	280	301	421	272	362	276	178
1 an à moins de 2 ans	197	132	173	226	188	254	287	309	327	225
2 ans à moins de 3 ans	61	72	40	94	64	65	92	133	143	151
3 ans à moins de 4 ans	31	74	22	14	45	33	49	62	67	74
4 ans et plus	18	22	17	10	22	20	47	46	47	74

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 5.14 : Ensemble des inculpés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	804	772	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1160	1096
Banfora	-	-	-	13	40	66	28	43	38	29
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	119	124	162	205	150	146	163	162	122	97
Bogandé	-	-	-	18	36	70	71	89	56	48
Boromo	-	-	-	-	30	38	37	50	41	61
Dédougou	43	51	38	30	51	53	46	41	29	33
Diapaga	-	-	-	-	7	12	26	20	22	25
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	26
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	23	23	15
Dori	21	21	19	13	16	18	33	27	15	28
Fada N'gourma	90	56	91	87	63	80	103	122	142	130
Gaoua	70	83	82	84	64	76	81	64	74	36
Kaya	50	58	65	61	70	81	105	86	61	41
Kongoussi	-	-	-	6	45	41	41	26	25	15
Koudougou	0	18	23	58	44	33	41	48	62	53
Léo	-	-	-	-	-	-	14	22	16	14
Manga	-	-	-	1	36	26	31	39	45	40
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	12	14	23
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	11	7	9
Ouagadougou*	312	272	278	298	220	296	269	280	202	230
Ouahigouya**	39	43	36	21	19	30	54	64	47	23
Tenkodogo	60	46	68	40	95	63	89	78	80	52
Tougan	-	-	-	1	4	2	8	21	39	34
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27

Tableau 5.15 : Inculpés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011
Ensemble	263	226	258	272	346	301	351	394	296	288
Banfora	-	-	-	5	11	17	7	9	8	9
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	36	16	44	43	71	33	41	58	28	18
Bogandé	-	-	-	3	12	16	21	23	17	13
Boromo	-	-	-	-	7	19	11	18	11	12
Dédougou	17	22	14	9	17	20	13	7	8	10
Diapaga	-	-	-	-	2	2	9	6	4	3
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	12	13	8
Dori	6	5	7	5	6	5	12	8	4	5
Fada N'gourma	29	16	17	13	13	9	23	34	29	32
Gaoua	21	32	30	28	21	22	18	8	19	10
Kaya	13	10	11	12	20	22	36	32	17	11
Kongoussi	-	-	-	3	27	16	15	9	4	2
Koudougou	0	11	7	17	16	10	11	16	11	16
Léo	-	-	-	-	-	-	2	9	10	6
Manga	-	-	-	1	13	8	8	12	7	13
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	6	5	16
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	1	1	2
Ouagadougou*	106	81	93	107	61	67	76	69	47	49
Ouahigouya**	12	16	13	8	9	11	20	21	17	11
Tenkodogo	23	17	22	18	39	20	25	31	24	19
Tougan	-	-	-	0	1	1	3	5	12	13
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7

Tableau 5.16 : Inculpés pour crimes et délits contre des particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	515	502	518	566	604	782	760	843	837	759
Banfora	-	-	-	10	17	65	17	29	25	24
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	53	60	68	87	87	85	82	101	83	84
Bogandé	-	-	-	7	28	58	62	48	24	19
Boromo	-	-	-	-	25	29	21	46	40	39
Dédougou	34	42	33	28	43	40	37	34	27	27
Diapaga	-	-	-	-	7	9	17	20	19	21
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	18
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	22	23	15
Dori	17	16	8	8	10	13	23	23	10	19
Fada N'gourma	89	50	70	58	51	43	84	68	106	94
Gaoua	35	54	59	54	48	68	51	47	65	28
Kaya	30	45	39	38	34	50	37	60	37	27
Kongoussi	-	-	-	4	40	29	26	14	16	11
Koudougou	0	14	20	41	24	27	31	39	47	35
Léo	-	-	-	-	-	-	10	18	14	9
Manga	-	-	-	1	16	12	11	17	23	29
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	12	13	22
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	3	7	7
Ouagadougou*	186	156	144	175	95	168	137	134	111	104
Ouahigouya**	31	34	33	21	18	27	34	39	38	20
Tenkodogo	40	31	44	33	57	57	72	51	72	43
Tougan	-	-	-	1	4	2	8	18	37	34
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23

Tableau 5.17 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	113	152	115	124	121	99	137	142	102	121
Banfora	-	-	-	1	1	1	1	6	4	1
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Bobo-Dioulasso	16	46	12	38	12	5	6	17	7	3
Bogandé	-	-	-	1	5	3	3	9	1	1
Boromo	-	-	-	-	1	2	1	3	0	8
Dédougou	2	3	2	1	2	3	3	1	0	0
Diapaga	-	-	-	-	0	3	7	0	0	1
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	7
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0
Dori	3	5	5	0	1	2	1	2	2	1
Fada N'gourma	0	0	0	8	1	0	0	7	21	10
Gaoua	22	24	21	17	8	6	8	0	0	0
Kaya	9	7	8	3	3	2	32	4	11	7
Kongoussi	-	-	-	2	4	4	8	12	4	2
Koudougou	0	1	1	2	2	0	1	6	6	7
Léo	-	-	-	-	-	-	0	1	0	3
Manga	-	-	-	0	15	11	16	18	13	6
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	6	0	1
Ouagadougou*	45	53	50	44	47	52	46	37	31	63
Ouahigouya**	4	4	1	0	0	1	3	1	2	0
Tenkodogo	12	9	15	7	19	4	1	11	0	0
Tougan	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0

Tableau 5.18 : Inculpés pour crimes et délits contre la chose publique, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	116	84	153	180	220	147	263	291	167	156
Banfora	-	-	-	2	22	0	4	8	8	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	18	17	49	71	43	27	45	36	26	3
Bogandé	-	-	-	0	1	7	6	29	28	20
Boromo	-	-	-	-	0	3	11	0	0	5
Dédougou	6	5	3	0	3	0	3	5	2	6
Diapaga	-	-	-	-	0	0	2	0	0	2
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	1
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Dori	1	0	6	5	5	3	9	1	3	8
Fada N'gourma	0	2	19	20	10	0	19	39	8	21
Gaoua	13	5	1	12	8	2	22	16	4	5
Kaya	7	6	5	10	30	25	27	18	11	7
Kongoussi	-	-	-	0	0	5	1	0	0	0
Koudougou	0	0	2	5	15	5	6	1	7	6
Léo	-	-	-	-	-	-	4	3	2	2
Manga	-	-	-	0	1	2	4	3	4	1
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	1	1
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	2	0	1
Ouagadougou*	65	41	58	55	70	65	79	95	50	53
Ouahigouya**	1	4	2	0	1	2	17	16	5	0
Tenkodogo	5	4	8	0	11	1	4	16	6	8
Tougan	-	-	-	0	0	0	0	3	2	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4

Tableau 5.19 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011
Ensemble	110	168	79	118	131	118	188	241	257	299
Banfora	-	-	-	1	0	3	0	1	3	6
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	16	87	24	38	49	36	63	65	59	53
Bogandé	-	-	-	0	0	1	10	23	23	31
Boromo	-	-	-	-	2	2	5	14	15	10
Dédougou	4	8	6	4	6	5	10	6	6	3
Diapaga	-	-	-	-	0	0	0	1	3	10
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	2
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	4	4	2
Dori	5	6	0	1	1	1	2	0	3	0
Fada N'gourma	0	0	0	6	16	10	12	23	29	50
Gaoua	3	17	17	26	22	21	21	25	18	10
Kaya	22	20	18	26	16	12	23	24	23	23
Kongoussi	-	-	-	0	0	1	6	3	5	5
Koudougou	0	0	0	0	1	5	4	8	8	8
Léo	-	-	-	-	-	-	0	0	1	6
Manga	-	-	-	0	0	0	2	4	6	8
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	1	6	3
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouagadougou*	50	29	14	16	17	19	16	29	28	37
Ouahigouya**	10	1	0	0	0	0	5	5	9	5
Tenkodogo	0	0	0	0	1	2	8	4	5	10
Tougan	-	-	-	0	0	0	1	1	3	12
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3

V.4. Caractéristiques des condamnés

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 5.20 : Caractéristiques des condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble des condamnés	1 036	1 259	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159
Répartition selon le sexe										
Hommes	1 030	1 237	1 403	1 839	1 886	2 230	2 720	2 926	3 137	3 126
Femmes	6	22	30	28	27	30	68	64	42	33
Répartition selon l'âge										
moins de 18 ans	10	21	29	24	42	37	58	94	59	47
18 ans à moins de 21 ans	158	178	123	235	214	333	331	389	379	347
21 ans à moins de 25 ans	244	282	360	366	476	512	580	591	608	649
25 ans à moins de 30 ans	266	353	356	623	432	582	695	769	843	831
30 ans à moins de 40 ans	254	278	362	408	476	527	714	779	902	891
40 ans et plus	104	147	203	211	273	269	410	368	388	394
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	827	1 045	1 133	1 546	1 581	1 827	2 141	2 307	2 450	2 417
dont										
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	765	968	988	1 448	1 455	1 681	1 902	2 137	2 303	2 266
<i>Abus de confiance</i>	49	73	130	75	120	100	129	119	113	103
Crimes et délits contre les particuliers	54	85	108	118	136	129	175	238	314	336
dont										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	26	50	57	75	79	80	97	108	106	113
<i>Vols aggravés</i>	7	5	5	6	7	6	12	42	100	104
<i>Homicides volontaires</i>	5	4	14	7	8	2	4	23	16	22
<i>Viols</i>	5	1	7	3	2	2	1	8	12	13
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	67	70	113	93	114	190	364	313	259	213
dont										
<i>Stupéfiants</i>	46	35	58	43	68	139	228	204	161	125
<i>Mutilations génitales féminines</i>	4	21	33	25	19	23	76	42	20	16
<i>Attentats aux bonnes mœurs</i>	5	8	4	13	16	14	35	48	56	49
Crimes et délits contre la chose publique	72	51	60	81	66	89	78	110	123	148
dont <i>Faux et usage de faux</i>	14	13	24	22	26	21	22	38	46	50
Infractions en matière d'armes et de munitions	16	8	19	29	16	25	30	22	33	45
Répartition selon la durée de la peine prononcée										
Moins de 3 mois	58	70	153	96	109	126	96	49	9	8
3 mois à moins de 6 mois	141	236	277	177	190	273	306	222	149	89
6 mois à moins de 12 mois	310	379	416	394	465	424	651	529	465	399
1 an à moins de 2 ans	326	286	367	725	645	696	993	1 141	1 027	905
2 ans à moins de 3 ans	113	119	102	230	248	371	336	483	579	601
3 ans à moins de 5 ans	58	103	74	163	177	269	289	361	529	611
5 ans à moins de 10 ans	23	57	34	60	59	85	102	144	313	397
10 ans à 20 ans	6	8	9	13	11	10	8	49	72	102
Plus de 20 ans	-	-	-	-	-	-	-	1	17	24
Perpétuité	1	1	1	5	5	3	3	6	12	13
Peine de mort	0	0	0	4	4	3	4	6	7	10

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Attentat aux mœurs : Infractions telles que l'outrage public à la pudeur et l'attentat à la pudeur.

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 5.21 : Condamnés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	1 036	1 259	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159
Banfora	-	-	-	90	99	81	98	130	146	144
Baporo	33	35	56	76	66	82	43	24	43	48
Bobo-Dioulasso	169	230	286	256	314	322	333	296	343	337
Bogandé	-	-	-	41	60	53	66	79	67	58
Boromo	-	-	-	-	57	46	110	95	86	68
Dédougou	126	168	169	173	98	123	141	155	133	105
Diapaga	-	-	-	-	11	22	28	47	48	52
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	31
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	54	72	78
Dori	49	55	50	41	48	70	82	117	114	95
Fada N'gourma	79	75	86	61	75	102	116	162	135	139
Gaoua	81	72	86	101	93	95	147	134	101	65
Kaya	61	51	81	130	138	156	165	175	155	158
Kongoussi	-	-	-	19	84	106	97	58	55	57
Koudougou	9	95	80	85	83	101	90	107	135	121
Léo	-	-	-	-	-	-	48	97	97	74
Manga	-	-	-	16	43	63	155	135	125	115
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	17	24	27
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	15	23	34
Ouagadougou*	286	376	401	591	410	557	720	670	931	926
Ouahigouya**	121	85	80	69	89	108	145	171	112	76
Tenkodogo	22	17	58	102	112	150	171	199	177	220
Tougan	-	-	-	16	33	23	33	53	57	42
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	38
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	51

Tableau 5.22 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011
Ensemble	412	481	512	625	732	882	969	1 074	1 046	1043
Banfora	-	-	-	29	30	31	23	40	42	46
Baporo	12	12	22	16	9	39	16	7	12	21
Bobo-Dioulasso	66	91	108	29	143	147	72	82	95	120
Bogandé	-	-	-	15	16	15	23	26	23	13
Boromo	-	-	-	-	28	13	36	53	24	22
Dédougou	44	64	57	67	29	44	44	48	27	30
Diapaga	-	-	-	-	4	6	14	19	19	20
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	8
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	22	28	41
Dori	13	19	15	9	14	16	23	38	39	42
Fada N'gourma	23	29	25	15	32	32	41	76	49	36
Gaoua	37	25	32	29	29	32	40	35	25	23
Kaya	26	17	23	49	66	74	77	74	54	47
Kongoussi	-	-	-	11	29	31	32	18	18	22
Koudougou	1	38	38	33	42	40	36	45	51	45
Léo	-	-	-	-	-	-	23	41	36	33
Manga	-	-	-	6	18	34	60	39	40	40
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	5	6	8
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	5	7	5
Ouagadougou*	131	148	136	243	138	213	269	256	319	268
Ouahigouya**	48	29	28	13	29	40	48	51	28	27
Tenkodogo	11	9	28	59	58	66	79	83	71	79
Tougan	-	-	-	2	18	9	13	11	33	10
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22

Tableau 5.23 : Mineurs, condamnés et détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011
Ensemble	10	21	29	24	42	37	58	94	59	47
Banfora	-	-	-	1	1	0	1	0	0	1
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	3	5	0	2	7	9	3	5	3	3
Bogandé	-	-	-	1	1	1	1	1	2	0
Boromo	-	-	-	-	1	0	2	7	0	0
Dédougou	0	1	2	2	1	0	1	3	0	0
Diapaga	-	-	-	-	3	0	0	1	1	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	0	3
Dori	0	0	0	0	0	0	0	2	0	1
Fada N'gourma	2	3	0	0	1	2	1	10	7	4
Gaoua	0	0	5	2	1	2	0	1	1	2
Kaya	2	1	4	5	4	9	14	11	4	6
Kongoussi	-	-	-	3	4	1	3	2	0	2
Koudougou	0	4	6	1	5	1	4	2	3	2
Léo	-	-	-	-	-	-	2	1	1	5
Manga	-	-	-	0	1	3	4	5	3	1
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	1	2	1
Ouagadougou*	2	6	7	3	4	6	21	21	26	11
Ouahigouya**	1	1	3	2	0	0	1	3	0	2
Tenkodogo	0	0	2	1	4	3	0	17	4	1
Tougan	-	-	-	1	4	0	0	0	2	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2

Tableau 5.24 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	765	968	988	1 448	1 455	1 681	1 902	2 137	2303	2266
Banfora	-	-	-	78	70	71	77	113	122	119
Baporo	28	27	50	54	49	66	37	21	33	37
Bobo-Dioulasso	100	198	213	210	246	215	207	203	223	217
Bogandé	-	-	-	33	50	41	54	63	45	39
Boromo	-	-	-	-	50	34	83	63	53	40
Dédougou	102	123	126	133	75	102	101	119	102	76
Diapaga	-	-	-	-	7	9	21	39	23	23
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	23
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	40	52	46
Dori	35	45	37	30	36	55	53	90	85	56
Fada N'gourma	50	51	57	39	47	72	84	139	101	102
Gaoua	68	59	0	68	74	61	86	97	72	43
Kaya	45	33	47	107	112	121	116	144	120	124
Kongoussi	-	-	-	17	71	94	72	42	47	43
Koudougou	5	79	65	69	71	77	63	79	107	94
Léo	-	-	-	-	-	-	44	80	78	63
Manga	-	-	-	10	28	45	101	102	89	89
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	12	19	23
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	5	14	31
Ouagadougou*	218	274	297	455	291	399	427	426	665	663
Ouahigouya**	96	65	58	53	68	90	113	100	81	54
Tenkodogo	18	14	38	85	87	113	140	126	126	148
Tougan	-	-	-	7	23	16	23	34	46	35
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41

Tableau 5.25 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011
Ensemble	827	1 045	1 133	1 546	1 581	1 827	2 141	2 307	2 450	2417
Banfora	-	-	-	83	87	76	81	118	129	123
Baporo	28	27	50	57	50	75	39	22	39	40
Bobo-Dioulasso	124	211	228	227	286	238	259	231	230	226
Bogandé	-	-	-	33	55	41	57	66	47	42
Boromo	-	-	-	-	51	41	87	75	67	44
Dédougou	108	140	137	138	78	112	111	123	106	81
Diapaga	-	-	-	-	7	10	23	39	28	32
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	23
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	43	55	51
Dori	40	49	39	35	40	58	57	96	91	61
Fada N'gourma	55	58	64	42	52	82	93	143	102	111
Gaoua	70	62	65	79	79	65	110	106	75	47
Kaya	48	37	48	109	113	123	126	153	131	128
Kongoussi	-	-	-	19	73	95	77	51	48	44
Koudougou	5	81	70	75	75	83	71	87	113	102
Léo	-	-	-	-	-	-	44	82	86	66
Manga	-	-	-	10	31	48	105	113	97	95
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	13	20	23
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	8	18	33
Ouagadougou*	231	299	330	481	317	447	508	448	695	712
Ouahigouya**	99	66	60	59	70	91	118	106	84	58
Tenkodogo	19	15	42	92	94	123	152	150	136	161
Tougan	-	-	-	7	23	19	23	34	53	36
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41

Tableau 5.26 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	54	85	108	118	136	129	175	238	314	336
Banfora	-	-	-	2	2	3	9	3	9	7
Baporo	5	7	6	17	11	4	3	0	3	2
Bobo-Dioulasso	11	13	30	11	19	21	23	32	62	69
Bogandé	-	-	-	5	5	5	5	12	17	3
Boromo	-	-	-	-	5	0	7	9	12	8
Dédougou	3	8	8	12	9	3	10	21	19	18
Diapaga	-	-	-	-	2	5	3	6	14	16
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	3
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	7	13	24
Dori	4	6	7	4	7	11	11	9	13	22
Fada N'gourma	3	6	10	7	9	9	9	5	13	11
Gaoua	2	2	5	6	5	19	11	18	16	14
Kaya	1	4	3	4	7	6	0	6	7	8
Kongoussi	-	-	-	-	5	9	7	2	4	5
Koudougou	1	6	5	5	4	5	10	11	10	9
Léo	-	-	-	-	-	-	2	5	1	3
Manga	-	-	-	4	2	6	9	5	11	8
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	3	0	3
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	3	3	0
Ouagadougou*	13	20	22	29	21	14	40	41	53	61
Ouahigouya**	9	12	6	5	7	4	5	11	14	14
Tenkodogo	2	1	6	7	10	3	7	16	19	16
Tougan	-	-	-	0	6	2	4	13	1	5
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7

Tableau 5.27 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	48	67	70	113	93	114	190	364	313	259	213
Banfora	-	-	-	-	1	5	2	6	5	7	6
Baporo	3	0	1	0	1	0	1	1	2	1	5
Bobo-Dioulasso	3	23	4	17	7	2	48	34	17	37	24
Bogandé	-	-	-	-	3	0	3	3	0	3	0
Boromo	-	-	-	-	-	1	2	12	7	4	7
Dédougou	5	4	5	7	9	4	4	9	9	7	5
Diapaga	-	-	-	-	-	2	0	1	2	5	3
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	3
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	-	3	4	2
Dori	5	4	0	2	0	0	1	13	8	5	11
Fada N'gourma	3	8	8	9	4	7	5	8	8	14	13
Gaoua	2	5	0	9	9	2	8	17	7	7	1
Kaya	4	3	3	26	14	14	22	34	9	11	16
Kongoussi	-	-	-	-	0	4	1	12	4	1	5
Koudougou	3	0	4	1	0	0	3	3	4	5	2
Léo	-	-	-	-	-	-	-	2	9	4	3
Manga	-	-	-	-	2	4	7	30	11	11	4
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	-	0	4	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2	0
Ouagadougou*	17	11	41	30	31	51	66	158	140	105	90
Ouahigouya**	2	8	3	5	1	9	2	13	39	9	2
Tenkodogo	1	1	1	7	3	6	14	8	24	13	10
Tougan	-	-	-	-	8	3	1	0	2	0	1
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0

Tableau 5.28 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble	201	288	220	475	504	741	742	1 049	1 512	1734
Banfora	-	-	-	27	33	44	48	62	88	112
Baporo	17	19	21	28	35	17	26	15	28	25
Bobo-Dioulasso	18	67	19	71	16	30	32	112	143	157
Bogandé	-	-	-	4	6	19	21	21	19	19
Boromo	-	-	-	-	0	8	19	28	26	23
Dédougou	44	82	41	74	45	60	66	88	84	77
Diapaga	-	-	-	-	0	1	5	13	19	21
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	18
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	15	24	34
Dori	11	22	16	15	22	45	44	65	44	63
Fada N'gourma	10	11	16	15	16	20	33	55	46	49
Gaoua	16	17	9	24	29	31	39	40	42	31
Kaya	17	6	15	28	39	41	40	59	76	99
Kongoussi	-	-	-	4	34	37	27	25	33	29
Koudougou	7	5	11	16	26	40	32	33	55	67
Léo	-	-	-	-	-	-	6	36	35	37
Manga	-	-	-	0	0	0	45	8	74	73
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	4	12
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	2	2	8
Ouagadougou*	40	39	57	154	175	272	180	265	531	564
Ouahigouya**	21	20	15	15	19	37	47	52	46	33
Tenkodogo	0	0	0	0	0	32	30	32	78	113
Tougan	-	-	-	0	9	7	2	23	15	24
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21

Les chiffres clés de la justice

Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	11	11	12	16	19	19	20	23	24	24
Tribunaux d'instance	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	-	2	2	2
Juges des enfants	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux pour enfants	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs	11	11	12	16	19	19	20	23	24	24
Établissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction	10	10	10	15	19	19	20	23	24	24
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyens	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	2 429,8	2 302,2	5 430,2	7 943,0	9 817,1	6 942,1	7 002,5	7 167,3	8930,5	8203,5
Effectifs des magistrats dans le système judiciaire	179	205	236	263	287	308	333	354	369	391
Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Cour de Cassation										
Affaires nouvelles	-	126	112	151	172	170	155	183	158	169
Décisions rendues	-	78	114	95	162	161	145	145	122	112
Décision rédigées		55	106	86	99	124	115	117	100	108
Conclusions rendues par le parquet général	-	77	110	75	138	154	146	113	76	133
Cours d'appel										
Affaires nouvelles civiles, commerciales et sociales	865	824	924	866	964	964	1 200	1 275	997	890
Décisions dans les Affaires civiles, commerciales et sociales	537	748	605	531	679	807	742	863	944	876
Décision rédigées	472	584	534	463	424	573	480	717	588	543
Affaires nouvelles pénales	333	275	247	258	380	353	526	593	371	530
Décisions des chambres d'accusation	124	237	244	198	249	185	234	188	260	153
Décisions des chambres criminelles	nd	nd	nd	27	nd	55	111	414	201	167
Tribunaux de grande instance										
Affaires nouvelles civiles et commerciales	1 928	2 063	1 816	2 162	2 841	3 530	3 935	5 153	6494	6 747
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales	1 813	1 952	1 915	2 187	2 782	3 178	3 685	4 618	5284	5 972
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	nd	nd	nd	nd	nd	nd	4mois	4mois 15jours	3mois	2mois 26jours
Temps moyen de traitement d'une affaire commerciale	nd	nd	nd	nd	nd	nd	7mois	7mois 15jours	5mois	9mois
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	5 640	5 779	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10 568	10696	8 713
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	4 336	4 258	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 950	6686	5 755
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit							1mois 20jours	1mois 20jours	1mois24 jours	1mois19j ours
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe							14mois	14mois	11mois	10mois 19jours
Affaires nouvelles en instruction	669	722	724	843	994	1 001	995	1 109	900	754
Affaires en Instruction terminées	302	232	186	283	299	438	355	801	438	934
Temps moyens des affaires en cours à l'instruction							3ans	3ans	3ans 8mois	3ans 11mois
Temps moyens des affaires terminées à l'instruction							4ans	4ans	3ans 9mois	4ans
Tribunaux d'instance										
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	-	-	108	202	243	229	265	241	278	322
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	-	-	78	182	234	208	269	186	229	261
Décision rédigées			48	114	121	123	198	238	362	227
Juges des enfants										
Affaires nouvelles	-	-	0	83	59	66	112	105	100	76
Décisions rendues	-	-	0	50	63	66	112	329	105	62
Tribunaux pour enfants										
Affaires nouvelles	-	-	0	0	11	1	15	1	10	9

Affaires terminées	-	-	0	0	2	0	11	10	0	16
Tribunaux de commerce										
Affaires nouvelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	339
Décisions rendues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	319
Décisions rédigées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	199
Tribunaux du travail										
Affaires nouvelles	340	354	323	440	459	578	673	710	739	756
Décisions rendues	316	295	457	447	379	346	423	488	674	618
Décision rédigées	308	274	427	415	356	336	344	470	527	471
Activités des juridictions de l'ordre administratif	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Cour des comptes										
Comptes de gestion reçus	47	85	378	446	352	835	472	247	234	399
Arrêts provisoires et définitifs rendus	0	0	0	0	2	26	45	155	54	139
Contrôles de gestion effectués	0	2	6	11	3	13	11	11	3	8
Conseil d'État										
Affaires nouvelles	35	47	67	50	87	62	63	79	87	94
Affaires jugées	10	11	46	38	60	53	55	64	27	57
Décision rédigées	13	17	32	40	55	23	46	57	25	47
Tribunaux administratifs										
Affaires nouvelles	96	93	105	105	210	158	165	216	184	194
Décisions rendues	86	95	125	111	221	151	115	122	186	127
Décision rédigées	52	81	118	93	143	84	87	124	146	87
Etablissements pénitentiaires	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble de détenus au 31 décembre	2 530	2 414	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039
Nombre d'inculpés au 31 décembre	804	772	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096
Nombre de prévenus au 31 décembre				512	205	674	563	1 000	689	522
Nombre d'OMD						142	210	82	170	262
Nombre de condamnés au 31 décembre	1 036	1 259	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 994	3 179	3 159
Taux d'occupation (100%)	139,0	132,6	153,8	144,1	116,8	158,2	172,7	172,0	159,4	154,5

Liste des tableaux

Tableau 2.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels	19
Tableau 2.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2011 par localité	19
Tableau 2.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel	21
Tableau 2.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA)	23
Tableau 2.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)	23
Tableau 2.7 Situation des crédits délégués par direction régionale des droits humains (en milliers de FCFA)	24
Tableau 2.8 Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)	25
Tableau 2.9 Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)	25
Tableau 2.10 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position	27
Tableau 2.11 : Magistrats par type de juridiction	27
Tableau 2.12 : Magistrats par juridiction	29
Tableau 2.13 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	31
Tableau 2.16 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention	40
Tableau 2.17 : Personnel de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre	41
Concepts	43
Tableau 2.18 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position par sexe en 2009	44
Tableau 2.19 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe	44
Tableau 2.20 : Huissiers de justice et Avocats par sexe, par ancienneté et par position	46
Tableau 2.21 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position	46
Tableau 3.1 : Activités du siège de la Cour de cassation	49
Tableau 3.2 : Activités du parquet général de la Cour de cassation	49
Tableau 3.3 : Activités des cours d'appel	51
Tableau 3.4 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel	53
Tableau 3.5 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance par Cour d'appel	53
Tableau 3.6 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel	53
Tableau 3.7 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel	53
Tableau 3.8 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel	53
Tableau 3.9 : Décisions rédigées par Cour d'appel	53
Tableau 3.10 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel	54
Tableau 3.11 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine	54
Tableau 3.12 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel	54
Tableau 3.13 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel	54
Tableau 3.14 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres	54
Tableau 3.15 : Nature des décisions rendues par les chambres d'accusation	55
Tableau 3.16 : Décisions rendues par chambre d'accusation	55
Tableau 3.17 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles	55
Tableau 3.18 : Décisions rendues par chambre criminelle	55
Tableau 3.19 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance	57
Tableau 3.20 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés)	57
Tableau 3.21 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance	59
Tableau 3.22 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance	59
Tableau 3.23 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance	61
Tableau 3.24 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer)	62
Tableau 3.25 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	62
Tableau 3.26 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	63
Tableau 3.27 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance	63
Tableau 3.28 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	65
Tableau 3.29 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	65
Tableau 3.30 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	67
Tableau 3.31 : Affaires nouvelles et conclusions rendues en 2010 par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire	69

Tableau 3.32 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil	69
Tableau 3.33 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil	71
Tableau 3.34 : Conclusions rendues en 2010 selon la nature des affaires par parquet civil	71
Tableau 3.35 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance	73
Tableau 3.36 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance ..	75
Tableau 3.37 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance	75
Tableau 3.38 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance	77
Tableau 3.39 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par tribunal de grande instance	77
Tableau 3.40 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance	79
Tableau 3.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par tribunal de grande instance	79
Tableau 3.42 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des tribunaux de grande instance	81
Tableau 3.43 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance	81
Tableau 3.44 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance	82
Tableau 3.45 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance	82
Tableau 3.46 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets par tribunal de grande instance	83
Tableau 3.47 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance	83
Tableau 3.48 : Mineurs concernés par les activités des parquets	85
Tableau 3.49 : Mineurs concernés par les activités des parquets par tribunal de grande instance	85
Tableau 3.50 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance	87
Tableau 3.51 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance	89
Tableau 3.52 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance	89
Tableau 3.53 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance	91
Tableau 3.54 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance	91
Tableau 3.55 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance	92
Tableau 3.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance	92
Tableau 3.57 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance	93
Tableau 3.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance	93
Tableau 3.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure	94
Tableau 3.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure	94
Tableau 3.61 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	94
Tableau 3.61 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	95
Tableau 3.62 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	95
Tableau 3.62 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	96
Tableau 3.63 : Affaires nouvelles en instruction dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	98
Tableau 3.64 : Affaires nouvelles en instruction par tribunal de grande instance	98
Tableau 3.65 : Affaires dont l'instruction est terminée dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	100
Tableau 3.66 : Affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de grande instance	100
Tableau 3.67 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	102

Tableau 3.68 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance	102
Tableau 3.69 : Inculpés dans les affaires en instruction, libérés au cours de l'année, selon leur durée de détention provisoire	104
Tableau 3.70 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance	104
Tableau 3.71 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance	105
Tableau 3.72 : Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire a été de moins 12 mois	105
Tableau 3.73 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance	106
Tableau 3.74 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance	106
Tableau 3.75 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure	107
Tableau 3.76 : Nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	107
Tableau 3.76 (suite) : Nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	108
Tableau 3.77 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	108
Tableau 3.77 (suite) : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	109
Tableau 3.78 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	109
Tableau 3.78 (suite) : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	110
Tableau 3.79: Activités du greffe des tribunaux de grande instance	112
Tableau 3.80 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance	112
Tableau 3.81 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance	114
Tableau 3.82 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance	114
Tableau 3.83 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance	116
Tableau 3.84 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance	116
Tableau 4.1 : Activités commerciales des tribunaux de commerce 2011	118
Tableau 4.2 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type et par tribunal de commerce en 2011	118
Tableau 4.3 : Nature des décisions tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)	118
Tableau 4.4 : Référé par tribunal de commerce 2011	118
Tableau 4.5 : Ensemble des décisions de référés rendues par type et par tribunal de commerce en 2011	118
Tableau 4.6 : Nature des décisions de référés par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)	118
Tableau 4.7 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce en 2011	120
Tableau 4.8 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce en 2011	120
Tableau 4.9 : Activités relatives aux activités des greffes par tribunal de commerce en 2011	120
Tableau 4.10 : Décisions rendues en selon la durée de la procédure (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	120
Tableau 3.84 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance	122
Tableau 3.85 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance	124
Tableau 3.86 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance	124
Tableau 3.87 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance	124
Tableau 3.88 : Jugements rédigés par tribunal d'instance	124
Tableau 3.89 : décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance en 2011	124
Tableau 3.90 : Activités des tribunaux de simple police	124
Tableau 3.91 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi	126
Tableau 3.92 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger	126
Tableau 3.93 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants	126
Tableau 3.94 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants	126
Tableau 3.95 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants	126
Tableau 3.96 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants	126
Tableau 3.97 : Activités des tribunaux pour enfants	128
Tableau 3.98 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants	128
Tableau 3.99 : Décisions rendues par tribunal pour enfants	128
Tableau 3.100 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail	130

Tableau 3.101 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail	132
Tableau 3.102 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail	132
Tableau 3.103 : Affaires nouvelles de non paiement de salaires par tribunal du travail	132
Tableau 3.104 : Décisions rendues par tribunal du travail	132
Tableau 3.105 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail	132
Tableau 3.106 : Décisions rédigées par tribunal du travail	132
Tableau 4.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes	135
Tableau 4.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes	135
Tableau 4.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes	135
Tableau 4.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat	138
Tableau 4.5 : Activités du Commissariat du gouvernement du Conseil d'Etat	140
Tableau 4.6 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs	142
Tableau 4.7 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif	144
Tableau 4.8 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif	144
Tableau 4.9 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif	145
Tableau 4.10 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif	145
Tableau 4.11 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif	146
Tableau 4.12 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs	146
Tableau 4.13 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement	147
Tableau 4.14 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement	147
Tableau 5.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre ..	150
Tableau 5.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre	150
Tableau 5.3 : Incarcérations	150
Tableau 5.4 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire	151
Tableau 5.5 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire	151
Tableau 5.6 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire	152
Tableau 5.7 : Incarcérations au cours de l'année par établissement pénitentiaire	152
Tableau 5.8 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	153
Tableau 5.9 : Caractéristiques des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre ...	155
Tableau 5.10 : Caractéristiques des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	157
Tableau 5.10 (suite) : Caractéristiques des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	157
Tableau 5.11 : Prévenus selon la nature de l'infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire	158
Tableau 5.12 (suite) : Prévenus selon la nature de l'infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire ...	158
Tableau 5.13 : Caractéristiques des inculpés, détenus dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31 décembre	160
Tableau 5.14 : Ensemble des inculpés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	162
Tableau 5.15 : Inculpés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	162
Tableau 5.16 : Inculpés pour crimes et délits contre des particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	163
Tableau 5.17 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	163
Tableau 5.18 : Inculpés pour crimes et délits contre la chose publique, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	164
Tableau 5.19 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	164
Tableau 5.20 : Caractéristiques des condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre	166
Tableau 5.21 : Condamnés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	168
Tableau 5.22 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	168
Tableau 5.23 : Mineurs, condamnés et détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	169
Tableau 5.24 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	169
Tableau 5.25 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	170
Tableau 5.26 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	170
Tableau 5.27 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	171
Tableau 5.28 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	171